



Cahiers de formation marxiste n°10

Textes de formation et de débats sur:

Le Capitalisme



Édité par la Formation Léon Lesoil
Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR)
Section belge de la IVe Internationale

LCR
la gauche

Cahiers de formation marxiste n°10

Les Cahiers de formation marxiste sont des anthologies de textes d'analyse produits essentiellement par notre courant : la LCR et la IVe Internationale. Ils constituent ainsi des outils pour la formation marxiste, collective ou individuelle et s'adressent donc avant tout aux membres et aux sympathisant/es de notre organisation, mais sont également mis à la disposition de toute personne intéressée par les questions traitées et nos positions.

Textes de formation et de débats sur:

Le Capitalisme

Sommaire :

- > Le Capitalisme. Par Ernest Mandel
- > Financiarisation du capitalisme et classes sociales. Par Claude Serfaty
- > Crise du marxisme ou crise du Capital? Par Maxime Durand
- > Comprendre le capitalisme actuel. Par Michel Husson
- > Crise de la finance ou crise du capitalisme ? Par Michel Husson
- > Aliénation, chosification et fétichisme. Par Hendrik Patroons



Edité par la Formation Léon Lesoil

Ligue Communiste Révolutionnaire

Section belge de la IVe Internationale

Le capitalisme

Ernest Mandel

Le capitalisme est un mode de production fondé sur la division de la société en deux classes essentielles : celle des propriétaires des moyens de production (terre, matières premières, machines et instruments de travail) – qu'ils soient des individus ou des sociétés – qui achètent la force de travail pour faire fonctionner leurs entreprises ; celle des prolétaires, qui sont obligés de vendre leur force de travail, parce qu'ils n'ont ni accès direct aux moyens de production ou de subsistance, ni le capital qui leur permette de travailler pour leur propre compte.

Le capitalisme n'existe nulle part à l'état pur. À côté de ces deux classes fondamentales vivent d'autres classes sociales. Dans les pays capitalistes industrialisés, on trouve celle des propriétaires individuels de moyens de production et d'échange, qui n'exploitent pas, ou presque pas, de main-d'œuvre : petits artisans, petits paysans, petits commerçants. Dans les pays du Tiers Monde, on rencontre souvent encore des propriétaires fonciers semi-féodaux, dont les revenus ne proviennent pas de l'achat de la force de travail, mais de formes plus primitives d'appropriation du sur-travail, comme la corvée ou la rente en nature. Il s'agit là cependant de classes qui représentent des survivances de sociétés pré-capitalistes, et non des classes typiques du capitalisme lui-même.

Le capitalisme ne peut survivre et s'épanouir que lorsque sont réunies les deux caractéristiques fondamentales que l'on vient d'indiquer : monopole de moyen de production au profit d'une classe de propriétaires privés ; existence d'une classe coupée de moyens de subsistance et de ressources qui lui permettraient de vivre autrement qu'en vendant sa force de travail. Le mode de production capitaliste reproduit constamment les conditions de sa propre existence.

La répartition de la « valeur ajoutée », du revenu national, fait apparaître, d'une part, une accumulation de capitaux (entre les mains des entreprises : bénéfices non répartis, réserves ; entre les mains d'individus : dividendes, intérêts, rentes et autres revenus capitalisés) qui permet de transformer en propriété privée l'essentiel des moyens de production et d'échange nouvellement créés. Cette même répartition du revenu national condamne, d'autre part, la masse des salariés appointés à ne gagner que ce qu'ils consomment, même lorsque leur niveau de vie et de consommation s'élèvent progressivement ; elle ne leur permet pas de se transformer en capitaliste, c'est à dire en individus travaillant pour leur propre compte.

Deux séries statistiques universelles confirment la justesse de cette thèse. Dans tous les pays capitalistes, la part de la population active obligée de vendre sa force de travail ne cesse d'augmenter ; la part de cette même population active que constituent les « indépendants » et leurs « aides familiaux » ne cesse de diminuer. La répartition de la fortune privée y fait apparaître une énorme concentration : la moitié ou plus de la fortune mobilière est généralement détenue par 1, 2 ou 3 % des ménages, sinon par une fraction encore plus réduite de la population.

Lorsque ces conditions d'existence du mode de production capitaliste n'existent pas au départ, ou n'existent que partiellement, le capitalisme ne peut s'épanouir qu'en les créant artificiellement, par la contrainte. Ainsi dans de nombreux pays du tiers monde, la pénétration capitaliste était freinée par l'existence d'abondantes réserves de terre, qui permirent à la masse des populations indigènes de survivre en s'adonnant à l'agriculture sur des terres dans lesquelles ils étaient propriétaires. Pour transformer ces populations en prolétaires, il fallait supprimer le libre accès à ces terres, c'est à dire transformer celles-ci en propriété privée. Pendant le dernier quart du 19^{ème} siècle, ce processus s'est généralisé en Amérique du Nord et dans de vastes zones d'Afrique.

Le mode de production capitaliste est essentiellement une forme d'économie de marché. Il constitue le seul exemple historique d'une économie de marché généralisée. Tous les éléments de la vie économique deviennent marchandises : non seulement la terre (qui ne l'était guère en régime féodal typique), les instruments de travail, les machines, le capital-argent, mais aussi la force de travail elle-même. Aux origines du capitalisme, il y a précisément cette généralisation de la production et de la circulation de marchandises dans la société. Les concentrations du capitalisme, qui l'amèneront à disparaître, proviennent toutes, en dernière analyse, des concentrations inhérentes à la production marchande elle-même.

1. Les origines

Il ne faut pas confondre « capitalisme » et « capital ». Le premier est un mode de production né de la pénétration du second dans la sphère de la production. Mais avant de bouleverser le mode de production, le capital existait, au sein de modes de production antérieurs, essentiellement de sociétés féodales et semi-féodales et du mode de production asiatique.

La production pour l'échange

A partir d'une certaine étape de développement des forces productives, l'échange – d'abord occasionnel et sans importance dans les sociétés les plus primitives – se régularise au sein de sociétés encore fondées sur une économie essentiellement naturelle. Ainsi apparaît la production pour l'échange (production de marchandises) aux côtés de la production pour satisfaire directement les besoins des producteurs ou de leur collectivité. La petite production marchande (par exemple l'artisanat corporatif au haut Moyen Age) n'est pas portée par le capital. Elle peut rester stable pendant des siècles et cohabiter avec une agriculture de subsistance, avec laquelle elle établit des rapports d'échange qui ne sapent ni l'un ni l'autre.

Mais l'échange régularisé, qui s'étend progressivement, fait naître l'argent et le commerce de l'argent, surtout lorsqu'il s'agit d'un échange étendu dans le temps et dans l'espace (commerce international). Le capital apparaît dans la société capitaliste sous la forme de capital-argent, indépendamment du mode de production et indépendamment des classes fondamentales de cette société. Il n'est au début qu'intermédiaire, mais un intermédiaire qui subjugue progressivement toutes les sphères de l'activité économique.

Capital usurier et capital marchand

Les produits de luxe drainés par le commerce international supposent, pour être consommés dans une économie essentiellement naturelle, un équivalent en argent. Le capital usurier s'approprié une partie de la rente foncière féodale et provoque l'endettement général de la noblesse. Il se soumet même les princes, les rois et les empereurs, en finançant leurs guerres et leur consommation de luxe. L'économie monétaire s'étendant (notamment avec l'apparition de la rente foncière en argent), l'usure s'empare de toutes les classes de la société, notamment par le truchement des prêts sur gages. Dans une économie essentiellement naturelle, le détenteur du capital-argent est d'abord un étranger (Syriens, Juifs, Lombards, banquiers italiens au Moyen Age en Europe). Mais avec la généralisation de l'économie monétaire, une classe de propriétaire d'argent autochtones apparaît progressivement, qui finit par éliminer le plus souvent la domination des détenteurs de capitaux étrangers dès qu'est franchie une étape déterminée de développement économique.

L'essor du commerce international fait apparaître le capital marchand aux côtés du capital usurier. Ce capital finance d'abord des entreprises hasardeuses, mais qui assurent un profit très élevé (expéditions de piraterie, caravanes vers l'Asie et l'Afrique). Peu à peu, il s'organise (premières sociétés par actions, comptabilité double), se normalise (l'aire de la Hanse) et s'institutionnalise (guildes, foires). Il crée des instruments

typiques du crédit capitaliste, qui sont les ancêtres de tout notre système monétaire contemporain (lettres de change, traites, monnaie scripturale, monnaie de papier, actions, titres de dette publique négociable).

Le capital manufacturier

Les grandes découvertes des 15^{ème} et 16^{ème} siècles provoquent une véritable révolution commerciale : ce qui était hier encore du luxe (sucre, épices, ornements en métaux précieux, café) est maintenant le fait de couches de population beaucoup plus larges. Le capital marchand et les grandes banques se fondent et financent autant le commerce maritime régulier à grande distance que l'exploitation systématique des richesses coloniales (Compagnies des Indes orientales). De la riposte du capital commercial aux limitations imposées à la production au sein des villes dominées par les métiers d'artisans, ainsi que des profits nés du commerce colonial (pillage des colonies, traite des Noirs, « commerce triangulaire ») naît le capital manufacturier, qui est la première pénétration du capital dans la production proprement dite. Ce sont des commerçants-entrepreneurs qui organisent, à la campagne ou dans des villes jadis petites, une industrie textile ou métallurgique à domicile, puis des manufactures dans lesquelles les producteurs, transformés en prolétaires, sont rassemblés et placés sous le contrôle permanent de surveillants : il s'agit de réaliser une division du travail plus poussée et de limiter les vols et les malfaçons.

La révolution agricole (liée au remplacement de l'assolement triennal par des techniques restauratrices de la fertilité du sol, et à l'extension de l'élevage, notamment celui des moutons pour alimenter en laine l'industrie textile en plein essor) accroît considérablement le nombre de gens déracinés, sans ressources ni accès aux moyens de subsistance et de production. L'apparition de ces déracinés est liée par ailleurs à tous les phénomènes de décomposition de la société du Moyen Age : déclin des corporations, dissolution des suites féodales par l'appauvrissement de la noblesse. Ainsi naît le prolétariat moderne, par la suite parqué, souvent de force, dans les manufactures et les premières usines.

La révolution industrielle

La révolution industrielle accomplit ce mode de transformation du mode de production capitaliste. En augmentant fortement les frais de premier établissement, en renchérissant les instruments de travail, elle achève de transformer la propriété des moyens de production en monopole d'une classe sociale : celle des propriétaires de capitaux. En permettant d'obtenir des profits considérables par l'emploi de techniques plus modernes – en faisant de l'innovation technologique un moteur de changement constant de la production – la révolution industrielle fait refluer la majeure partie des capitaux du

commerce vers la production. En abaissant considérablement les coûts de production des marchandises, elle fait éclater toutes les particularités (nationales, climatologiques, traditionnelles) des besoins et des produits en créant un marché mondial, à la conquête duquel le capital se lance avec des appétits insatiables de profit. En faisant éclater toutes les anciennes limitations de la production, elle crée les conditions d'une concurrence qui est un fouet pour le capital : il doit augmenter ses profits afin d'accumuler de plus en plus de capitaux.

La naissance du mode de production capitaliste est donc liée à la création historique des conditions d'existence indiquées plus haut. Elle est liée à la généralisation de la production marchande, à la création du marché mondial, comme à l'accumulation d'expériences scientifiques et de progrès techniques qui ont rendu possible la révolution industrielle. Tous ces processus culminent dans l'affirmation du pouvoir politique de la bourgeoisie capitaliste.

La bourgeoisie capitaliste

L'essor du capital usurier, du capital marchand et même du capital bancaire a pu se réaliser au sein de nombreuses civilisations. Il n'était pas inférieur en Inde, en Chine, dans l'empire de l'Islam classique, à ce qu'il était en Europe occidentale au 13ème-15ème siècles. La Chine avait des siècles d'avance sur l'Europe dans le domaine du développement d'une série de techniques productives. Mais la puissance du pouvoir d'Etat central – fonction dans ces sociétés des besoins d'irrigation de l'agriculture – impose un processus discontinu d'accumulation de capitaux-argent. Les familles bourgeoises les plus riches voient leurs trésors régulièrement confisqués. Le capital est soumis, il se terre, il guette l'occasion de se retransformer en propriété immobilière. Tout au long du Moyen Age européen, des phénomènes comparables de discontinuité se sont produits. Mais, à cette époque, l'Etat est relativement faible, la ville acquiert une primauté progressive sur la campagne et la jeune bourgeoisie peut faire un long apprentissage d'autonomie politique dans les communes plus ou moins libres.

Lorsque la monarchie absolue apparaît, la bourgeoisie est déjà si forte qu'elle ne peut plus être dispersée. La Cour doit au contraire effectuer un jeu de bascule savant entre cette bourgeoisie et la noblesse pour affirmer le pouvoir royal, qui est déjà soumis au capital par les chaînes d'or de la dette publique. La montée de la bourgeoisie vers le pouvoir politique établit les conditions d'une continuité de l'accumulation du capital qui, jointe à des progrès techniques décisifs (notamment dans le domaine de l'artillerie), permet la percée du capitalisme en Europe au 16ème siècle.

2. Le mode de production capitaliste

La production capitaliste est une production de marchandises pour le profit. La recherche du profit est imposée par la concurrence. Toute firme qui ne réalise pas un profit suffisant accumulera moins de capitaux, aura un accès plus difficile et plus onéreux au crédit, sera par conséquent distancée dans la course vers la technologie la plus moderne et perdra de ce fait des marchés au profit de ses concurrents.

Plus-value et profit

La production capitaliste étant une production de marchandises, il faut distinguer la production du profit (ou, plus exactement, de la plus-value) et sa réalisation. La plus value naît au cours du processus de production ; elle provient du fait de la main-d'œuvre salariée, en travaillant sur la matière première à l'aide des machines, remplit une double fonction : elle conserve la valeur du capital constant avec lequel elle opère, en incorporant des parcelles de cette valeur dans chaque nouveau produit qu'elle fabrique ; elle crée une valeur nouvelle, et cette valeur dépasse celle du propre salaire du travailleur. La plus-value est la différence entre la valeur créée par la force de travail et sa propre valeur.

Mais pour que le capitalisme puisse récupérer le capital avancé (capital constant + capital variable, le capital variable représentant le prix de la force de travail) et réaliser un profit, il faut que les marchandises soient vendues, et vendues à un prix susceptible d'accroître d'un tel profit le capital avancé. Cela pose deux problèmes. D'abord, celui de la vente proprement dite, c'est à dire de l'existence d'une demande sociale solvable. Ensuite, celui du prix de vente : celui-ci peut-être tel que la firme vend à perte, qu'elle récupère tout juste son capital, qu'elle réalise un profit inférieur, égal ou supérieur à la moyenne des autres capitaux. La firme capitaliste va donc jouer sur plusieurs claviers, afin de s'assurer le maximum de profit.

Sur le plan de la production, elle va chercher à abaisser au maximum les coûts de fabrication : elle recherchera des techniques productives plus avancées, tentera d'abaisser les salaires et de réduire la main-d'œuvre employée en améliorant l'organisation du travail (rationalisation). La firme capitaliste aura recours au crédit pour que la plus grande part du capital puisse être investie en machines : elle cherchera un crédit de circulation, qui couvre la presque totalité du fond de roulement, et des crédits à long terme au marché des capitaux pour élargir sa sphère d'opération au-delà de ses moyens propres, émissions d'actions et d'obligations. En général, plus le rayon d'opération s'élargit, plus la production augmente, plus le capital fixe mis en mouvement s'accroît, et plus le coût unitaire (coût de l'unité produite) baisse, et plus augmente de ce fait la compétitivité de l'entreprise et la masse absolue des profits qu'elle réalise.

Sur le plan de la vente, une division du travail s'effectue entre le capital industriel et le capital commercial et bancaire. Ce dernier prend à sa charge les frais de distribution et de vente des marchandises, raccourcit la durée de leur circulation entre le moment où elles sont produites et le moment où elles sont vendues, cherche à stimuler la vente au moyen des techniques les plus diverses, accroissant ainsi le rayon d'action du capital industriel, c'est à dire la masse des profits qu'il obtient. En échange, ces capitaux s'approprient une partie de la plus-value sociale produite dans les usines capitalistes.

Ainsi s'effectue un mouvement de nivellement du taux de profit, par un flux et reflux constant des capitaux, qui quittent les branches où le taux de profit tombe en dessous de la moyenne sociale et affluent vers les branches où il est supérieur à cette moyenne. Il ne s'agit là que d'une tendance : une péréquation absolue des taux de profit ne se réalise jamais en régime capitaliste. Il y a toujours des branches en expansion – dont la production est encore inférieure à la demande sociale solvable, qui jouissent donc en permanence d'un surprofit monopolistique, d'une « rente de monopole » – et d'autres en déclin dont la production est généralement supérieure à la demande sociale solvable et dont le taux de profit est donc en permanence déprimé. Il y a aussi, à l'intérieur d'une même branche, des entreprises jouissant de monopole de productivité qui réalisent des surprofits et des entreprises vieilles qui ne réalisent pas le profit moyen. La tentative des entreprises de dépasser le profit moyen est le moteur essentiel des investissements et de l'activité capitalistes. Mais de la multiplication de ces tentatives surgit précisément la tendance vers une péréquation du taux de profit.

Capital et travail

Le mode de production capitaliste n'est pas seulement dominé par la concurrence entre capitalistes, mais aussi par la concurrence entre ouvriers et capitalistes. La « valeur ajoutée » dans la production industrielle se partage entre le travail et le capital ; c'est une donnée fixe, au terme de chaque processus de production (ou de chaque mois ou de chaque année) : la part de l'un ne peut augmenter que si la part de l'autre diminue. Le capitaliste, afin d'accumuler du capital, essaye de réduire la part des travailleurs dans la valeur ajoutée, tandis que ceux-ci, afin d'accroître leur niveau de vie, cherchent spontanément à accroître cette part. Ainsi naît la lutte de classe élémentaire au sein de ce mode de production.

L'offre de main-d'œuvre est d'abord beaucoup plus abondante que la demande : l'industrialisation, dans sa phase initiale, supprime plus d'emplois qu'elle n'en offre. Le mouvement démographique, lié aux débuts de la révolution industrielle, joue dans le même sens. A cette époque, le capital cherche à accroître sa part du revenu national en faisant baisser les salaires réels et en allongeant la semaine de travail. Cette

tendance a prévalu en Occident du 16^{ème} jusqu'au milieu du 19^{ème} siècle ; elle prévaut encore en partie dans des pays du Tiers Monde.

Par la suite, la demande de main-d'œuvre augmente plus vite, lorsque l'industrialisation s'accélère, surtout dans les pays occidentaux qui sont devenus les ateliers industriels du monde. L'offre tend à se réduire par suite de l'émigration en masse (70 millions d'Européens sont partis pour les pays d'outre-mer). Ainsi, le jeu de l'offre et de la demande arrête la baisse absolue des salaires réels. Ceux-ci se mettent à augmenter progressivement. Les capitalistes cherchent cependant à maintenir constante leur part de la « valeur ajoutée » par l'accroissement de la productivité. Comme celle-ci implique le plus souvent que des machines se substituent aux hommes, elle offre au capital l'avantage supplémentaire de reconstituer périodiquement l'armée de réserve industrielle et de maintenir les salaires dans des limites supportables par le régime.

3. Les contradictions du capitalisme.

La baisse du taux de profit

La production capitaliste est, rappelons-le, une production pour le profit ; mais celui-ci provient de la plus-value. Seule une partie du capital produit de la plus-value : le capital variable, qui achète la force de travail, seule créatrice de valeur. Or, à mesure que le machinisme s'accroît, que progresse la technologie, la part du capital total dépensée en salaire diminue ; la part de ce capital dépensée en machine et installations fixes s'accroît (la composition organique du capital augmente). Si la proportion des salaires dans la « valeur ajoutée » reste la même (c'est à dire si le taux de la plus-value est stable), il y a baisse du taux de profit.

Cette baisse n'est qu'une tendance. On peut la vérifier de deux façons. Dans chaque cycle quinquennal, septennal ou décennal, qui mène d'une crise à une autre, le taux de profit augmente d'abord lors de la reprise économique, notamment parce que le chômage et la rationalisation pèsent à la fois sur les salaires individuels, sur la masse salariale (l'emploi), sur la discipline et sur l'intensité du travail. Ce taux s'élève avec le boom né de la hausse des prix, puis commence à « s'effriter » avec le plein emploi, les heures supplémentaires, l'augmentation des salaires ; la fluctuation de la main-d'œuvre s'accroît ; la discipline et l'intensité du travail diminuent. Le taux de profit s'effondre la veille et au début de la récession.

Ensuite – à long terme – le taux moyen de profit diminue lorsqu'il y a une modification très importante dans la composition organique du capital. En général, il est d'autant plus élevé qu'un pays est moins industrialisé. La vérification statistique de cette tendance à long terme, qui est aisée jusqu'au lendemain de la Première Guerre Mondiale, se heurte à des difficultés au cours des dernières décennies. Les spécialistes

parlent alors d'une stabilité ou même d'une baisse du « coefficient du capital » (dépense en capital nécessaire pour produire une unité supplémentaire de revenu) qui, sans être identique au taux de profit, est manifestement en rapport avec lui. Cette difficulté provient essentiellement de l'impossibilité de déterminer la valeur du capital lui-même, que les habitudes courantes d'amortissement tendent à sous-évaluer de manière considérable, surtout à des fins d'évasion fiscale.

Une autre difficulté de vérification statistique provient de l'inflation monétaire constante. L'accroissement colossal de la productivité du travail aurait fait baisser les prix vers des chiffres fort bas s'il n'y avait eu la dépréciation monétaire. Mais comme il y a des distorsions considérables entre l'index des prix de détail des produits de large consommation, l'index des prix de gros des matières premières et l'index des prix des machines (d'ailleurs non comparables à long terme, parce que profondément modifiées), cette dépréciation monétaire rend très difficile la comparaison des taux de profit à trente ou quarante années de distance.

Les crises

Les investissements sont le moteur de l'expansion économique. Les capitalistes sont amenés à investir sous le fouet de la concurrence. Mais dans un régime de propriété privée des moyens de production, les investissements se font essentiellement de manière discontinue. Les centres de décisions sont multiples ; ils sont essentiellement influencés par les prévisions de profit. Lorsque l'offre dépasse la demande, lorsque le marché semble en expansion rapide, lorsque les ventes se font à des prix qui laissent des profits considérables, les forces qui poussent à étendre les investissements prévalent sur celles qui tendent à les freiner. Il suffit que les décisions d'investir se multiplient dans quelques secteurs pour qu'elles se généralisent rapidement.

L'inverse est aussi vrai : une réduction brusque des investissements dans plusieurs secteurs importants (parce qu'il y a surproduction, stocks invendables ou capacité de production excédentaire, ou encore parce que les marges bénéficiaires s'amenuisent) tend à imposer une tendance générale à la réduction des investissements. Mais il y a habituellement un écart assez importants dans le temps entre le moment où la décision de réduire les investissements est prise et le moment où la production industrielle commence à se stabiliser ou à diminuer, car les anciennes décisions d'investissement tardent à donner leurs effets productifs. Cet écart (time lag) est un mécanisme fondamental ; il explique l'éclatement des crises. La discontinuité des décisions d'investissements, les mouvements d'emballement (dans le sens de l'expansion ou du resserrement) en constituent l'explication technique.

Mais la cause plus profonde des crises périodiques réside à la fois dans la chute périodique du taux de profit et dans l'écart grandissant entre la capacité de production et la demande solvable de produits finis, écart auquel toute production pour le produit fini par donner naissance. On pourrait imaginer à la rigueur une « programmation » économique qui lie à la part relativement déclinante de la valeur ajoutée qui échoit aux masses une part déclinante de la production des biens de consommation dans la production globale. Cette tendance se vérifie d'ailleurs à long terme. Mais l'accroissement de la production de biens d'investissements, quels que soient les détours de plus en plus long qu'emprunte le processus de production avant d'arriver au « dernier consommateur », finit toujours par accroître la capacité de production des biens de consommation. C'est pourquoi l'emballement des investissements – indissolublement lié au régime de la propriété privée des moyens de production et aux multiples centres de décision pour les investissements importants, c'est à dire à la concurrence et à l'anarchie de la production – aboutit nécessairement à la surproduction périodique.

L'irrationalité du mode de production capitaliste

Les crises périodiques de surproduction sont l'expression la plus nette de l'irrationalité fondamentale du mode de production capitaliste. Il s'agit d'ailleurs d'une irrationalité particulière : la production capitaliste combine une rationalité de plus en plus poussée au sein de l'entreprise avec une irrationalité au sein du système considéré dans son ensemble. Et aux tendances à la planification à l'intérieur de l'entreprise, de la firme et du trust s'ajoutent de plus en plus des tendances à la programmation économique nationale, qui mettent d'autant plus en relief la nature irrationnelle du système à l'échelle internationale.

Cette irrationalité n'est qu'une expression particulière de la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste : la contradiction entre la tendance à la socialisation progressive de la production et le maintien de l'appropriation privée. La socialisation progressive de la production établit des liens d'interdépendances de plus en plus nombreux et de plus en plus complexes entre les entreprises, les producteurs et les individus du monde entier. Elle tend à faire dépendre le sort de chacun du développement de la qualification technique et intellectuelle de tous. Elle tend à socialiser les coûts de satisfaction de besoins de plus en plus nombreux (enseignement, santé, recherche scientifique, construction routière, transports urbains, lutte contre la pollution de l'air et des eaux). Mais en même temps, toute cette mécanique de plus en plus complexe et délicate ne peut fonctionner que si une minorité infime d'hommes – les groupes financiers qui disposent des principaux moyens de production et d'échange – y trouvent leur profit. Sinon, il faudra réduire la production malgré d'immenses besoins non satisfaits et condamner au chômage et à la misère des millions d'hommes « parce qu'on

produit trop ». On réduira les ressources et les possibilités et les possibilités de développement des peuples entiers parce que des cours de matières premières fléchissent. On présélectionnera et limitera les accès à l'enseignement supérieur « par manque de ressources », la priorité ayant été donnée à la production de biens de destruction sur le développement du capital intellectuel de la nation.

Aliénation et lutte de classe

Cette contradiction entre la socialisation croissante de la production et de toute la vie économique, d'une part, et le maintien de la propriété privée, d'autre part, se cristallise dans le processus de concentration et de centralisation croissantes du capital, précisément au fur et à mesure que les pays deviennent « plus riches » (et que le niveau de vie des masses monte réellement). Dans la plupart des pays occidentaux, quelques dizaines de groupes financiers – et, dans les plus petits d'entre eux, une dizaine à peine – contrôlent les principaux leviers de commande de la vie économique. Et le processus d'internationalisation croissante du capital aboutit à une situation où, d'ici une vingtaine d'année, quelques 300 « compagnies multinationales » contrôleront la vie économique du monde capitaliste (Cf. P.J. Barber, « Les entreprises internationales », in *Analyse et Prévision*, sept. 1966, et *The Economist*, 13 juillet 1968).

Sur le plan social, la généralisation de la production marchande se traduit par une réification et une aliénation généralisées des rapports humains. L'ouvrier – et, de manière croissante, également l'employé et le producteur intellectuel – est aliéné des instruments de travail, des produits de son travail et du processus de production lui-même. Il n'est plus que l'appendice d'une immense machine qui le broie sous la fatigue physique et nerveuse ou sous l'ennui. Le temps passé à l'entreprise est considéré comme du temps perdu pour la vraie vie, dépensée simplement pour gagner les moyens de vivre en dehors du travail. L'immense essor des forces productives, rendu possible par le capitalisme, accroît, il est vrai, les loisirs. Mais l'homme aliéné dans le travail ne peut se désaliéner dans le « temps libre ». Après avoir été embrigadé dans l'industrie productive, le voilà happé par la commercialisation des loisirs, manipulé par les moyens de diffusion massive : il lui est interdit de librement et spontanément se développer, aussi bien dans son travail qu'en dehors de celui-ci.

Les contradictions du mode de production capitaliste alimentent et exacerbent la lutte des classes. Celle-ci de spontanée et élémentaire, devient consciente et organisée. Les travailleurs ne se limitent plus à combattre pour « une part plus grande du gâteau ». Ils se constituent en mouvement politique qui cherche à bouleverser les structures mêmes de la société. Leur idéal est alors de substituer à une économie fondée sur le profit privé une société tournée vers la satisfaction des besoins

de tous. Ils ne pourront y parvenir qu'en remplaçant la propriété privée des moyens de production par la propriété collective, gérée par les producteurs eux-mêmes, en substituant à l'anarchie et à la concurrence fondamentales de la production capitaliste une planification socialiste dans laquelle les grands projets d'investissements seront décidés démocratiquement par la masse de la population laborieuse.

4. Les étapes historiques du capitalisme

Jusqu'ici, le capitalisme a traversé trois grandes étapes historiques, chacune liée à une révolution des techniques industrielles et à des modifications profondes des rapports entre les classes sociales, au sein même de ces classes et entre les différentes zones géographiques où s'est implanté le système capitaliste international.

La première révolution industrielle

L'époque du capitalisme de libre concurrence est étroitement liée à la première révolution industrielle, c'est à dire aux machines mues par la force de la vapeur. Les branches industrielles fondamentales sont le textile, l'industrie charbonnière, l'industrie de la fonte. Les investissements principaux sont, outre les investissements des premières usines, la construction des chemins de fer. L'industrie est essentiellement située en Grande-Bretagne, en Belgique, en France et en Allemagne occidentale ; le reste du monde est un immense marché pour cet atelier industriel. Une grande partie du Tiers Monde (l'Afrique tropicale, la Chine, l'Asie centrale et du Sud-Est, la majeure partie du monde arabe) reste encore en dehors de la sphère d'opération du capital.

Au sein de la classe capitaliste, l'industriel est roi. C'est un entrepreneur individuel, même lorsqu'il est à la tête d'une société anonyme. Il est individualiste, partisan du libre-échange, favorable à la monarchie constitutionnelle ou à la république libérale. Il est peu enclin à admettre le suffrage universel, puisque le Parlement doit essentiellement contrôler les revenus et les dépenses de l'Etat, et que le peuple paye relativement peu d'impôts. Quant à la classe ouvrière, elle est peu organisée, courbée sous la misère et seulement prompte à des explosions périodiques de révolte de la faim.

L'industrialisation de toute l'Europe occidentale crée un problème de débouchés de plus en plus angoissant pour le capital. Les capitaux accumulés dans les vieilles métropoles y trouvent de moins en moins d'emplois fructueux. Aussi s'amorcent, à la fois, la course vers le partage du Tiers Monde en zones d'influences, l'extension des grands empires coloniaux, l'exportation des capitaux vers les pays moins industrialisés, l'emploi des capitaux ainsi exportés pour assurer des débouchés stables à certaines nouvelles branches clés de l'industrie, surtout la sidérurgie.

En même temps, la base énergétique et technologique de l'industrie se modifie. Le moteur électrique et le moteur à explosion se substituent peu à peu à la machine à vapeur. A coté de la sidérurgie, les branches principales de l'industrie capitaliste sont maintenant la construction mécanique et électrique, l'industrie pétrolière, l'industrie automobile. C'est la deuxième révolution industrielle.

L'impérialisme

La structure interne de la classe bourgeoise ne se modifie pas moins profondément. La concentration des capitaux, surtout dans les nouvelles branches expansives, ne laisse subsister que quelques firmes dominantes. Celles-ci cessent progressivement de pratiquer la concurrence systématique par baisse de prix : les ententes capitalistes deviennent la règle. Cartels, trusts, holdings, groupes financiers s'assurent de plantureux profits monopolistiques, auxquels s'ajoutent les surprofits coloniaux et semi-coloniaux. Au sein de la classe bourgeoise ne dominent plus l'industriel individuel, mais le capitaine d'industrie, le brasseur d'affaires, le créateur d'empires financiers. La centralisation des capitaux disponibles dans les banques donne à celles-ci une prépondérance dans une phase de besoins aigus en ressources pour financer la nouvelle révolution industrielle. Les banques pénètrent dans l'industrie et en deviennent les forces maîtresses. C'est l'apogée du capital financier, du capitalisme des monopoles, de l'impérialisme.

Quant à la classe ouvrière d'Occident, progressivement libérée du chômage permanent qui pèsera sur elle pendant un siècle, elle s'organise de plus en plus dans les premiers partis socialistes de masse et les premiers syndicats. Elle emploie la force ainsi acquise pour obtenir de meilleurs salaires, une réduction de la semaine de travail, la première législation sociale. Les surprofits coloniaux et monopolistiques fournissent la marge de manœuvres qui permet au capital de faire ses concessions.

Mais le nouvel équilibre est instable. Il durera moins d'un quart de siècle (essentiellement la période 1890-1914). La concurrence inter-impérialismes s'aggrave, s'accompagne d'une course aux armements de plus en plus débridée, de multiples guerres coloniales et de « guerres locales » (guerre russo-japonaise, guerre italo-turque, guerres des Balkans) qui annoncent la conflagration mondiale. La charge des armements et le déclin du taux de profit amenuisent la marge de concessions du capital ; la hausse des salaires réels s'arrête.

Les conflits sociaux, qui semblent momentanément atténués vers le début du siècle, prennent de nouveau une tournure de plus en plus violente (révolution russe de 1905, montée révolutionnaire russe à la veille de la Première Guerre mondiale, mouvements pour la réforme du système électoral en Prusse, grève générale de 1905 pour le suffrage universel en Autriche, de 1913 en Belgique, grève générale en Italie contre

la guerre, etc.). Des explosions s'annoncent, un moment retardées par la Première Guerre mondiale à laquelle se résignent les vieilles directions social-démocrates en Occident. Elles éclatent avec la révolution russe de 1917, la révolution allemande de 1918, la montée révolutionnaire de 1918-1923 dans toute l'Europe.

Simultanément, la guerre russo-japonaise, la révolution russe de 1905 et, encore davantage, la révolution russe de 1917 ont stimulé le réveil des nationalités du Tiers Monde. Un mouvement nationaliste d'émancipation s'affirme partout ; s'il reste dirigé par la bourgeoisie nationale en Inde (Parti du Congrès) et en Chine (Kouo-min-tang), il permet la naissance d'un jeune mouvement ouvrier révolutionnaire qui s'affirmera vite communiste et luttera pour conquérir d'abord son autonomie, puis l'hégémonie au sein du mouvement révolutionnaire.

Ainsi s'annonce le déclin de l'impérialisme classique, arrivé à son apogée à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Dans les deux guerres mondiales, les différentes puissances impérialistes européennes s'affaiblissent mutuellement. De la Seconde Guerre mondiale, l'impérialisme américain sort seul renforcé du point de vue économique, financier et militaire ; il est alors au faîte de sa puissance : la théorie du « super-impérialisme » semble confirmée. Mais l'impérialisme américain aura bientôt à faire face à la montée de la révolution dans le Tiers Monde, qui arrachera le pays le plus peuplé du monde – la Chine – à l'aire d'exploitation du capital ; il assistera au développement rapide de la puissance économique et technologique de l'U.R.S.S. ; et, pour tenir celle-ci en échec sur le continent européen et en Extrême-Orient, il devra contribuer lui-même à la renaissance de l'impérialisme d'Europe occidentale et du Japon, qui se transformeront de nouveau en concurrents redoutables.

La révolution technologique

Entre-temps, une troisième révolution industrielle a commencé, nourrie surtout du développement technologique né de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide : l'électronique et l'énergie nucléaire passent au premier plan des techniques productives. Les ensembles automatiques et téléguidés se substituent aux chaînes semi-automatiques. L'aéronautique, l'industrie des ordinateurs (ordinateurs), la construction électrique, la pétrochimie remplacent l'industrie sidérurgique et la construction mécanique comme branches industrielles clés, disputant même la première place à l'industrie automobile et au pétrole. Les trusts monopolistiques s'émancipent peu à peu du contrôle du capital financier ; les énormes surprofits qu'ils accumulent leur permettent un taux d'autofinancement inconnu avant la première guerre mondiale. Ces trusts multiplient les filiales dans le monde entier : ainsi naît la « compagnie multinationales ». Ce vaste

mouvement de concentration internationale des capitaux a surtout pour objet les pays impérialistes eux-mêmes. Les capitaux privés – même si l'exploitation des puits de pétrole continue de la attirer – se détournent de plus en plus des pays du Tiers Monde, considérés comme trop sujets aux risques d'expropriation et de révolution sociale. Les exportations de capitaux, plus importantes que jamais, se dirigent en priorité vers d'autres pays impérialistes.

L'industrialisation du Tiers Monde s'accélère, mais sans que celui-ci cesse d'être exploité dans les échanges internationaux. Les pays impérialistes, en échangeant des machines contre les produits textiles ou les conserves du Tiers Monde, continuent à réaliser des superprofits, comme ils le faisaient en échangeant leurs produits finis contre les matières premières des pays coloniaux et semi-coloniaux.

Les menaces qui pèsent sur l'existence du système (révolutions sociales et crises catastrophiques) obligent celui-ci à un effort d'adaptation. L'Etat intervient de plus en plus dans la vie économique ; il devient le garant du profit des monopoles. Il leur assure des débouchés stables dans un secteur d'armements et un secteur public dorénavant important ; il tend à stabiliser le niveau de la demande globale et des investissements en appliquant une politique anticyclique et anticrise. Il s'efforce, par la programmation économique, de coordonner et de rationaliser les investissements privés et de stabiliser le taux d'exploitation de la main-d'œuvre en rattachant les augmentations de salaires à celle de la productivité (politique des revenus). C'est la phase du néo-capitalisme, qui laisse d'abord la classe ouvrière décontenancée – manque de préparation organisationnelle et idéologique – par une période d'expansion et d'augmentation du niveau de vie d'une durée surprenante. Mais dès que s'annonce la fin de la longue phase d'expansion 1945-1965, que les récessions se multiplient et se généralisent, que les crises structurelles s'avèrent plus profondes, que le problème de l'aliénation se pose dans toute son ampleur, de nouvelles explosions ouvrières se préparent, portées surtout par les jeunes générations et dont les événements de mai-juin 1968 en France sont un exemple typique.

5. Les contradictions du néo-capitalisme

Un moment voilées par la durée de l'expansion néo-capitaliste, les contradictions classiques du capitalisme reviennent à la surface, sous une forme à peine modifiée.

La « programmation économique », les études de marché, l'adaptation constante du volume de la production aux fluctuations de la demande solvable semblaient avoir résolu le problème de la surproduction périodique ; mais ce problème resurgit douloureusement : la capacité de production excédentaire était, au printemps 1967, de 25 % pour l'industrie de l'Allemagne occidentale, un an plus tard de 25 % en France,

et de 20 % aux Etats-Unis en 1968. Les charbonnages, la sidérurgie, l'industrie textile semblent irrémédiablement frappés ; mais c'est déjà le tour de la pétrochimie et de l'automobile. Et qu'est-ce que la capacité de production excédentaire, sinon une surproduction « gelée » au niveau des machines, au lieu d'être cristallisées dans des marchandises invendables ?

Les récessions

Avec le spectre de la surproduction, on croyait avoir exorcisé le péril des crises. Mais voici que surgissent les récessions. Elles se sont d'abord manifestées seulement aux Etats-Unis (1949, 1953, 1957, 1960), ainsi qu'en Grande-Bretagne et en Belgique sous forme atténuée ; elles éclatent successivement en Italie (1964), en France et au Japon (1965), en Grande-Bretagne et en Allemagne occidentale (1966). L'expansion générale se ralentit et la crise du système monétaire s'amplifie. En imposant une solidarité de plus en plus poussée aux autorités monétaires des principaux pays impérialistes, elle réduit d'autant leur capacité de répondre de manière autonome, aux menaces de surchauffe en provoquant des récessions prématurées et plus limitées. Ainsi, le système s'oriente vers une récession générale qui, sans être comparable à la crise de 1929-1933, dépassera cependant en ampleur, toutes les perturbations économiques connues depuis la Seconde Guerre mondiale.

Encore le désastre d'une crise grave du type 1929 n'est-il évité que grâce à de colossales dépenses d'armements : près de 100 milliards de dollars par an pour les pays impérialistes. La seule récession modérée qu'ait connue l'Allemagne occidentale en 1966-1967 a réduit les ressources disponibles pendant trois ans de près de 50 milliards de DM. Si le gaspillage causé par les récessions est inférieur à celui qu'a provoqué la crise de 1929-1933, il faut y ajouter les pertes causées par le sous-emploi permanent de l'appareil de production et par les immenses ressources utilisées à perte pour la fabrication de moyens de destruction. Ainsi le bilan de gaspillage et d'irrationalité du système n'en est-il que plus lourd.

Une irrationalité croissante

Ce bilan est encore plus évident lorsqu'on prend conscience de la polarisation progressive des ressources dans les pays industrialisés et de l'appauvrissement progressif des pays du Tiers Monde. Les dépenses somptuaires et insensées de l'Occident auraient pu fournir les ressources qui eussent permis d'éviter des famines effroyables, comme celle qui ont frappé l'Inde et le Pakistan en 1966-1967 et l'Afrique tropicale – surtout le Nigeria – en 1967-1968. Pour sauver une seule vie humaine, dans des conditions exceptionnelles, on dépense en Occident l'équivalent de ce qui sauverait cent à cinq cents vies humaines dans les pays sous-développés. Les ressources gaspillées dans l'armement pourraient assurer, en l'espace de

quelques décennies, une industrialisation sans larme au Tiers Monde, sans que soit réduit d'une quelconque manière le niveau de vie atteint en Occident.

Les forces productives continuent à croître à un rythme accéléré, mais cette croissance est de plus en plus anarchique et irrationnelle sur le plan global, malgré tous les efforts de rationalisation au niveau des entreprises, des firmes et même des nations. La concentration des décisions stratégiques entre les mains de quelques hommes s'avère une barrière infranchissable de la rationalité économique. Des erreurs de jugement entraînent des pertes immenses (Blue Streak en Grande-Bretagne, choix erroné de systèmes de computers par IBM, investissements sidérurgiques déjà technologiquement désuets à la fin des années cinquante), dont les frais sont supportés par des populations laissées dans l'ignorance des éléments du problème. Les risques de voir l'immense concentration des informations disponibles dans les cerveaux électroniques géants rester à la disposition exclusive d'un noyau d'hommes d'affaires et de hauts responsables symbolisent la menace d'autoritarisme irresponsable qui résulte de la concentration extrême du capitalisme à notre époque

Le déséquilibre croissant entre la concentration privée et la consommation collective reproduit au sein des nations impérialistes le déséquilibre entre nations riches et nations pauvres. L'idée de dépenses de solidarité, de socialisation des coûts de satisfaction des besoins élémentaires, en progrès constant au cours des années trente et quarante sous la pression d'un mouvement ouvrier militant qui menaçait l'existence du régime, est à présent en recul ; et ce dernier est fonction du recul temporaire du mouvement ouvrier. On critique les « gaspillages » provoqués par la « gratuité » des services sociaux, et on ferme les yeux sur le gaspillage social, autrement important, que représente l'augmentation rapide des dépenses individuelles pour les boissons alcooliques, les drogues et le jeu. On élargit de nouveau les zones d'inégalité dans les domaines de la santé, où elles semblaient sur le point de disparaître. La disproportion frappante entre l'essor de la production automobile et le retard de construction des autoroutes, des parkings et des transports urbains rapides symbolise cette contradiction entre la consommation individuelle, que le système cherche à développer de manière illimitée, et la consommation sociale, qu'il continue à rationner chichement.

Un prolétariat renouvelé

Les transformations technologiques provoquées par la troisième révolution industrielle entraînent un bouleversement complet dans la composition de la classe ouvrière ; elles modifient de fond en comble les conditions de reproduction de la force de travail. Le travail manuel non qualifié disparaît ; le travail intellectuel hautement qualifié – de formation universitaire ou semi-universitaire – est de plus en

plus intégré dans le processus de production. Mais, au fur et à mesure que le niveau de culture et de qualification de la classe ouvrière s'élève, la structure hiérarchique de l'entreprise et l'organisation autoritaire du travail deviennent de plus en plus insupportables. La révolte des étudiants contre la structure autoritaire de l'Université annonce et prépare la révolte des travailleurs contre la structure autoritaire de l'entreprise. Il n'y a pas que les événements de mai-juin 1968 en France ou la réapparition de l'extrême gauche en Allemagne occidentale qui l'attestent. L'importance de plus en plus grande que les sections syndicales d'entreprise en Grande-Bretagne et en Italie accordent au problème du contrôle ouvrier est sans doute un indice tout aussi important.

Ainsi le développement du néo-capitalisme lui-même démontre le caractère illusoire de la thèse selon laquelle ce système aurait résolu l'essentiel de ses contradictions économiques. Il démontre ainsi que le déplacement du centre de gravité des luttes anticapitalistes vers les pays du Tiers Monde n'a été qu'un épisode historique. Quel que soit le rôle de détonateur que les étudiants et les jeunes en général puissent jouer dans les luttes de classes exacerbées auxquelles le néo-capitalisme a déjà donné naissance, ce n'est pas dans ces couches périphériques du monde du travail, et encore moins dans les minorités surexploitées, qu'il faudra chercher la force sociale capable de jouer le rôle de fossoyeur du capitalisme. Plus que jamais, le prolétariat est seul capable de remplir cette fonction, mais un prolétariat renouvelé dans sa composition sociale par les révolutions technologiques en cours, et auquel s'intègrent progressivement toutes les couches salariées de la population, dont les différences de rémunération, de mode de vie et d'idéologie s'estompent au fur et à mesure que s'unifient les conditions, les coûts et le niveau de qualification.

6. Le capitalisme peut-il survivre ?

L'adaptabilité du système

Pour qu'un système social disparaisse, il ne faut pas seulement qu'il y ait une force sociale susceptible de le contester dans l'action et de le renverser. Il ne suffit pas non plus qu'il ait donné les preuves de son irrationalité économique ; il faut encore qu'il engendre des obstacles de plus en plus infranchissables à son propre développement.

Les diverses théories apologétiques qui mettent en question l'impuissance du néo-capitalisme à surmonter ses propres contradictions se basent en réalité sur l'idée d'une adaptabilité infinie du système aux défis historiques successifs qu'il a rencontrés (lutte de classes, révolution russe, mouvements d'émancipation du Tiers Monde, crises économiques de type catastrophique, menace de destruction nucléaire).

Parallèlement, les théories, dites de la convergence, du rapprochement structurel entre le système capitaliste et le

système soviétique, ou plus généralement des contradictions de la société dite industrielle (Aron, Dahrendorf, Marcuse, Galbraith), tout en mettant en question la nature capitaliste des sociétés surgies de cette adaptation progressive, supposent que la continuité de domination sociale n'a pas été interrompue. Si des managers reprennent de plus en plus les rênes du pouvoir des mains des actionnaires, comme ils l'affirment, si une technocratie ou même une « méritocratie » succède au règne des grands financiers, il n'y a ni expropriation ni destruction du pouvoir de la classe capitaliste. Il y aurait plutôt substitution graduelle de couches dominantes au sein de cette classe, transformation des propriétaires du capital de dominateurs actifs en profiteurs passifs du système. On peut difficilement contester que les actions continuent à rapporter des dividendes et que même les managers les plus puissants ne connaissent pas d'autres moyens que l'acquisition de la propriété privée pour transmettre à leurs enfants les fruits de leur « position dominante ».

Il s'agit donc de démontrer que les mécanismes fondamentaux du système capitaliste – et non seulement des traits apparents, comme la forme passagère que prend la direction technique des affaires – finiront par être de plus en plus bloqués et que des limites infranchissables existent à l'adaptabilité du système.

Les limites de l'adaptabilité – La saturation des besoins

La première de ces limites, et de loin la plus importante, est l'irrationalité croissante de l'économie de marché, au fur et à mesure que l'essor des forces productives fait passer l'humanité du stade de la demi-pénurie – stade classique de l'économie marchande – au stade d'une abondance de plus en plus grande.

A partir du moment où les consommateurs ne réagissent plus aux fluctuations des prix, ou réagissent à contresens (par exemple la consommation baisse avec des baisses des prix), à partir du moment où la demande devient inélastique, soit à l'accroissement des revenus soit aux fluctuations des prix, ou bien acquiert une élasticité marginale négative, un mécanisme fondamental de l'économie capitaliste de l'économie capitaliste est définitivement détraqué. C'est déjà le cas, dans les pays industrialisés les plus développés, de la demande de nombreux biens élémentaires (pain, pommes de terre, fruits indigènes, viande de porc) et de certains produits textiles ; c'est de plus en plus le cas de certains services publics (avant tout les transports urbains collectifs). Tout système de production qui continue dès lors à se fonder sur la notion de « rentabilité des entreprises » engendre fatalement la surproduction systématique et la destruction d'une fraction des biens produits (c'est le cas de l'agriculture occidentale). Tout système de distribution qui veut à fortiori conserver l'échange engendre dès lors un gaspillage démesuré ; la distribution gratuite, sous forme de service, devient plus économique que la vente et l'achat.

L'économie de marché devient toute aussi absurde dans le domaine de la production, au fur et à mesure que les coûts salariaux et même les coûts des matières premières s'abaissent vers zéro (par exemple, production automatique d'objets en matières plastiques). Le maintien des critères de rentabilité individuelle des entreprises et de distribution marchande de tels produits implique des prix de vente au détail dont les frais de distribution constituent une fraction sans cesse grandissante. Le gaspillage qu'entraîne le maintien de l'économie marchande apparaît alors clairement.

L'extinction du salariat

Deuxième limite à l'adaptabilité du système capitaliste : les bonds en avant effectués par l'automatisation sapent un autre fondement de cette économie, le salariat. La notion de salaire implique celle d'un échange exactement mesuré entre une force de travail achetée pour un laps de temps tout aussi strictement mesuré et une quantité limitée de biens de consommation (de moyens de paiement qui permettent d'acquérir ces biens de consommation). Lorsque la productivité du travail humain progresse de telle manière que les biens de consommation susceptible de couvrir tous les besoins raisonnables d'un pays industrialisé peuvent être produits en une fraction fort réduite du temps de travail globalement disponible, la solution rationnelle est évidemment celle de réduire le temps de travail de chaque individu de manière tellement radicale que la notion même de « salaire » perd tout son sens : « l'économie des Etats-Unis, écrit Lord Bowden, se trouve dans une situation extraordinaire. La moitié environ de la population active suffit à satisfaire les besoins réels des habitants du pays – c'est à dire leur alimentation, leur logement, leurs vêtements et leurs voitures – de sorte que les pouvoirs publics sont obligés de trouver un emploi pour l'autre moitié. ». Ainsi n'est-il plus nécessaire de mesurer exactement la dépense de travail de chacun ; il y a satisfaction générale de ces besoins élémentaires du fait de la richesse collective acquise par la société, et, en échange de cette satisfaction, développement parallèle d'activité créatrices des hommes, aussi bien pendant le « travail » que pendant les « loisirs ».

Si le capitalisme essaye de survivre à l'approche de cette phase d'automatisation et d'abondance, il doit artificiellement multiplier les emplois inutiles ou nuisibles (armées, intermédiaires, parasites) afin de « résorber le chômage », et, non moins artificiellement, maintenir des groupes d'hommes enfermés dans l'industrie, alors qu'ils y sont inutiles pendant une partie de la journée de travail. La notion même de « salaire annuel garanti » - et garanti pour ceux qui travaillent vraiment que pour les chômeurs – qui fait l'objet de débats aux Etats-Unis, montre jusqu'à quel point on s'est approché de ce dépassement objectif du salariat.

Déclin du travail manuel

En troisième lieu, la production automatique généralisée conduirait la production de valeurs, la production marchande et l'économie monétaire à des conséquences absurdes. Si l'automatisation se généralisait – et ce n'est qu'une question de temps – dans le secteur des services et dans celui de la production, on verrait une production entièrement automatisée ne plus donner naissance à un pouvoir d'achat pour bien de consommation, puisque les revenus de la grande majorité de la population d'éteindraient, de même que l'emploi de la main-d'œuvre industrielle, commerciale et de services. Le maintien de l'économie monétaire aboutirait alors à une situation paradoxale : on serait obligé de distribuer gratuitement des « revenus monétaires » à la population pour qu'elle puisse continuer à « acheter » des « marchandises », alors qu'il serait beaucoup plus simple de distribuer gratuitement ces biens de consommation abondants. En vérité, il est impensable pour le capitalisme de passer à l'automatisation généralisée de la production, de la distribution et des services : en effet, pareille automatisation détruirait les bases mêmes sur lesquelles il existe.

La hiérarchie en péril

La quatrième et dernière limite absolue du système capitaliste réside en ce qu'à l'explosion actuelle des forces productives correspond non seulement la possibilité de l'automatisation généralisée, mais encore la possibilité de suppression de tout travail non qualifié, mécanique, répétitif. L'accès de tous les jeunes à l'enseignement supérieur généralisé, qui est inscrit dans les faits (aux Etats-Unis et en U.R.S.S., le pourcentage des jeunes ayant accès aux universités est déjà respectivement de 45 % et 25 % des classes d'âge concernées), est l'équivalent, dans le domaine de la reproduction de la force de travail, de cette exigence inhérente au progrès technique. Mais une entreprise dans laquelle il n'y aurait plus que des ingénieurs et des savants est évidemment incompatible avec une structure patronale, hiérarchique, qui correspond à la survie de la propriété privée. « L'autorité » qui éclate en colloques et débats entre universitaires individuellement indispensables au fonctionnement de la production, voilà ce qui est inconcevable pour une autorité capitaliste ou bureaucratique quelconque.

On remarquera que les quatre « limites absolues » du mode de production capitaliste – la saturation des besoins rationnels ; l'abondance, qui fait tendre les coûts de production vers zéro et sape la notion même de salariat ; l'automatisation, qui élimine le travail manuel de la production et de la consommation ; la suppression des différences entre travail manuel et travail intellectuel, qui condamne le maintien de la structure hiérarchique de l'entreprise – ne sont que la projection, dans

un avenir peu éloigné, de tendances qui se manifestent déjà partiellement, du moins dans les pays capitalistes les plus développés. Il n'y a rien « d'utopique » dans cette projection : il ne s'agit que de généralisation de tendances qui se vérifient déjà.

Sur le plan purement économique, les expressions concomitantes de ces tendances sont : la pléthore de plus en plus prononcée de capitaux ; l'inflation de plus en plus grave ; les coûts de production qui constitue une fraction de plus en plus réduite des prix de vente « au dernier consommateur » ; la capacité de production excédentaire sans cesse croissante ; l'obligation de détourner une fraction croissante de la population active et des ressources matérielles vers des emplois de plus irrationnels ; l'impossibilité croissante de déterminer la distribution nationale des « facteurs de production » en fonction des impératifs de profit des grands capitalistes (sans même parler de leur distribution internationale, tragiquement inadéquate). Cela signifie que les mécanismes qui assurent le fonctionnement automatique du système sont de plus en plus enrayés, que ce fonctionnement exige de plus en plus d'interventions et de manipulations extra-économiques. La question se pose alors de façon évidente : peut-on continuer à faire marcher l'économie de deux tiers du genre humain en fonction du seul profit des fameuses trois cents compagnies multinationales qui domineront le monde capitaliste d'ici à une vingtaine d'années, alors même que ces compagnies ne peuvent plus, à elles seules, assurer le fonctionnement de l'économie et sont obligées de « socialiser » des fractions sans cesse croissantes de leurs activités et de leurs coûts ? Si l'économie ne peut plus survivre que sous la direction consciente de la société, ne doit-elle pas fonctionner dans l'intérêt de la collectivité, sous la gestion démocratique de cette collectivité, plutôt que de fonctionner aux frais de la collectivité sous la houlette de quelques centaines de magnats de la finance et de technocrates ?

Nous ne voulons nullement conclure que le capitalisme subsistera jusqu'à ce que toutes les implications ultimes de son irrationalité contemporaine se soient réalisées dans le détail et jusqu'à leur absurdité finale. Nous voulons simplement suggérer les obstacles qui interdisent la survie du système, obstacles engendrés par ses propres tendances. Le reste est l'affaire de l'intervention consciente des forces sociales – c'est à dire de praxis révolutionnaire, politique et sociale – et d'un effort délibéré pour renverser le régime à l'occasion d'une de ses multiples crises politiques, économiques, culturelles, militaires, internationales, et pour lui substituer une société socialiste fondée sur la démocratie socialiste et sur l'autogestion collective et planifiée des travailleurs.

Ernest Mandel

Article publié dans l'ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS, première édition, 1981.

Financiarisation du capitalisme et classes sociales

Claude Serfaty

Deux thèmes sont développés dans cette partie. La trajectoire du capitalisme contemporain (la « mondialisation ») ne peut être analysée sans prendre en compte le rôle des classes sociales et des forces politiques (dont l'État est la représentation principale mais évidemment pas unique). On analyse ensuite les effets de la mondialisation sur les classes dominantes et sur les classes exploitées.

L'universalisation du capitalisme

Le capitalisme est un mode de domination sociale autant qu'un mode d'organisation de la production matérielle. Le rôle des rapports sociaux, des classes sociales est donc déterminant. Ainsi, lorsqu'on veut analyser les processus de mondialisation du capital, on ne peut se contenter d'observer que la période actuelle prolonge un mouvement séculaire d'internationalisation du capital. De même, s'arrêter à l'observation de Marx que «le marché mondial est contenu dans la notion même de capital» pourrait conduire à un «déterminisme économique» qui a longtemps dominé le marxisme. On s'épargnerait beaucoup de discussions sur les relations chez Marx entre les (prétendues) «lois de l'économie» et l'action des individus organisés en classes et en partis lorsqu'on lit *Le Capital* mais aussi (par exemple) *Le coup d'État du 18 brumaire* de Louis Bonaparte. Dans ce dernier ouvrage, la configuration des classes sociales en France est analysée avec minutie, de même que la façon dont la bureaucratie d'État se constitue en groupe social uni par des intérêts communs «bouche tous les pores du corps de la société française».

Il est important de saisir la configuration précise des forces sociales dans la période de mondialisation du capital qui a commencé avec la décennie 80. Cette configuration est marquée de façon déterminante par la reconstitution d'un puissant capital financier. Le capital financier désigne selon moi deux réalités. Il correspond d'abord à un processus (un mouvement) du capital, dans lequel «l'argent produit de l'argent, une valeur se mettant elle-même en valeur, sans aucun procès (de production) qui serve de médiation»⁴. Cet argent qui produit plus d'argent est composé d'actions et de titres de créances (obligations, prêts) qui sont les principaux actifs financiers. Le capital financier désigne également un ensemble de formes organisationnelles (et donc sociales). Ainsi, les fonds de placement financier (fonds de pension, fonds mutuels) ont pris une importance décisive depuis deux décennies. Ils ne se substituent pas pour autant aux banques et institutions de crédit qui dessinèrent une partie des contours

organisationnels du capital financier analysé par les marxistes au début du vingtième siècle.

La puissance retrouvée du capital financier à la fin du vingtième siècle s'est accompagnée d'une montée sans précédent dans l'histoire du capitalisme, des détenteurs de titres de propriété et de créances. Cette montée se mesure par le nombre des foyers d'accumulation financière, leur richesse en niveau nominal de capitalisation et leur force en termes de levier de pouvoir économique et politique⁵. La bourgeoisie financière et les couches sociales qu'elle associe à ce mode de rémunération disposent de puissants moyens d'appropriation de la plus-value créée dans la production.

La mondialisation du capital marque bien une extension de l'espace des rapports sociaux capitalistes. Cet espace est territorial - par exemple les anciennes économies planifiées sont intégrées dans cet espace - mais il englobe également de nouvelles sphères de mise en valeur - les ressources environnementales, l'air, l'eau - au moyen de la privatisation et de la création de marchés. Des droits de propriété sont créés sur ces biens qui deviennent dès lors des marchandises, pendant que les droits de propriété font eux-mêmes l'objet de négociations sur les marchés financiers déjà existants ou créés pour l'occasion. C'est ainsi que l'«épuisement de la nature» (Marx), les atteintes à l'environnement deviennent de nouveaux "champ d'accumulation" pour les propriétaires du capital (par exemple les marchés des droits à polluer). Loin du «processus de destruction créatrice» décrit par Schumpeter, la création de nouveaux marchés de droits de propriété se traduit par la destruction des richesses dans de nombreux pays et même régions.

Il faut pleinement apprécier l'interaction entre l'attitude de la bourgeoisie financière et la trajectoire du capitalisme de ces vingt dernières années qui a produit ce qu'on appelle la «mondialisation» - et que E.M. Wood appelle plus judicieusement «l'universalisation» du capitalisme⁶. Depuis la fin des années soixante-dix, en tant qu'appui au capital financier et à sa position dominante, les «marchés financiers» sont devenus des institutions centrales du capitalisme des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Ils ont permis au capital de concentrer sa puissance face au travail, et offert à la bourgeoisie et aux classes rentières un enrichissement considérable. Le capital financier a bénéficié de l'appui inconditionnel des politiques néolibérales. Cependant, ni l'élévation considérable du taux d'exploitation de la main-

d'œuvre consécutive à l'offensive du capital contre le travail, ni l'ouverture de nouveaux marchés en URSS et dans les pays de l'est, n'ont produit à l'échelle de la planète une augmentation significative de l'accumulation du capital, c'est-à-dire une reproduction élargie de la valeur créée. Cette situation indique qu'il faut plus que jamais distinguer, d'une part l'extension de la domination du capital et des rapports de propriété sur lesquels il est fondé - soit au sens strict, l'extension de l'espace de la reproduction des rapports sociaux - et d'autre part, une augmentation véritable de l'accumulation du capital, c'est-à-dire une reproduction élargie de la valeur créée. La « mondialisation du capital » combine ces deux caractéristiques.

Elle manifeste la suprématie d'un mode de domination sociale dans lequel les formes d'appropriation de la valeur par la rente ou la pure prédation grâce à une extension des rapports de propriété (territoriale mais aussi sur la nature, l'air, etc.) l'emportent sur sa création massive.

Une bourgeoisie financière mondiale ?

La mondialisation du capital se traduit-elle sur le plan social par la formation d'une bourgeoisie mondiale ? La tentation de répondre positivement est d'autant plus grande que dans l'histoire du capitalisme, la classe des financiers est souvent présentée comme la plus « cosmopolite », celle dont les intérêts sont les plus détachés des préoccupations nationales (cf. les analyses de Polanyi). Il est certain que des tendances à la constitution d'une bourgeoisie mondiale existent. D'abord, les groupes financiers multinationaux, ont à leur tête des dirigeants qui partagent les mêmes intérêts matériels et la même « culture ». Leur proximité repose sur un mode de rémunération qui est fondé pour une part importante sur des actifs financiers (stock-options). Ils forment une composante de la bourgeoisie financière. Un autre facteur favorable à la « mondialisation » de la bourgeoisie financière et rentière est fournie par l'intérêt commun que les détenteurs d'actifs financiers (de droits de propriété et créances) prennent à la mise en œuvre de politiques similaires. Ils sont persuadés que leur argent doit produire plus d'argent « tout aussi naturellement que le poirier produit des poires » (Marx). Ils sont indifférents aux conditions dans lesquelles la valeur va être créée et à la façon dont une partie va leur échoir (impôts pour payer la dette publique, licenciements, fermetures de sites de production pour toucher les dividendes de leurs actions).

Ils s'en remettent aux politiques néolibérales et aux institutions internationales. Celles-ci imposent à l'échelle mondiale les mêmes thérapeutiques (réduction des dépenses sociales, déréglementation/privatisation des industries et des marchés, etc.) qui sont dirigées vers un même objectif. On comprend que de telles politiques économiques soient soutenues par les bourgeoisies financières et rentières, y compris celle des pays émergents et du sud, alors même que ces politiques conduisent

à la désintégration économique et à la détresse sociale de leur pays (exemple de l'Argentine d'où les élites ont pu faire sortir leurs capitaux).

Enfin, la constitution au plan politique, militaire et idéologique d'un « bloc transatlantique » uni par des « valeurs communes », ceux de la « démocratie de marché » est un facteur d'homogénéisation des classes dominantes, en tout cas de leur "transatlantisation". La protection militaire des droits de propriété est centrale dans la mondialisation du capital. Cependant, il existe des contre-tendances très fortes à la formation d'une bourgeoisie mondiale. Les classes dominantes des pays développés ne peuvent être réduits à de purs opérateurs économiques. Leur domination ne peut se concevoir hors du pouvoir politique qu'elles détiennent. Il est certes bien connu que dans le capitalisme, à la différence des autres modes de production et sociétés, le politique et l'économie constituent deux sphères d'activités distinctes. La coercition physique n'est en principe pas nécessaire pour permettre au procès de production de se poursuivre. A la différence de sociétés esclavagistes et de servage, là où domine le capitalisme, la « liberté » - naturellement toute relative - de celui qui propose sa force de travail (le salarié producteur) doit en principe suffire pour le contraindre à le faire, puisqu'il ne dispose pas d'autres moyens pour vivre.

Toutefois, la séparation de l'économique et du politique ne signifie pas leur indépendance. Car un mode de production n'est pas seulement une technologie mais plus fondamentalement une relation de pouvoir, et les droits de propriété doivent être protégés lorsqu'ils sont attaqués (il ne suffit pas de créer des droits de propriété, il faut les défendre). Les classes dominantes doivent asseoir et consolider leur domination politique, elles ont besoin pour cela des Etats, au sein desquelles ces instruments de domination et de coercition se sont forgés et renforcés. Ce qui n'empêche pas ces Etats-nations de confronter et joindre leurs politiques dans le cadre d'Institutions internationales.

Cette partition nationale des classes dominantes demeure fondamentale, en particulier pour les bourgeoisies les plus puissantes qui ont pu maintenir, grâce à leur passé impérialistes une place significative dans les « affaires du monde ». Ceci est évidemment tout aussi valable pour la bourgeoisie américaine, dont l'Etat est plus que jamais indispensable à la défense et à l'extension de ses intérêts propres.

Enfin, les bourgeoisies des pays développés se livrent à une concurrence qui n'est pas atténuée, mais exacerbée par la mondialisation du capital. Celle-ci n'est pas une étape "supérieure" dans le développement du capitalisme qui serait pacifié. Au contraire, l'état de crise économique endémique aiguise les rivalités intercapitalistes et interimpérialistes. On peut prendre le cas de la bourgeoisie française comme exemple

de ces processus contradictoires concernant la bourgeoisie financière. L'obstination des classes dirigeantes françaises et des gouvernements à mettre en place des "fonds de pension à la française" témoigne à la fois du mouvement de mondialisation du capital dominé par la finance mais également au sein de celle-ci, de la persistance des fragmentations nationales. La création de fonds de pension répond à plusieurs objectifs, dont celui de diminuer le coût salarial et d'élever le taux d'exploitation de la main-d'œuvre.

En cherchant à imposer les fonds de pension, la bourgeoisie française participe pleinement à la mondialisation du capital et à son essence fortement rentière. En ce sens, elle partage des intérêts communs avec les bourgeoisies financières des autres pays impérialistes. Mais les classes dirigeantes françaises cherchent tout autant à préserver leur contrôle sur la production de plus-value de « leurs » salariés face à la concurrence des fonds anglo-saxons qui ont sérieusement augmenté leur présence dans les groupes cotés au CAC 40. Les classes dirigeantes espèrent qu'autour du caractère « français » des fonds de pension, elles pourront réaliser un consensus, et obtenir la participation des salariés à leur propre explication au nom de l'intérêt national.

Le statut des classes exploitées

Marx considérait que la domination du capitalisme est la mieux assurée lorsque le capital est capable de faire travailler les producteurs dans des conditions où se généralise la production de plus-value relative plutôt que de plus-value absolue. La plus-value relative est obtenue par l'augmentation de la productivité et de l'intensité du travail, elle exige donc « un emploi conscient des sciences naturelles de la mécanique, de la chimie, etc., appliquées à des fins technologiques déterminées, et grâce à tout ce qui se rattache au travail effectué à grande échelle »⁸. La plus-value absolue est principalement produite par l'allongement de la durée de travail ou la réduction pure et simple du salaire. Les décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale ont semblé marquer le triomphe du mode de production de la plus-value relative dans les pays développés.

Il serait erroné de considérer que la mondialisation du capital va simplement élargir au plan mondial les processus de constitution des classes ouvrières produites par le développement du capitalisme industriel au dix-neuvième siècle et promouvoir à l'échelle de la planète une forme de croissance fondée sur le machinisme technologique. Le

capitalisme ne produit pas la convergence, mais l'inégalité. Au début du vingtième siècle, l'expansion mondiale du capitalisme ne s'est pas réalisée sous la forme d'une sorte de généralisation aux colonies d'un type d'industrialisation similaire à celui mis en place dans les pays colonisateurs.

Au contraire, le maintien de structures pré-capitalistes a permis une exploitation sans limite des populations, le siphonnage des richesses créées par les communautés vivant en dehors du mode de production capitalise au moyen d'impôts collectés par les fonctionnaires ont coexisté avec la création de structures fondées sur le rapport capitaliste dans certains secteurs industriels.

J'ai proposé l'hypothèse que la domination contemporaine du capital financier renforce les traits rentiers et prédateurs du mode de domination capitaliste. La mondialisation provoque dans certaines régions de la planète l'exclusion de centaines de millions d'individus qui sont en « surnombre », elle met même en péril les conditions de simple reproduction des populations, comme cela est établi par le PNUD. Ailleurs, la mondialisation s'est traduite par la création de poches d'accumulation du capital industriel et l'utilisation d'une force de travail dans des conditions qui s'apparentent de plus en plus à la création de plus-value absolue⁹. Sous le nom de « travail informel », la durée de travail n'est limitée par aucune législation, le niveau de rémunération est insuffisant pour permettre la reproduction des producteurs et celle de leur famille, qui n'est assurée que pour autant que subsistent des formes traditionnelles de solidarité.

Dans les pays développés, la volonté de désintégrer le salariat comme collectif d'individus (comme classe) passe par la tentative de ramener les salariés à un statut de « louage de services » qui existait avant l'essor du capitalisme industriel. L'individualisation des salaires, la flexibilité, la transformation de la relation capital-travail en une relation de type commercial, sont quelques unes des mesures prises pour faciliter l'allongement de la durée du travail et la baisse pure et simple du salaire. Les mesures sereinement mises en œuvre ou préparées par le patronat confirment que le capitalisme n'est pas porteur de progrès tendanciel, elles indiquent quel à point le capital veut revenir loin en arrière. Le sous-basement idéologique n'est plus comme avec la loi Le Chapelier de faire obstacle aux « coalitions » (aux syndicats ouvriers), mais de permettre à chaque individu, pris comme un agent économique souverain, de faire fructifier son « capital humain».

1) Par 1. K. Marx [1965, p. 568] 2. Cette question, très technique et très controversée, n'est pas développée ici. Voir P. Salama, T. Hai Hac [1992], ou pour une approche simple J.M. Harribey [2002]. 3. Marx [1965, p. 645] 4. K. Marx, *Le Capital*, livre 3, chapitre 25. 5. Voir A. Orléan, *Le pouvoir de la finance*, O. Jacob, 1999, et F. Lordon, *Fonds de pension, piège à cons ? Mirage de la démocratie actionnariale*, *Raisons d'Agir*, 2000. 6. E.M. Wood, *Democracy Against Capitalism, Reviewing Historical Materialism*, Cambridge University Press, 1995. 7. Voir C. Serfati, « Une bourgeoisie mondiale pour un capital financier mondialisé ? » dans S. de Brunhoff et al. [2001]. 8. K. Marx, Un chapitre inédit du *Capital*, 10/18, page 200. 9. Voir sur l'analyse des facteurs du retour de formes de plus-value absolue en Amérique latine, P. Salama « La financiarisation excluante : les leçons des économies latino-américaines », dans F. Chesnais [1996].

Crise du marxisme ou crise du capital ?

Il est devenu courant d'entendre parler de crise du marxisme, et la théorie économique marxiste est souvent présentée comme une « doctrine » dépassée. Cet article propose quelques points de repère qui cherchent à montrer qu'il n'en est rien et que les outils de l'analyse économique marxiste conservent au contraire toute leur cohérence théorique et leur utilité pour comprendre le monde qui nous entoure.

LA THÉORIE DE LA VALEUR

Le problème de la valeur était pour les économistes classiques le point de départ de tout traité d'économie politique. La question qu'il s'agissait de résoudre avant toute chose était au fond celle de la nature du profit. Ces premiers théoriciens avaient assisté au développement de la marchandise capitaliste et à l'émergence du profit industriel. Jusque-là, le surplus revêtait principalement la forme d'un excédent agricole, que l'on pouvait interpréter comme un don de la nature, tandis que le commerce pouvait être analysé comme un simple dispositif intermédiaire ou, s'agissant du commerce international, comme simple troc ou pure rapine.

Avec l'industrie, les choses se présentent autrement : le patron de la manufacture achète des matières premières et de la main-d'œuvre - c'est son coût de revient - et il revend plus cher, en faisant du profit. Comment comprendre l'existence durable de ce profit, qui ne renvoie ni aux propriétés de la nature, ni à un « vol » systématique et continu ?

Il n'y a que deux grandes manières de répondre à cette interrogation. La première, qui est présente dès l'origine, consiste à naturaliser le capital et à présenter la production et la répartition de manière parfaitement symétrique : la production combine trois facteurs - terre, capital et travail - et chacun est rémunéré - en fonction de sa « productivité », dira-t-on plus tard - sous forme de rente, de profit et de salaire. Cette théorie de la valeur, très ancienne, est celle que l'on enseigne aujourd'hui comme allant de soi aux étudiants en économie. Elle est donc tout aussi « archaïque », sinon plus, que la théorie marxiste, malgré l'apparence « moderne » que lui confère un appareil mathématique pesant et obscur.

La théorie marxiste de la valeur s'inscrit quant à elle dans une lignée d'économistes classiques qui avait abouti à une formulation précise mais contradictoire. La théorie marxiste part de Ricardo, mais reformule de fond en comble son approche et déplace sa problématique de manière à montrer que la plus-value est une forme d'appropriation sociale du surplus. L'idée est extrêmement simple : le surplus désigne le volume de richesse qui est produit par une société en excédent par rapport à ce que cette production lui a coûté. La plus-value est la forme d'appropriation de ce surplus dans une société où

dominent les rapports sociaux capitalistes. La théorie de l'exploitation permet de traduire cette approche générale sous forme d'une comptabilité en temps de travail : les travailleurs dépensent une somme globale de travail égale à « H » heures de travail. Leur subsistance correspond à une consommation qui a elle-même nécessité une dépense de travail « h » inférieure à leur dépense totale de travail. Le surplus « H-h » va aux patrons sous forme de plus-value, qu'ils choisissent ensuite de consommer ou d'investir.

Cette théorie est-elle dépassée ? C'est dans l'air du temps de le dire. La première raison est relativement contingente, mais a son importance : la théorie alternative, dite néo-classique, est dominante et, malgré de très vigoureux débats critiques au début des années soixante-dix, leurs opposants néo-marxistes ou néo-ricardiens ont perdu leurs positions institutionnelles. C'est une première leçon qu'il faut souligner : la science économique est une science sociale non unifiée où s'affrontent depuis longtemps des paradigmes opposés entre lesquels les critères scientifiques purs ne peuvent trancher.

La théorie est également « dépassée » en raison d'un déplacement des problématiques : la théorie économique dominante n'a pas à proprement parler de théorie du profit, en ce sens qu'elle prend comme acquis, comme élément naturel, l'existence du profit. Ce dernier est défini comme la différence entre prix et coût, sans que ne soit posée à aucun moment la question de savoir pourquoi existe une telle différence. Dans ces conditions, la théorie marxiste est dépassée en ce sens qu'elle apporte des réponses à des questions que l'on ne se pose plus.

La transformation des valeurs en prix: remarques de méthode

Le dernier argument, qui relève cette fois du débat scientifique à proprement parler, consiste à dire que la théorie marxiste de la valeur est dépassée parce qu'elle contient une contradiction interne portant sur la transformation des valeurs en prix. Ce débat aux ramifications complexes nous renvoie au débat entre Ricardo et Marx. Le calcul en temps de travail conduit à une difficulté que voit bien Ricardo: si les prix des produits étaient strictement proportionnels au travail direct incorporé, les branches qui utilisent le plus de machines auraient un taux de profit inférieur aux autres. Or, ceci est contradictoire avec l'idée

commune à tous les classiques selon laquelle la concurrence conduit à la formation d'un taux de profit uniforme.

Marx règle cette difficulté en proposant son analyse de la formation d'un taux moyen de profit: les valeurs calculées directement en temps de travail sont dans l'opération transformées en prix de production. C'est sur ce point qu'ont porté les critiques que l'on peut qualifier de néo-ricardiennes. Elles contestent la manière dont Marx procède et proposent un contre-modèle qui réussit à déterminer les prix et le taux de profit sans passer par une quelconque notion de valeur-travail.

Ceux qui acceptent cette critique dans ses grandes lignes en tirent des conclusions opposées. Les anti-marxistes, de façon logique, concluent qu'il faut enterrer la théorie marxiste, ou la ranger au rang des grands ancêtres dont on parlera dans des cours à option pour érudits. Par contre-coup, la domination sans partage de l'école néo-classique apparaît comme légitime et comme la sanction d'un progrès de la connaissance scientifique.

Mais il existe une autre variante qui consiste à reformuler la théorie marxiste de la valeur de façon à la mettre à l'abri des critiques néo-ricardiennes. Cette posture conduit, selon nous, à une fuite en avant dans la métaphysique. Elle consiste, en effet, à affirmer que la théorie de la valeur et celle des prix de production fonctionnent sur des plans ou dans des espaces différents, de telle sorte que vouloir passer de l'un à l'autre (la « transformation ») serait une bêtise épistémologique. Il s'agit là d'une réécriture de Marx qui s'accompagne en général d'une interprétation de la valeur que l'on pourrait qualifier d'anti-substantialiste : la valeur serait avant tout une forme sociale, et l'idée de vouloir la mesurer à partir d'une dépense en heures de travail serait un résidu grossier de l'approche de Ricardo. Une telle lecture revient au fond à rendre les armes devant les critiques bourgeois qui se complaisent à distinguer une contradiction logique entre l'analyse de la valeur du livre I et celle des prix de production présentée au livre III du Capital. Une telle position n'est donc pas une réponse satisfaisante d'autant plus qu'elle conduit, de fil en aiguille, à renoncer à des outils essentiels de la critique concrète de l'économie politique. Pour ne prendre qu'un exemple, l'analyse de l'accumulation du capital et de la dynamique du taux de profit n'appartiennent plus au noyau essentiel de la théorie économique marxiste, en raison du non-passage entre valeurs et prix.

Vouloir contourner de cette manière une difficulté théorique réelle renvoie finalement à une compréhension biaisée de la méthode dialectique. Celle-ci vise, nous semble-t-il, à construire une structure conceptuelle hiérarchisée qui articule différents niveaux d'abstraction tout en assurant les médiations qui permettent de passer de l'un à l'autre. Prix et valeurs se situent effectivement à des niveaux d'abstraction différents, mais cela ne devrait pas impliquer qu'ils ne communiquent pas,

qu'ils soient en somme incommensurables. Le prix lui-même ne représente pas une donnée immédiate : les prix qu'on rencontre dans la réalité concrète sont des prix de marché qui oscillent autour d'un prix « directeur », le prix de production, qui fait déjà partie du monde de la théorie. C'est le prix qui prévaudrait si la péréquation des taux de profit se réalisait de manière parfaite, par alignement sur un taux de profit uniforme.

Le niveau atteint par ce dernier ne pourrait alors être compris théoriquement qu'en fonction des performances productives de l'ensemble de la société, en faisant abstraction des formes dérivées de distribution de revenu. Si cette chaîne d'abstractions successives est rompue, on verse alors dans une dialectique idéaliste où la vie réelle n'est plus qu'une sorte de pâle reflet du monde surnaturel des concepts. La cohérence de l'analyse marxiste - donc matérialiste - de la valeur ne peut être restituée que si l'on assure la continuité de l'ensemble des médiations qui mènent du prix individuel à la théorie générale de la valeur.

La solution marxiste

Maintenant, si les critiques ricardiennes sont fondées, la théorie marxiste, telle qu'elle est habituellement comprise, est effectivement incohérente et donc scientifiquement dépassée. Elle doit alors s'effondrer ou plutôt éclater en deux parties : d'un côté, une lecture critique très abstraite de la forme valeur; de l'autre, un repli sur une thématique néo-ricardienne. Il est donc tout à fait décisif de montrer que les critiques généralement adressées à la transformation des valeurs en prix de production ne sont pas recevables.

Les équations néo-ricardiennes ont, en effet, une particularité bizarre : elles ne peuvent être résolues que si les prix des moyens de production (produits à une période antérieure) sont les mêmes que les produits de la période courante. Cette hypothèse est irrecevable car elle revient à raisonner dans une situation d'état stationnaire où les prix sont déterminés une bonne fois pour toutes, ce qui est contradictoire avec la nature expansive du capitalisme. Si on abandonne cette hypothèse, le modèle néo-ricardien laisse indéterminé le taux de profit et sa prétention à fournir une théorie du profit sans passer par la valeur est donc battue en brèche (1).

La difficulté rencontrée par Marx est ensuite aisément levée dès lors que l'on raisonne à partir d'une succession de périodes, comme l'expose Ernest Mandel : "En d'autres termes, les inputs des cycles de production courants sont des données, que l'on connaît au début de ce cycle, et elles ne peuvent avoir d'effet en retour sur la péréquation des taux de profit dans les différentes branches de production au cours de ce cycle. Il suffit de supposer qu'elles sont déjà calculées en prix de production et non en va-leurs, mais que ces prix de production résultent de la

péréquation des taux de profit durant le cycle de production précédent, pour que disparaisse toute incohérence (2) ".

La dynamique du capitalisme

On va ici explorer une illustration centrale de l'idée selon laquelle les débats économiques sont récurrents : la « science » économique ne progresse pas de manière linéaire mais en reformulant périodiquement ses problématiques. La tradition marxiste a été ainsi constamment traversée par un débat opposant deux pronostics symétriques quant à la dynamique du système capitaliste : une lecture « harmoniciste » cherche à démontrer que le capitalisme peut de manière éternelle reproduire les conditions propices à son bon fonctionnement, tandis qu'une approche « catastrophiste » postule au contraire que le capitalisme ne peut fonctionner, à moins de circonstances exceptionnelles.

Cette opposition est apparue de manière périodique au sein même de l'économie bourgeoise. A partir de constructions théoriques différentes, des auteurs comme Ricardo, Malthus, Keynes ou Schumpeter doutaient des capacités du capitalisme à renouveler les sources de son dynamisme, même si ce sont évidemment les versions apologétiques et optimistes qui dominent aujourd'hui. Dans le champ du marxisme, la controverse du début du siècle autour du développement du capitalisme et de l'impérialisme entre-tient des correspondances étroites avec des débats contemporains : Tugan-Baranovsky ou Bauer, qui utilisaient les schémas marxistes de la reproduction pour montrer que le capitalisme pouvait stabiliser son fonctionnement, peuvent être considérés de ce point de vue comme les précurseurs des régulationnistes.

Cependant, dans la mesure où la vulgate marxiste a pendant longtemps penché du côté du « catastrophisme », on trouve là une des raisons traditionnellement invoquées pour décréter que le marxisme est une doctrine dé-passée. Il y a là un procédé surtout rhétorique qui consiste à assimiler l'essence du marxisme à un pronostic d'effondrement final ; puisque le capitalisme ne s'est pas effondré, il est donc facile ensuite de montrer que les faits ont détrompé le marxisme. Si l'on en admet les prémisses, ce raisonnement est évidemment imparable. Cependant, même en l'état, il recèle un paradoxe assez étonnant : peut-on raisonnablement écarter la théorie marxiste d'un revers de main, au moment même où la crise et la montée du chômage réactualisent toute une série d'arguments et de propositions marxistes ?

La baisse tendancielle du taux de profit

De telles assertions s'appuient, dans le champ de la théorie, sur la dénonciation de la fameuse loi de la baisse tendancielle du taux de profit. C'est cela qui permet de construire l'argument précédant en assimilant le marxisme à un pronostic

d'effondrement inévitable du capitalisme. Et il faut bien reconnaître ici que les formulations du Capital prêtent le flanc à cette critique. La loi, telle qu'elle est énoncée, n'est pas acceptable, pour plusieurs raisons.

La première est algébrique: quand le numérateur et le dénominateur d'une fraction augmentent, il est impossible d'en conclure que la fraction en question va baisser: son évolution est indéterminée. Pour lever cette indétermination, il faut introduire des éléments d'ordre économique, afin de démontrer qu'au bout du compte les facteurs poussant à la baisse du taux de profit doivent l'emporter sur les contre-tendances.

Du côté du dénominateur, l'hypothèse de Marx, et en général des marxistes, est qu'il existe une tendance dominante à la hausse de la composition organique du capital qui l'emporte sur la contre-tendance liée aux gains de productivité. Le taux de plus-value, quant à lui, peut monter mais pas de manière infinie : au total, la baisse doit bien l'emporter. Admettons pour l'instant ce cadre et voyons ses implications possibles. Deux modèles peuvent être envisagés. Le premier est d'inspiration stagnationniste : l'accumulation de capital fixe conduit à une baisse à long terme du taux de profit, de telle sorte que l'on en arrive à un capitalisme à taux de profit voisin de zéro, tellement bas en tout cas que le capitalisme ne peut plus fonctionner en tant que capitalisme. Il ne s'effondre pas forcément, mais il peut être progressivement socialisé, comme l'envisageait Schumpeter.

Le second modèle est un modèle cyclique : périodiquement, les crises viennent dévaloriser le capital en excès et faire brusquement chuter la composition organique. Celle-ci progresserait alors en dents de scie : montées progressives, puis baisse brutale au point bas du cycle. D'un cycle à l'autre, les compteurs seraient remis à zéro. La tendance à la baisse du taux de profit pourrait alors être comprise comme une tension permanente entre les exigences de la concurrence et celles de la rentabilité, qui serait à la racine du cycle. Mais on s'éloigne alors de l'idée de tendance.

Pour sortir de ces problématiques unilatérales, il convient de rompre avec les postulats implicites de la formulation de Marx, dont on peut dire, à partir de l'expérience historique dont on dispose, qu'elle représente un cas particulier. Il est assez simple de mettre en rapport la formule du taux de profit selon Marx avec des catégories plus empiriques. Il ne s'agit d'ailleurs pas de vouloir opérer une vérification empirique mais en réalité de dépasser une ambiguïté présente chez Marx qui découle du fait que le taux de plus-value et la composition organique du capital ne sont pas des variables indépendantes.

Les composantes du taux de profit

Essayons de voir pourquoi, en évitant tout formalisme mathématique. Le taux de profit dépend en fait de trois grandeurs : le capital par tête, la productivité du travail et le salaire réel. La composition organique dépend de ces trois variables, tandis que le taux de plus-value est déterminé par l'évolution respective de la productivité du travail et du salaire réel. L'apport des régulationnistes a été de montrer que le taux de profit peut rester durablement constant si les trois grandeurs en question croissent au même taux. La loi de la baisse tendancielle, pour être validée, doit établir qu'il existe une raison de fond permettant de dire que cet équilibre est par principe impossible à réaliser. Or, on ne dispose pas d'une telle démonstration.

Tout d'abord, l'accumulation de capital ne se traduit pas forcément par une augmentation de la composition organique. Cela va certes à l'encontre d'un point de vue intuitif : nos sociétés apparaissent comme des accumulations gigantesques d'équipements, et il semble aller de soi que le travail vivant représente une fraction décroissante de ce travail mort cristallisé. Mais la composition organique du capital doit être mesurée en valeur, et deux facteurs doivent être introduits, à commencer par l'amortissement. Conformément à la théorie de la valeur, la valeur du capital fixe est progressivement transmise aux marchandises produites. Chaque année, la valeur globale du capital fixe augmente avec l'investissement, mais baisse à proportion de la partie amortie. Il faut donc se garder d'une approche superficielle, qui est à la racine des représentations stagnationnistes: s'il fallait effectivement rentabiliser éternellement le capital investi depuis l'émergence du capitalisme, le taux moyen de profit ne pourrait évidemment que tendre vers zéro.

Le deuxième correctif concerne l'effet de la productivité sur la valeur des biens de capital : certes, la production nécessite toujours moins de travail direct, mais cela veut dire aussi qu'il y a toujours moins de travail incorporé dans les machines et les équipements. Si l'on prend en compte ces deux correctifs, on constate qu'une stabilisation de la composition organique n'a rien de déroutant.

Cette présentation peut utilement être rapprochée du théorème dit d'Okishio, dont l'idée est assez simple: puisqu'aucun capitaliste ne sera assez fou pour introduire des procédés de production qui feraient baisser son taux de profit, l'addition de ces comportements devrait garantir le maintien du taux de profit global. La réfutation pratique et théorique de ce théorème permet de situer la raison qui tend à détraquer l'équilibre entre capital et produit, à alourdir le poids relatif du capital fixe, ce qui vient à son tour peser sur le taux de profit. C'est la concurrence que se livrent les différents capitaux qui rend possible et d'une certaine manière inévitable un surinvestissement qui n'est pas compensé par les gains supplémentaires de productivité qu'il engendre. Ou, pour dire

les choses autrement, il faut proportionnellement plus de capital pour obtenir le même gain de productivité.

L'autre variable clé, c'est donc bien la productivité du travail. Celle-ci se situe à l'intersection du taux de plus-value et de la composition du capital, qui ne sont donc pas des variables indépendantes. Si le salaire réel croît plus vite que la productivité, le taux de plus-value baisse. Si le capital par tête augmente plus vite que la productivité, c'est la composition du capital qui s'alourdit. On reconnaît là des formulations familières de l'école régulationniste. La question est de savoir comment elles se situent par rapport au marxisme.

Elles représentent certes un déplacement, ou plus exactement la transcription des concepts marxistes en catégories proches de l'analyse économique moderne. Le taux de profit est rapporté à des grandeurs, productivité du travail, salaire réel et composition-volume du capital, qui ne sont pas exprimées en valeur mais en unités physiques. Notons au passage qu'un tel transfert de l'espace des valeurs à celui des quantités physiques constitue évidemment une hérésie, ou un acte dépourvu de sens, pour les interprétations métaphysiques de Marx. Vouloir retrouver le concept sacro-saint de plus-value dans les séries statistiques produites par l'Etat bourgeois serait une sorte de révision fondamentale. Tout cela est absurde: Marx et tous les classiques du marxisme ont passé leur temps à épilucher les données statistiques.

Le vrai problème théorique se situe ailleurs et concerne la progression des gains de productivité qui représentent une tendance majeure du capitalisme, sur laquelle Marx se plaît à insister : " Si nous faisons abstraction des diverses actions perturbatrices dont l'examen n'a pas d'intérêt pour ce que nous recherchons ici, le mode de production capitaliste a pour tendance et résultat d'augmenter sans cesse la productivité du travail. »

Mais cette capacité ne donne-t-elle pas au système une formidable marge de manœuvre, lui permettant de surmonter sans difficulté ses contradictions - les "diverses actions perturbatrices" ? - après tout secondaires par rapport à cette formidable efficacité ? L'élément clé est ici que Marx raisonne la plupart du temps, implicitement, avec l'hypothèse d'un salaire réel progressant très faiblement, en tout cas sans commune mesure avec les progrès de la productivité. Cela rend d'autant plus difficile la démonstration d'une tendance à la baisse du taux de profit, car le taux d'exploitation peut tout à fait augmenter aussi vite qu'il le faut pour maintenir le taux de profit constant. On peut le démontrer mathématiquement: si le salaire réel n'augmente pas, il suffit que la croissance de la productivité représente une fraction de l'effort supplémentaire d'investissement. Dans un tel modèle, les difficultés viennent d'ailleurs, du côté de la réalisation, puisque les débouchés offerts par la consommation salariale tendent à rester inférieurs

à ce qui serait nécessaire. Cette tendance à la sous-consommation finit par peser sur les conditions de la rentabilité mais pour des raisons qui se trouvent du côté des salaires.

On touche du doigt ce qui est finalement la grande leçon du débat du début du siècle sur la viabilité du capitalisme : on ne peut y répondre qu'en descendant d'un cran dans le niveau d'abstraction et en combinant l'étude de la dynamique du taux de profit avec celle des schémas de reproduction.

Taux de profit et reproduction du capital

Marx sépare ces deux domaines : il étudie d'un côté les conditions générales de reproduction et, de l'autre, l'évolution du taux de profit. Or, il est bien évident que la dynamique concrète du capitalisme ne peut être comprise que si on combine ces deux éléments ; le capitalisme a besoin à la fois d'un taux de profit soutenu et de débouchés croissants. De ce qui vient d'être discuté découle ensuite une autre idée : la mise en relation de ces différents outils doit aussi intégrer une question centrale, celle des valeurs d'usage qui sont le support de la reproduction.

Le marxisme a beaucoup souffert d'une polémique mal conduite avec l'utilitarisme néo-classique : puisque les économistes bourgeois faisaient jouer à l'utilité un rôle déterminant, il fallait y opposer, presque classe contre classe, une conception qui ramenait la théorie marxiste de la valeur à une simple comptabilité en temps de travail. Or, il s'agit d'un faux débat: personne ne peut soutenir que l'on arrivera à rentabiliser un capital qui produit des marchandises inutiles, et tout le monde est prêt à accepter que le coût de production peut se résoudre en quantités de travail salarié.

La vraie question est d'articuler correctement ce que les régulationnistes appellent normes de consommation avec la logique particulière d'un régime d'accumulation donné. Pour bien fonctionner, le capitalisme doit faire trois choses, et d'abord assurer sa reproduction, autrement dit préserver dans la durée une répartition du revenu compatible avec l'accumulation. Il faut ensuite que cette reproduction ne s'accompagne pas d'une dégradation du taux de profit. Et il faut enfin que les valeurs d'usage qui portent les mouvements de valeur correspondent à la demande sociale, autrement dit que l'allocation du travail social soit compatible avec l'orientation des besoins. Cette présentation générale permet de mieux distinguer les modalités principales de l'accumulation capitaliste, ainsi que les facteurs de crise.

Deux grands régimes d'accumulation

Du point de vue qui est le nôtre ici, on peut, en effet, distinguer deux cas polaires, que l'on pourrait appeler accumulation équilibrée d'une part, accumulation déformée de l'autre. Ce

dernier modèle correspond au cas où la croissance de la productivité est supérieure à celle du salaire réel. La réalisation des marchandises n'est donc possible que si la répartition du revenu se déforme afin de compenser la baisse de la part des salaires. Il n'y a que deux solutions à ce problème : la première est la croissance de l'accumulation qui doit augmenter, mais plus vite que le produit social, de telle sorte que l'on assiste à un auto-développement de la section des moyens de production, qui entraîne effectivement une croissance rapide de la composition organique du capital et débouche à terme vers une baisse du taux de profit. La seconde solution consiste à laisser augmenter la part de plus-value consommée, de manière à contrebalancer le recul de la part des salaires. Cette accumulation déformée est de toute manière instable et difficile à gérer pour des raisons économiques et sociales.

L'accumulation équilibrée correspond au cas où le salaire réel augmente autant que la productivité du travail, ce qui assure la réalisation de la valeur. Pour que le taux de profit soit maintenu, il suffit que ces gains de productivité n'entraînent pas un accroissement exagéré de la composition en capital.

Le fonctionnement concret du capitalisme est une combinaison spécifique de ces différents schémas: la France des années quatre-vingt se rap-proche d'un schéma d'accumulation déformé avec montée des revenus non salariaux, celle des années soixante était plus proche d'un schéma équilibré que les régulationnistes ont appelé «fordisme».

Cette présentation permet de distinguer trois grands facteurs de crise, dont l'importance relative varie selon les circonstances : la crise peut résulter d'une insuffisance de débouchés, d'une dégradation de la rentabilité, ou d'une inadéquation entre la structure de la production et la demande sociale. Le taux de profit vient en fait synthétiser le degré de réalisation de ces diverses conditions. L'évolution tendancielle du taux de profit n'a alors de sens que si on la replace dans la dynamique longue du capitalisme. Celle-ci est marquée par le passage de périodes d'accumulation régulée, où les conditions de garantie du profit sont réalisées, à des périodes d'accumulation inégale et de reproduction perturbée. Ce passage s'analyse toujours comme une dégradation des conditions de maintien du taux de profit, ce qui conduit à une formulation extensive de l'idée qui est contenue dans la notion de baisse tendancielle du taux de profit : le capitalisme ne peut durablement établir les conditions de son fonctionnement harmonieux ou, pour être moins catégorique, n'y a jamais réussi jusqu'à présent.

Cette dernière proposition représente un point de clivage fondamental entre le marxisme révolutionnaire et la tradition d'interprétation harmoniciste du marxisme : le capitalisme peut fonctionner, mais les dispositifs qui permettent d'assurer ce bon fonctionnement se sont toujours, jusqu'à présent, révélés

contradictoires. Toutes les inventions qui étaient bonnes pour la croissance et le taux de profit - par exemple la progression des salaires, la protection sociale, l'inflation rampante - se sont re-tournées en autant d'obstacles. Ce schéma où les contretendances finissent par s'annuler évoque, sans la reprendre entièrement, la problématique de Marx.

Pour dire les choses autrement, l'onde longue expansive renvoie à la mise en place d'innovations technologiques et institutionnelles qui sou-tiennent durablement le taux de profit tout en accumulant des effets pervers qui font basculer dans une onde longue récessive où, au contraire, le capitalisme se voit incapable de renouer avec une dynamique soutenue.

La crise aujourd'hui

La période que nous vivons actuellement, et c'est particulièrement vrai en France, se caractérise par une situation relativement inédite. Le taux de profit a été rétabli, alors même que la croissance devient de plus en plus fluctuante et oscille autour d'une moyenne très basse par comparaison avec les années soixante. Les instruments d'analyse marxiste permettent assez bien de rendre compte d'une tel-le situation, qui reste au fond incompréhensible pour les néo-classiques qui ne peuvent expliquer pourquoi, alors que le taux de profit a été rétabli, la croissance ne retrouve pas son ni-veau d'antan. Les régulationnistes ne sont pas mieux lotis, eux qui prévoient depuis quinze ans l'émergence d'un nouveau compromis social positif, que l'on ne voit évidemment pas émerger par génération spontanée. La vision marxiste est finalement assez simple dans son principe : le capitalisme vient d'atteindre une nouvelle fois ses limites et se trouve en proie à ses contradictions les plus classiques, que d'aucuns pensaient pourtant définitive-ment dépassées.

Il est, en effet, assez cocasse, d'un certain point de vue, de présenter la montée du chômage comme un phénomène nouveau et surprenant. Il s'agit plutôt d'un retour à une certaine normalité du capitalisme qui tend constamment à fabriquer une « armée industrielle de réserve » dont l'une des fonctions est de venir peser sur les salaires : c'est le fonctionnement normal de la concurrence, le résultat obligé de ce que l'on appelle aujourd'hui compétitivité. A partir du moment où se sont modifiés les rapports de forces qui permettaient de réguler le capitalisme, celui-ci revient spontanément à l'état sauvage. Cette mise en perspective historique conduit rétrospectivement à souligner le caractère exceptionnel des performances enregistrées dans les années d'après-guerre : on comprend mieux maintenant qu'il ne s'agissait pas d'un acquis définitif, mais au contraire d'un « montage » qui a tenu une génération, mais pas plus.

La crise actuelle a évidemment aussi des caractéristiques spécifiques. C'est une société pleinement salariale qui bascule

dans la récession au milieu des années soixante-dix, et l'évolution du système apparaît particulièrement rétrograde. Le capitalisme du début des années soixante-dix était probablement mûr pour une socialisation intégrale de l'investissement, pour un pas-sage presque naturel au socialisme, conforme aux intuitions d'Engels à la fin de sa vie ou de Schumpeter. Ce basculement était, au niveau strictement économique, d'actualité, même s'il n'était réellement porté par aucune force politique ou mouvement social. Ces supputations discutables ne sont avancées ici que pour mieux souligner à quel point l'entrée en crise n'implique pas seulement une pause dans la croissance mais un véritable retour en arrière.

La profondeur de la crise est par ailleurs sans commune mesure avec d'autres expériences passées. C'est la troisième cause des crises qui joue ici de manière extrêmement vigoureuse : l'inadéquation entre les besoins sociaux et l'« offre » capitaliste, autrement dit ce qui est compatible avec les conditions générales de rentabilité, s'est tellement approfondie que l'ensemble du système est plombé vers le bas. Rétablir le profit ne suffit pas, en effet, si l'on n'organise pas des débouchés croissants. On se trouve bloqué et constamment ramené à un taux de croissance médiocre qui finira par en-trâner un nouvel effondrement du profit.

L'analyse marxiste permet donc de comprendre pourquoi cette crise apparaît comme quelque chose de plus grave et de plus profond qu'une simple crise périodique. Et c'est, du point de vue subjectif, la meilleure et la pire des choses. La pire, parce que les moyens de combattre les effets de la crise paraissent hors de portée ; la meilleure, dans la mesure où l'ampleur même de cette crise est porteuse d'une prise de conscience anticapitaliste. Ce qui est en cause, c'est bien la logique économique elle-même, à savoir la satisfaction des besoins sociaux par la production de marchandises. Ce mode d'organisation sociale fonctionne aujourd'hui à l'exclusion et met en place un véritable apartheid social, qui est à la racine du chômage de masse. La vraie sortie de crise est donc radicale-révolutionnaire.

Il n'y a donc pas de crise du marxisme dans le champ de l'économie : comme instrument de connaissance critique, la théorie marxiste continue à bien remplir sa fonction, qui consiste à rendre intelligible la réa-lité économique et sociale. Comme il ne s'agit pas d'un dogme intangible, il existe et il doit exister des controverses, des remises en cause, qui permettent de réorganiser les principales thèses du marxisme et de produire périodiquement des synthèses colle-rentes. Ce travail s'opère évidemment à contre-courant, en raison notamment de l'éviction assez systématique de la pensée critique de l'université et des centres de recherche, sans parler des médias.

Ce qui permet de parler de crise du marxisme se situe en réalité ailleurs, dans l'assimilation du projet marxiste révolutionnaire à la sinistre trajectoire des pays de l'Est. Notre réponse ne consiste pas à séparer le bon grain de l'ivraie, et à se replier ainsi dans la tour d'ivoire de la théorie. Ce serait abandonner ce qui fait la spécificité d'une démarche qui ne vise pas simplement à comprendre le monde, mais aussi à le transformer. L'effort de rénovation théorique doit donc aller de pair avec la revendication d'une continuité entre le projet marxiste révolutionnaire et une démarche actualisée de transformation sociale.

Dans la conjoncture actuelle, un retour aux sources, une relecture des textes fondateurs, à la lumière des évolutions contemporaines, nous semblent une étape nécessaire. On n'en donnera qu'un exemple, qui permettra de conclure et de refermer cet article sur lui-même. On entend souvent parler aujourd'hui de crise de la valeur travail pour désigner le fait que le travail perdrait son rôle primordial dans la socialisation des

individus. Mais ce n'est pas simplement jouer sur les mots que de montrer que cette crise-là est juste-ment une crise de la valeur-travail au sens où l'entend la théorie marxiste. Cette crise signifie en effet que les critères de rationalité d'un mode de production particulier, le capitalisme, tournent de plus en plus à vide, ou en tout cas de manière régressive.

Aller au fond théorique des choses, c'est en même temps redécouvrir, refonder, réinventer - comme on voudra - cette proposition théorique aujourd'hui centrale: puisque la crise est effectivement une crise très profonde, elle ne saurait donc être dépassée que par le renversement du capitalisme.

Le problème qui est posé aujourd'hui avec la lutte contre le chômage, c'est celui de la maîtrise que la société peut exercer sur l'utilisation des ressources dont elle dispose ; la cible, c'est alors la propriété privée des moyens de production. Tout cela est finalement assez classique.

**Maxime Durand,
Critique Communiste n°138, été 1994**

Notes :

1. Manuel Ferez, « Valeur et prix : un essai de critique des propositions néo-ricardiennes », in Critiques de l'économie politique n°10, janvier-mars 1980.
2. Ernest Mandel, Introduction au livre 1 du Capital, Penguin Books, 1981.
3. Karl Marx, Un chapitre inédit du Capital, 10/18, 1971.

Comprendre le capitalisme actuel

Michel Husson

Ce texte reprend deux contributions publiées dans « Le marxisme face au capitalisme contemporain », Cahiers de critique communiste, 2004. Il cherche à éclairer cette question : dans quelle mesure les apports de Marx peuvent-ils permettre de mieux comprendre le fonctionnement du capitalisme contemporain ?

Se réclamer de travaux datant du XIX^{ème} siècle pour analyser la réalité d'aujourd'hui expose évidemment au reproche de sombrer dans un archaïsme dogmatique. Une telle objection est légitime, mais à deux conditions qui méritent d'être précisées. En premier lieu, il ne s'agit pas de dire que les outils conceptuels de Marx peuvent être mobilisés tels quels et que leur usage dispense de toute analyse concrète : par définition, la méthode marxiste interdit de telles facilités. Ensuite, le procès en archaïsme ne peut être mené qu'en s'appuyant sur deux postulats, dont un seul suffirait d'ailleurs à rendre caduque la référence marxienne.

Premier postulat : le capitalisme d'aujourd'hui est qualitativement différent de celui dont disposait Marx comme objet d'étude. Ses analyses pouvaient être utiles pour comprendre le capitalisme du XIX^{ème} siècle, mais ont été rendues obsolètes par les transformations intervenues depuis lors dans les structures et les mécanismes du capitalisme.

Second postulat : la science économique a accompli des progrès qualitatifs, voire opéré des changements de paradigme irréversibles. Dans ce cas, l'analyse marxiste est rendue obsolète, non pas tant en raison des transformations de son objet, mais des progrès de la science économique.

Pour justifier le recours à l'appareil conceptuel marxiste, il faut donc remettre en cause l'un et l'autre de ces postulats. Comme ce n'est pas la fonction de ce texte, on se bornera ici à esquisser la démonstration. Il faut commencer par récuser la conception de la « science économique » comme une science, et en tout cas comme une science unifiée et progressant linéairement. Contrairement par exemple à la physique, les paradigmes de l'économie continuent à coexister de manière conflictuelle, comme ils l'ont toujours fait. L'économie dominante actuelle, dite néo-classique, est construite sur un paradigme qui ne diffère pas fondamentalement de celui d'écoles pré-marxistes ou même pré-classiques. Le débat théorique triangulaire entre l'économie « classique » (Ricardo), l'économie « vulgaire » (Say ou Malthus) et la critique de l'économie politique (Marx) continue à peu près dans les mêmes termes. Les rapports de forces qui existent entre ces trois pôles ont évolué, mais pas selon un schéma d'élimination progressive de paradigmes qui tomberaient peu à peu dans le champ pré-scientifique.

L'économie dominante ne domine pas en raison de ses effets de connaissance propres mais en fonction des rapports de force idéologiques et politiques plus généraux. Pour ne prendre qu'un exemple, on peut évoquer le débat contemporain sur les « trappes à chômage » : des indemnités trop généreuses décourageraient les chômeurs de reprendre un emploi et seraient l'une des causes principales de la persistance du chômage. Or, ce sont exactement les mêmes arguments que ceux qui étaient avancés en Grande-Bretagne pour remettre en cause la loi sur les pauvres (en 1832). Il s'agit d'une question sociale qu'aucun progrès de la science n'est venu trancher.

Quand au second postulat, il faut le récuser également. Le capitalisme contemporain n'est évidemment pas similaire, dans ses formes d'existence, à celui que connaissait Marx. Mais les structures principales de ce système sont restées invariantes, et on peut même soutenir au contraire que le capitalisme contemporain est plus proche d'un fonctionnement « pur » que ne l'était celui des « Trente Glorieuses ».

Si ce double point de vue est adopté (absence de progrès cumulatifs de la « science » économique et invariance des structures capitalistes) il devient licite d'appliquer les schémas marxistes aujourd'hui. Mais cela ne suffit pas : on ne peut se satisfaire d'une version affaiblie du dogmatisme qui consisterait à faire entrer plus ou moins de force la réalité d'aujourd'hui dans un cadre conceptuel marxien. Il faut encore montrer qu'on en tire un bénéfice, une plus-value, et que l'on réussit mieux à comprendre le capitalisme actuel. C'est ce que la suite de ce texte essaie de faire autour de deux questions essentielles (qui ne se situent d'ailleurs pas au même niveau d'abstraction théorique) : la valeur et l'accumulation.

A quoi sert la théorie de la valeur ?

La théorie de la valeur-travail est au coeur de l'analyse marxiste du capitalisme. Il est donc normal de commencer par elle si l'on veut évaluer l'utilité de l'outil marxiste pour la compréhension du capitalisme contemporain. Il n'est pas question ici d'exposer cette théorie dans tous ces développements¹. On peut après tout la résumer très succinctement autour d'une idée centrale : c'est le travail

humain qui est la seule source de création de valeur. Par valeur, il faut entendre ici la valeur monétaire des marchandises produites sous le capitalisme. On se trouve alors confronté à cette véritable énigme, que les transformations du capitalisme n'ont pas fait disparaître, d'un régime économique où les travailleurs produisent l'intégralité de la valeur mais n'en reçoivent qu'une fraction sous forme de salaires, le reste allant au profit. Les capitalistes achètent des moyens de production (machines, matières premières, énergie, etc.) et de la force de travail ; ils produisent des marchandises qu'ils vendent et se retrouvent au bout du compte avec plus d'argent qu'ils n'en ont investi au départ. Le profit est la différence entre le prix de vente et le prix de revient de cette production. C'est ce constat qui sert de définition dans les manuels.

Mais le mystère reste entier. Si j'achète des marchandises dans un magasin et que j'essaie de les revendre plus cher, je n'y arriverai pas, à moins de voler, d'une manière ou d'une autre, mon client, ou de faire de la contrebande: une société ne peut être durablement fondée sur la tromperie et le détournement. Au contraire, le capitalisme fonctionne normalement à partir d'une série d'échanges égaux : à un moment donné, le capitaliste paie des fournitures et ses salariés au prix du marché. Sauf situation exceptionnelle, le salarié reçoit une rétribution de son travail conforme au « prix du marché », même si, par la lutte sociale, il cherche à faire augmenter ce prix.

C'est autour de cette question absolument fondamentale que Marx ouvre son analyse du capitalisme dans *Le Capital*. Avant lui les grands classiques de l'économie politique, comme Smith ou Ricardo, procédaient autrement, en se demandant ce qui réglait le prix relatif des marchandises : pourquoi, par exemple, une table vaut-elle le prix de cinq pantalons ? Très vite, la réponse qui s'est imposée consiste à dire que ce rapport de 1 à 5 reflète plus ou moins le temps de travail nécessaire pour produire un pantalon ou une table. C'est ce que l'on pourrait appeler la version élémentaire de la valeur-travail.

Ensuite, ces économistes - que Marx appelle classiques et qu'il respecte (à la différence d'autres économistes qu'il baptisera « vulgaires ») - cherchent à décomposer le prix d'une marchandise. Outre le prix des fournitures, ce prix incorpore trois grandes catégories, la rente, le profit et le salaire. Cette formule « trinitaire » semble très symétrique : la rente est le prix de la terre, le profit le prix du capital, et le salaire est le prix du travail. D'où la contradiction suivante : d'un côté, la valeur d'une marchandise dépend de la quantité de travail nécessaire à sa production ; mais, d'un autre côté, elle ne comprend pas que du salaire. Cette contradiction se complique quand on remarque, comme le fait Ricardo, que le capitalisme se caractérise par la formation d'un taux général de profit, autrement dit que les capitaux tendent à avoir la même rentabilité quelle que soit la branche dans laquelle ils sont investis. Ricardo se cassera les dents sur cette difficulté.

Marx propose sa solution, qui est à la fois géniale et simple (au moins a posteriori). Il applique à la force de travail, cette marchandise un peu particulière, la distinction classique, qu'il fait sienne, entre valeur d'usage et valeur d'échange. Le salaire est le prix de la force de travail qui est socialement reconnu à un moment donné comme nécessaire à sa reproduction. De ce point de vue, l'échange entre le vendeur de force de travail et le capitaliste est en règle générale un rapport égal. Mais la force de travail a cette propriété particulière - c'est sa valeur d'usage - de produire de la valeur. Le capitaliste s'approprie l'intégralité de cette valeur produite, mais n'en paie qu'une partie, parce que le développement de la société fait que les salariés peuvent produire durant leur temps de travail une valeur plus grande que celle qu'ils vont récupérer sous forme de salaire. Faisons comme Marx, dans les premières lignes du *Capital*, et observons la société comme une « immense accumulation de marchandises » toutes produites par le travail humain. On peut en faire deux tas : le premier tas est formé des biens et services de consommation qui reviennent aux travailleurs ; le second tas, qui comprend des biens dits « de luxe » et des biens d'investissement, correspond à la plus-value.

Le temps de travail de l'ensemble de cette société peut à son tour être décomposé en deux : le temps consacré à produire le premier tas est appelé par Marx le travail nécessaire, et c'est le surtravail qui est consacré à la production du second tas. Cette représentation est au fond assez simple mais, pour y parvenir, il faut évidemment prendre un peu de recul et adopter un point de vue social. C'est précisément ce pas de côté qu'il est si difficile de faire parce que la force du capitalisme est de proposer une vision de la société qui en fait une longue série d'échanges égaux.

Contrairement au féodalisme où le surtravail était physiquement perceptible, qu'il s'agisse de remettre une certaine proportion de la récolte ou d'aller travailler un certain nombre de jours par an sur la terre du seigneur, cette distinction entre travail nécessaire et surtravail devient opaque dans le capitalisme, en raison même des modalités de la répartition des richesses et d'une très profonde division sociale du travail. Or, ce dispositif fonctionne encore aujourd'hui et même, avec la financiarisation, sous une forme exacerbée.

La finance permet-elle de s'enrichir en dormant ?

L'euphorie boursière et les illusions créées par la « nouvelle économie » ont donné l'impression que l'on pouvait « s'enrichir en dormant », bref que la finance était devenue une source autonome de valeur. Ces fantasmes typiques du capitalisme n'ont rien d'original, et on trouve dans Marx tous les éléments pour en faire la critique, notamment dans ses analyses du Livre 2 du *Capital* consacrées au partage du profit entre intérêt et profit d'entreprise. Marx écrit par exemple que : « dans sa

représentation populaire, le capital financier, le capital rapportant de l'intérêt est considéré comme le capital en soi, le capital par excellence ». Il semble en effet capable de procurer un revenu, indépendamment de l'exploitation de la force de travail. C'est pourquoi, ajoute Marx, « pour les économistes vulgaires qui essaient de présenter le capital comme source indépendante de la valeur et de la création de valeur, cette forme est évidemment une aubaine, puisqu'elle rend méconnaissable l'origine du profit et octroie au résultat du procès de production capitaliste - séparé du procès lui-même - une existence indépendante ».

L'intérêt, et en général les revenus financiers, ne représentent pas le « prix du capital » qui serait déterminé par la valeur d'une marchandise particulière, comme ce peut être le cas du salaire pour la force de travail ; il est une clé de répartition de la plus-value entre capital financier et capital industriel. Cette vision « soustractive », où l'intérêt est analysé comme une ponction sur le profit s'oppose totalement à la vision de l'économie dominante, celle que Marx qualifiait déjà de « vulgaire », et qui traite de la répartition du revenu selon une logique additive. Dans la vision apologétique de cette branche de l'économie, la société est un marché généralisé où chacun vient avec ses « dotations », pour offrir sur les marchés ses services sous forme de « facteurs de production ».

Certains offrent leur travail, d'autres de la terre, d'autres du capital, etc. Cette théorie ne dit évidemment rien des bonnes fées qui ont procédé à l'attribution, à chaque « agent », de ses dotations initiales, mais l'intention est claire : le revenu national est construit par agrégation des revenus des différents « facteurs de production » selon un processus qui tend à les symétriser. L'exploitation disparaît, puisque chacun des facteurs est rémunéré selon sa contribution propre.

Ce type de schéma a des avantages mais présente aussi bien des difficultés. Par exemple, des générations d'étudiants en économie apprennent que « le producteur maximise son profit ». Mais comment ce profit est-il calculé ? C'est la différence entre le prix du produit et le coût des moyens de production, donc les salaires mais aussi le « coût d'usage » du capital. Ce dernier concept relativement récent résume à lui seul les difficultés de l'opération, puisqu'il dépend à la fois du prix des machines et du taux d'intérêt. Mais si les machines ont été payées et les intérêts versés, quel est ce profit que l'on maximise ? Question d'autant plus intéressante que ce profit, une fois « maximisé » est nul. Et s'il ne l'est pas, il tend vers l'infini, et la théorie néoclassique de la répartition s'effondre, puisque le revenu devient supérieur à la rémunération de chacun des « facteurs ». La seule manière de traiter cette difficulté est, pour l'économie dominante, de la découper en morceaux et d'apporter des réponses différentes selon les régions à explorer, sans jamais assurer une cohérence d'ensemble, qui ne saurait être donnée que par une théorie de la valeur dont elle ne

dispose pas. Pour résumer ces difficultés, qui ramènent à la discussion de Marx, la théorie dominante oscille entre deux positions incompatibles. La première consiste à assimiler l'intérêt au profit - et le capital emprunté au capital engagé - mais laisse inexplicite l'existence même d'un profit d'entreprise. La seconde consiste à distinguer les deux, mais, du coup, s'interdit la production d'une théorie unifiée du capital. Toute l'histoire de la théorie économique bourgeoise est celle d'un va-et-vient entre ces deux positions contradictoires, et cette question n'a pas été réglée par les développements de la « science économique ». La théorie de la valeur est donc particulièrement utile pour traiter correctement le phénomène de la financiarisation. Une présentation largement répandue consiste à dire que les capitaux ont en permanence le choix de s'investir dans la sphère productive ou de se placer sur les marchés financiers spéculatifs, et qu'ils arbitraient entre les deux en fonction des rendements attendus.

Cette approche a des vertus critiques, mais elle a le défaut de suggérer qu'il y a là deux moyens alternatifs de gagner de l'argent. En réalité, on ne peut s'enrichir en Bourse que sur la base d'une ponction opérée sur la plus-value, de telle sorte que le mécanisme admet des limites, celles de l'exploitation, et que le mouvement de valorisation boursière ne peut s'autoalimenter indéfiniment. D'un point de vue théorique, les cours de Bourse doivent être indexés sur les profits attendus. Cette liaison est évidemment très imparfaite, et dépend aussi de la structure de financement des entreprises : selon que celles-ci se financent principalement ou accessoirement sur les marchés financiers, le cours de l'action sera un indicateur plus ou moins précis.

L'économiste marxiste Anwar Shaikh a exhibé une spécification qui montre que cette relation fonctionne relativement bien pour les Etats-Unis². Il en va de même dans le cas français : entre 1965 et 1995, l'indice de la Bourse de Paris est bien corrélé avec le taux de profit. Mais cette loi a été clairement enfreinte dans la seconde moitié des années 90 : à Paris, le CAC40 a par exemple été multiplié par trois en cinq ans, ce qui est proprement extravagant. Le retournement boursier doit donc être interprété comme une forme de rappel à l'ordre de la loi de la valeur qui se fraie la voie, sans se soucier des modes économiques. Le retour du réel renvoie en fin de compte à l'exploitation des travailleurs, qui est le véritable « fondamental » de la Bourse. La croissance de la sphère financière et des revenus qu'elle procure, n'est possible qu'en proportion exacte de l'augmentation de la plus-value non accumulée, et l'une comme l'autre admettent des limites, qui ont été atteintes.

Fin du travail, et donc de la valeur-travail ?

L'une des objections classiquement adressée à la théorie de la valeur est que les salaires représentent une fraction de plus en

plus réduite des coûts de production (de l'ordre de 20 %). Dans ces conditions, il devient difficile de maintenir que le travail est la seule source de valeur. Cette approche ne résiste cependant pas à l'examen et il suffit de poser cette simple question : à quoi peuvent bien correspondre ces 80 % de coûts non salariaux dans la fabrication d'une automobile ? Si l'on examine les comptes d'une société, on va trouver notamment un poste intitulé achats intermédiaires, qui peut effectivement dépasser la masse salariale. Mais peut-on, surtout si on est marxiste, en rester là, et ne pas examiner de plus près cette rubrique ? On y trouvera par exemple des achats de tôle à l'industrie sidérurgique, ou de pneus, de rétroviseurs, etc. auprès de ce qu'on appelle les équipementiers. S'agit-il pour autant de coûts non salariaux ?

Evidemment non, puisque le coût de ces fournitures incorpore lui-même du travail salarié - c'est le B A BA de la théorie de la valeur - et tout simplement de la comptabilité nationale. La baisse des salaires directs correspond également à une externalisation de certains services (de l'entretien à la recherche) ou à la remise à la sous-traitance de certains segments productifs. Il faut donc consolider, et prendre en compte le travail incorporé dans les prix de toutes ces prestations. On obtient alors une part des salaires dans la valeur ajoutée, qui a certes baissé, mais représente aujourd'hui environ 60 % pour l'ensemble des entreprises. Ces chiffres permettent de vérifier que la fixation des patrons sur la masse salariale n'a rien d'irrationnel mais correspond à une conception très pragmatique du rapport d'exploitation, en l'occurrence plus lucide que celle qui consisterait à s'étonner d'un tel acharnement.

Pour une théorie de la valeur-connaissance ?

Les théorisations de la « nouvelle économie » débouchent sur l'idée que les nouvelles technologies rendraient obsolète la valeur-travail. La détermination de la valeur des marchandises par le travail socialement nécessaire à leur production ne correspondrait plus à la réalité des rapports de production. Ce qui est identifié comme réellement nouveau dans la « nouvelle économie », c'est bien cette perte de substance de la loi de la valeur qui conduit à une mutation profonde, voire à un autodépassement du capitalisme. Plus précisément, les nouvelles technologies introduiraient quatre grandes transformations dans la production des marchandises: immatériabilité, reproductibilité, indivisibilité, et rôle de la connaissance.

Le thème de l'immatériabilité porte à la fois sur les processus de travail et le produit lui-même. Une bonne partie des marchandises de la « nouvelle économie » sont des biens et services immatériels, ou dont le support matériel est réduit à sa plus simple expression. Qu'il s'agisse d'un logiciel, d'un film ou d'un morceau de musique numérisés, ou encore mieux d'une

information, la marchandise moderne tend à devenir «virtuelle».

Ce constat est exact, au moins partiellement, mais ne conduit pas aux implications théoriques supposées. Il ne peut troubler que les partisans d'un marxisme primitif où, sous prétexte de matérialisme, la marchandise est une chose. La montée des services aura au moins permis de liquider cette forme vétuste d'incompréhension de la forme valeur. Ce qui fonde la marchandise, c'est un rapport social très largement indépendant de la forme concrète du produit. Est marchandise ce qui est vendu comme moyen de rentabiliser un capital.

La reproductibilité et l'indivisibilité d'un nombre croissant de biens et de services remettent en cause leur statut de marchandises. Il s'agit là des formes modernes d'une contradiction fondamentale du capitalisme sur lesquelles on reviendra plus bas. Au préalable, il faut analyser le rôle joué par la connaissance dans les processus productifs, qui mettrait particulièrement à mal la théorie de la valeur-travail. Pour Enzo Rullani (3), elle est devenue « un facteur de production nécessaire, autant que le travail et le capital ». Mais sa mise en valeur obéit à des lois « très particulières », si bien que « le capitalisme cognitif fonctionne de manière différente du capitalisme tout court ». Par conséquent, « ni la théorie de la valeur de la tradition marxiste, ni celle libérale, actuellement dominante, ne peuvent rendre compte du processus de transformation de la connaissance en valeur ».

Negri va encore plus loin dans le brouillage du rapport capital-travail : « Le travailleur, aujourd'hui, n'a plus besoin d'instruments de travail (c'est-à-dire de capital fixe) qui soient mis à sa disposition par le capital. Le capital fixe le plus important, celui qui détermine les différentiels de productivité, désormais se trouve dans le cerveau des gens qui travaillent : c'est la machine-outil que chacun d'entre nous porte en lui. C'est cela la nouveauté absolument essentielle de la vie productive aujourd'hui » (4). L'un de ses disciples, Yann Moulier-Boutang, est encore plus catégorique, en affirmant que, dans le capitalisme cognitif, la connaissance « devient la ressource principale de la valeur » et « le lieu principal du procès de valorisation ».

Prétendre que ces transformations suffisent à bouleverser la théorie de la valeur, c'est ramener celle-ci à un simple calcul en temps de travail. Dans les Grundrisse, Marx écrit explicitement le contraire : « ce n'est ni le temps de travail, ni le travail immédiat effectué par l'homme qui apparaissent comme le fondement principal de la production de richesse ; c'est l'appropriation de sa force productive générale, son intelligence de la nature et sa faculté de la dominer, dès lors qu'il s'est constitué en un corps social ; en un mot, le développement de l'individu social représente le fondement essentiel de la production et de la richesse »⁵. Citons encore Marx : «

l'accumulation du savoir, de l'habileté ainsi que de toutes les forces productives générales du cerveau social sont alors absorbées dans le capital qui s'oppose au travail : elles apparaissent désormais comme une propriété du capital, ou plus exactement du capital fixe ».

On voit que l'idée selon laquelle le capital jouit de la faculté de s'approprier les progrès de la science (ou de la connaissance) n'a rien de nouveau dans le champ du marxisme. L'une des caractéristiques intrinsèques du capitalisme, la source essentielle de son efficacité, a toujours résidé dans cette incorporation des capacités des travailleurs à sa machinerie sociale. Le capital, explique Marx, « donne vie à toutes les puissances de la science et de la nature, comme à celles de la combinaison et de la communication sociales pour rendre la création de richesse indépendante (relativement) du temps de travail qui y est affecté ». C'est en ce sens que le capital n'est pas un parc de machines ou d'ordinateurs en réseau, mais un rapport social de domination.

L'analyse du travail industriel a longuement développé ce point de vue. L'analyse de l'oppression des femmes fait jouer un rôle (ou devrait le faire) à la captation par le capital du travail domestique comme facteur de reproduction de la force de travail. L'école publique ne renvoie à rien d'autre qu'à cette forme d'investissement social. L'idée même de distinction entre travail et force de travail repose au fond là-dessus.

Les nouvelles marchandises

Plutôt que par le recours à la « connaissance », le capitalisme contemporain se caractérise, dans un nombre croissant de secteurs, par une structure de coûts particulière :

- une mise de fonds initiale importante et concentrée dans le temps, où les dépenses de travail qualifié occupent une place croissante ;
- une dévalorisation rapide des investissements qu'il faut donc amortir et rentabiliser sur une période courte ;
- des coûts variables de production ou de reproduction relativement faibles ; - la possibilité d'appropriation à peu près gratuite de l'innovation ou du produit (logiciel, oeuvre d'art, médicament, information, etc.).

Tout cela ne devrait pas a priori poser de problème particulier : la valorisation du capital passe par la formation d'un prix qui doit couvrir les coûts variables de la production, l'amortissement du capital fixe calculé en fonction de sa durée de vie économique, plus le taux de profit moyen. Quand l'innovation permet de produire moins cher les mêmes marchandises, le premier capital à le mettre en oeuvre bénéficie d'une prime, ou d'une rente (une plus-value « extra » disait Marx) qui rétribue transitoirement l'avance technologique. Ses concurrents vont être amenés à introduire

la même innovation, afin de bénéficier eux aussi de ces surprofits, ou tout simplement pour résister à la concurrence.

Une difficulté supplémentaire apparaît chaque fois que les firmes concurrentes peuvent se mettre à niveau à un coût très réduit, car cette possibilité a pour effet de dévaloriser instantanément le capital qui correspondait à la mise de fonds initiale. Une caractéristique du capitalisme contemporain est précisément la reproductibilité à coût très faible d'un nombre croissant de marchandises et c'est une autre caractéristique des marchandises « virtuelles » qui pose des problèmes particuliers aux exigences de rentabilité. De manière stylisée, ces marchandises nécessitent un investissement de conception très lourd, mais leur production est ensuite presque gratuite. Du dernier CD de Michael Jackson à la plus récente molécule anti-Sida, on peut donner de nombreux exemples de cette configuration qui entre en contradiction avec la logique de rentabilisation du capital, en raison d'une autre véritable nouveauté. Une fois que le produit a été conçu, la mise de fonds n'est plus nécessaire pour les nouveaux entrants.

Une notion voisine est celle d'indivisibilité, pour reprendre l'expression utilisée à propos des services publics. Elle s'applique bien à l'information : une fois celle-ci produite, sa diffusion ne prive personne de sa jouissance, contrairement par exemple à un livre que je ne peux lire si je l'ai donné ou prêté. Dans la mesure où les nouvelles technologies introduisent une telle logique, elles apparaissent comme contradictoires avec la logique marchande capitaliste. Potentiellement, le capitalisme ne peut plus fonctionner, en tout cas pas avec ses règles habituelles. Rullani a raison de dire que la valeur de la connaissance ne dépend pas de sa rareté mais « découle uniquement des limitations établies, institutionnellement ou de fait, à l'accès de la connaissance ». Pour valoriser cette forme de capital, il faut paradoxalement « limiter temporairement la diffusion » de ce qu'il a permis de mettre au point, ou alors en « réglementer l'accès ».

L'actualité est remplie d'exemples qui illustrent cette analyse, qu'il s'agisse de Microsoft, de Napster ou des projets de CD non reproductibles pour répondre aux copies pirates. Comme le dit encore Rullani, « la valeur d'échange de la connaissance est donc entièrement liée à la capacité pratique de limiter sa diffusion libre. C'est-à-dire de limiter avec des moyens juridiques (brevets, droits d'auteur, licence, contrats) ou monopolistes, la possibilité de copier, d'imiter, de « réinventer », d'apprendre les connaissances des autres ».

Mais admettons même une large diffusion de ce nouveau type de produits potentiellement gratuits. Plutôt que l'émergence d'un nouveau mode de production, l'analyse qui précède montre qu'il faut y voir le creusement d'une contradiction absolument classique entre la forme que prend le développement des forces productives (la diffusion gratuite

potentielle) et les rapports de production capitalistes qui cherchent à reproduire le statut de marchandise, à rebours des potentialités des nouvelles technologies. On retrouve ici la description avancée par Marx de cette contradiction majeure du capital : « d'une part, il éveille toutes les forces de la science et de la nature ainsi que celles de la coopération et de la circulation sociales, afin de rendre la création de richesse indépendante (relativement) du temps de travail utilisé pour elle. D'autre part, il prétend mesurer les gigantesques forces sociales ainsi créées d'après l'étalon du temps de travail, et les enserrer dans les limites étroites, nécessaires au maintien, en tant que valeur, de la valeur déjà produite. Les forces productives et les rapports sociaux - simples faces différentes du développement de l'individu social - apparaissent uniquement au capital comme des moyens pour produire à partir de sa base étriquée. Mais, en fait, ce sont des conditions matérielles, capables de faire éclater cette base. »

Parce qu'elle oublie ces contradictions entre nouvelles technologies et loi de la valeur, la théorie du « capitalisme cognitif » repose donc sur un contresens fondamental. Elle envisage une nouvelle phase du capitalisme dotée d'une logique spécifique et de nouvelles lois, en particulier dans la détermination de la valeur. Fascinée par son objet, l'école cognitive prête ainsi au capitalisme contemporain une cohérence dont il est bien loin de disposer et se situe à sa manière dans une certaine logique régulationniste qui postule une infinie capacité du capitalisme à se rénover. Dans son dernier livre André Gorz (6), a une formule qui résume à merveille l'incohérence de ces théories : « le capitalisme cognitif, c'est la contradiction du capitalisme ». Les mutations technologiques montrent en effet que ce mode de production est, comme l'envisageait Marx, « parvenu dans son développement des forces productives à une frontière, passé laquelle il ne peut tirer pleinement partie de ses potentialités qu'en se dépassant vers une autre économie ».

C'est donc le capitalisme, et non ses analyses marxistes, qui confine l'économie à la sphère de la valeur d'échange, où la valeur-richesse n'est là que comme un moyen. Et c'est bien sa faiblesse majeure que d'avoir de plus en plus de mal à donner une forme marchande à des valeurs d'usage nouvelles, immatérielles et potentiellement gratuites. C'est donc sur la base d'un autre contresens que les théoriciens du capitalisme cognitif se réclament de Marx, et particulièrement des pages des Grundrisse où il aborde ces questions et que l'on vient de commenter. La conclusion de Marx est en effet que, pour sortir de cette contradiction, « il faut que ce soit la masse ouvrière elle-même qui s'approprie son surtravail ». Et c'est seulement « lorsqu'elle a fait cela » (autrement dit la révolution sociale) que l'on en arrive au point où « ce n'est plus alors aucunement le temps de travail, mais le temps disponible qui est la mesure de la richesse ».

La marchandise contre les besoins

Le capitalisme d'aujourd'hui se distingue par un projet systématique, voire dogmatique, de transformer en marchandises ce qui ne l'est pas ou ne devrait pas l'être. Un tel projet est doublement réactionnaire : il affirme à la fois la volonté du capitalisme de retourner à son état de nature en effaçant tout ce qui avait pu le civiliser ; il révèle son incapacité profonde à prendre en charge les problèmes nouveaux qui se posent à l'humanité.

Le capitalisme veut bien répondre à des besoins rationnels et à des aspirations légitimes, comme soigner les malades du Sida ou limiter les émissions de gaz à effet de serre ; mais c'est à la condition que cela passe sous les fourches caudines de la marchandise et du profit. Dans le cas du Sida, le principe intangible est de vendre les médicaments au prix qui rentabilise leur capital, et tant pis si ce prix n'est abordable que par une minorité des personnes concernées. C'est bien la loi de la valeur qui s'applique ici, avec son efficacité propre, qui n'est pas de soigner le maximum de malades mais de rentabiliser le capital investi. Les luttes qui visent, non sans succès, à contrer ce principe d'efficacité ont un contenu anticapitaliste immédiat, puisque l'alternative est de financer la recherche sur fonds publics et ensuite de distribuer les médicaments en fonction du pouvoir d'achat des patients, y compris gratuitement. Quand les grands groupes pharmaceutiques s'opposent avec acharnement à la production et à la diffusion de médicaments génériques, c'est le statut de marchandises et c'est le statut de capital de leurs mises de fonds qu'ils défendent, avec une grande lucidité.

Il en va de même pour l'eau qui a suscité de nombreuses luttes à travers le monde, et on retrouve la même opposition à propos de cette question écologique fondamentale qu'est la lutte contre l'effet de serre. Là encore, les puissances capitalistes (groupes industriels et gouvernements) refusent le moindre pas vers une solution rationnelle qui serait la planification énergétique à l'échelle planétaire. Ils cherchent des succédanés qui ont pour nom « éco-taxe » ou « droits à polluer ». Il s'agit pour eux de faire rentrer la gestion de ce problème dans l'espace des outils marchands où, pour aller vite, on joue sur les coûts et les prix, au lieu de jouer sur les quantités. Il s'agit de créer de pseudo-marchandises et de pseudo-marchés, dont l'exemple le plus caricatural est le projet de marché des droits à polluer. C'est une pure absurdité qui ne résiste même pas aux contradictions inter-impérialistes, comme l'a montré la dénonciation unilatérale par les Etats-Unis de l'accord de Kyoto, pourtant bien timide.

Dans le même temps, le capitalisme contemporain vise à organiser l'économie mondiale et l'ensemble des sociétés selon ses propres modalités, qui tournent le dos aux objectifs de bien-être. Le processus de constitution d'un marché mondial est

mené de manière systématique et vise au fond l'établissement d'une loi de la valeur internationale. Mais ce projet se heurte à de profondes contradictions, parce qu'il repose sur la négation des différentiels de productivité qui font obstacle à la formation d'un espace de valorisation homogène. Cet oubli conduit à des effets d'éviction qui impliquent l'élimination potentielle de tout travail qui ne se hisse pas d'emblée aux normes de rentabilité les plus élevées, celles que le marché mondial tend à universaliser. Les pays sont alors fractionnés entre deux grands secteurs, celui qui s'intègre au marché mondial, et celui qui doit en être tenu à l'écart. Il s'agit alors d'un anti-modèle de développement, et ce processus de dualisation des pays du Sud est strictement identique à ce que l'on appelle exclusion dans les pays du Nord.

C'est enfin la force de travail elle-même que le patronat voudrait ramener à un statut de pure marchandise. Le projet de « refondation sociale » du Medef exprimait bien cette ambition de n'avoir à payer le salarié qu'au moment où il travaille pour le patron, ce qui signifie réduire au minimum et reporter sur les finances publiques les éléments de salaire socialisé, remarchandiser les retraites, et faire disparaître la notion même de durée légale du travail. Ce projet tourne le dos au progrès social qui passe au contraire par la démarchandisation et le temps libre. Il ne faut pas compter ici sur les innovations de la technique pour atteindre cet objectif mais sur un projet radical de transformation sociale qui est le seul moyen de renvoyer la vieille loi de la valeur au rayon des antiquités. La lutte pour le temps libre comme moyen privilégié de redistribuer les gains de productivité est alors la voie royale pour faire que le travail ne soit plus une marchandise et que l'arithmétique des besoins sociaux se substitue à celle du profit : « la production basée sur la valeur d'échange s'effondre de ce fait, et le procès de production matériel immédiat se voit lui-même dépouillé de sa forme mesquine, misérable, antagonique. C'est alors le libre développement des individualités. Il ne s'agit plus dès lors de réduire le temps de travail nécessaire en vue de développer le surtravail, mais de réduire en général le travail nécessaire de la société à un minimum » (7)

La théorie de l'accumulation

La théorie marxiste de l'accumulation et de la reproduction du capital propose un cadre d'analyse de la trajectoire du mode de production capitaliste. Ce dernier est doté d'un principe d'efficacité spécifique, qui ne l'empêche pas de buter régulièrement sur des contradictions (qu'il a jusqu'ici réussi à surmonter). Son histoire lui a fait parcourir différentes phases qui le rapprochent d'une crise systémique, mettant en cause son principe central de fonctionnement, sans qu'il soit pour autant possible d'en déduire l'inéluctabilité de son effondrement final.

Commençons par une apologie paradoxale : le capitalisme est, dans l'histoire de l'humanité, le premier mode de production à faire preuve d'un tel dynamisme. On peut le mesurer par exemple à l'essor sans précédent de la productivité du travail depuis le milieu du XIX^{ème} siècle, qui faisait dire à Marx que le capitalisme révolutionnait les forces productives. Cette performance découle de sa caractéristique essentielle, qui est la concurrence entre capitaux privés mus par la recherche de la rentabilité maximale. Cette concurrence débouche sur une tendance permanente à l'accumulation du capital (« la Loi et les prophètes » disait Marx), qui bouleverse en permanence les méthodes de production et les produits eux-mêmes et ne se contente pas d'augmenter l'échelle de la production.

Ces atouts ont pour contrepartie des difficultés structurelles de fonctionnement, qui se manifestent par des crises périodiques. On peut repérer deux contradictions absolument centrales qui combinent une tendance à la suraccumulation, d'une part, à la surproduction d'autre part. La tendance à la suraccumulation est la contrepartie de la concurrence : chaque capitaliste tend à investir pour gagner des parts de marché, soit en baissant ses prix, soit en améliorant la qualité du produit. Il y est d'autant plus encouragé que le marché est porteur et la rentabilité élevée. Mais la somme de ces actions, rationnelles quand elles sont prises séparément, conduit presque automatiquement à une suraccumulation. Autrement dit, il y a globalement trop de capacités de production mises en place, et par suite trop de capital pour qu'il puisse être rentabilisé au même niveau qu'avant. Ce qui est gagné en productivité se paie d'une augmentation de l'avance en capital par poste de travail, ce que Marx appelait la composition organique du capital.

La seconde tendance concerne les débouchés. La suraccumulation entraîne la surproduction, en ce sens qu'on produit aussi trop de marchandises par rapport à ce que le marché peut absorber. Ce déséquilibre provient d'une sous-consommation relative, chaque fois que la répartition des revenus ne crée pas le pouvoir d'achat nécessaire pour écouler la production. Marx a longuement étudié les conditions de la reproduction du système, que l'on peut résumer en disant que le capitalisme utilise un moteur à deux temps : il lui faut du profit, bien sûr, mais il faut aussi que les marchandises soient effectivement vendues, de manière à empêcher réellement ce profit, à le « réaliser » pour reprendre le terme de Marx. Il montre que ces conditions ne sont pas absolument impossibles à atteindre mais que rien ne garantit qu'elles soient durablement satisfaites.

La concurrence entre capitaux individuels porte en permanence le risque de suraccumulation, et donc de déséquilibre entre les deux grandes « sections » de l'économie : celle qui produit les moyens de production (biens d'investissement, énergie, matières premières, etc.) et celle qui produit les biens de consommation. Mais la source principale

de déséquilibre est la lutte de classes : chaque capitaliste à tout intérêt à baisser les salaires de ses propres salariés, mais si tous les salaires sont bloqués, alors les débouchés viennent à manquer. Il faut alors que le profit obtenu grâce au blocage des salaires soit redistribué vers d'autres couches sociales qui le consomment et se substituent ainsi à la consommation des salariés défailante.

Le fonctionnement du capitalisme est donc irrégulier par essence. Sa trajectoire est soumise à deux sortes de mouvement qui n'ont pas la même ampleur. Il y a d'un côté le cycle du capital qui conduit à la succession régulière de booms et de récessions. Ces crises périodiques plus ou moins marquées, font partie du fonctionnement « normal » du capitalisme. Il s'agit de « petites crises » dont le système sort de manière automatique : la phase de récession conduit à la dévalorisation du capital et crée les conditions de la reprise. C'est l'investissement qui constitue le moteur de ces fluctuations en quelque sorte automatiques.

La théorie des ondes longues

Mais le capitalisme a une histoire, qui ne fait pas que répéter ce fonctionnement cyclique et qui conduit à la succession de périodes historiques, marquées par des caractéristiques spécifiques. La théorie des ondes longues développées par Ernest Mandel (8) conduit au repérage résumé dans le tableau suivant.

Tableau 1. La succession des ondes longues

	<i>phase expansive</i>	<i>phase récessive</i>
1ère onde longue	1789-1816	1816-1847
2ème onde longue	1848-1873	1873-1896
3ème onde longue	1896-1919	1920-1919/45
4ème onde longue	1945-1968 (les « Trente Glorieuses »)	1968/73- ? (« la Crise »)

Sur un rythme beaucoup plus long, le capitalisme connaît ainsi une alternance de phases expansives et de phases récessives. Cette présentation synthétique appelle quelques précisions. La première est qu'il ne suffit pas d'attendre 25 ou 30 ans. Si Mandel parle d'onde plutôt que de cycle, c'est bien que son approche ne se situe pas dans un schéma généralement attribué - et probablement à tort - à Kondratieff, de mouvements réguliers et alternés des prix et de la production⁹. L'un des points importants de la théorie des ondes longues est de rompre la symétrie des retournements : le passage de la phase expansive à la phase dépressive est « endogène », en ce sens qu'il résulte du jeu des mécanismes internes du système. Le passage de la phase dépressive à la phase expansive est au contraire exogène, non automatique, et suppose une reconfiguration de l'environnement social et institutionnel.

L'idée clé est ici que le passage à la phase expansive n'est pas donné d'avance et qu'il faut reconstituer un nouvel « ordre productif ». Cela prend le temps qu'il faut, et il ne s'agit donc pas d'un cycle semblable au cycle conjoncturel dont la durée peut être reliée à la durée de vie du capital fixe.

Voilà pourquoi cette approche ne confère aucune primauté aux innovations technologiques : dans la définition de ce nouvel ordre productif, les transformations sociales (rapport de forces capital-travail, degré de socialisation, conditions de travail, etc.) jouent un rôle essentiel.

Le déroulé des ondes longues a évidemment quelque chose à voir avec le taux de profit. Mais cela ne veut pas dire que la phase expansive se déclenche automatiquement dès que le taux de profit franchit un certain seuil. C'est là une condition nécessaire mais pas suffisante. Il faut que la manière dont se rétablit le taux de profit apporte une réponse adéquate à d'autres questions portant notamment sur la réalisation. Voilà pourquoi la succession des phases n'est en rien donnée à l'avance. Périodiquement, le capitalisme doit ainsi redéfinir les modalités de son fonctionnement et mettre en place un « ordre productif », qui réponde de manière cohérente à un certain nombre de questions quant à l'accumulation et à la reproduction. Il faut en particulier combiner quatre éléments (10) :

- un mode d'accumulation qui règle les modalités de la concurrence entre capitaux et du rapport capital-travail ;
- la technologie : un type de forces productives matérielles ;
- la régulation sociale : droit du travail, protection sociale, etc. ;
- le type de division internationale du travail.

Le taux de profit est un bon indicateur synthétique de la double temporalité du capitalisme. A court terme, il fluctue avec le cycle conjoncturel, tandis que ses mouvements de long terme résument les grandes phases du capitalisme. La mise en place d'un ordre productif cohérent se traduit par son maintien à un niveau élevé et à peu près « garanti ». Au bout d'un certain temps, le jeu des contradictions fondamentales du système dégrade cette situation, et la crise est toujours et partout marquée par une baisse significative du taux de profit. Celle-ci reflète une double incapacité du capitalisme à reproduire le degré d'exploitation des travailleurs et à assurer la réalisation des marchandises. La mise en place progressive d'un nouvel ordre productif se traduit par un rétablissement plus ou moins rapide du taux de profit. C'est de cette manière qu'il nous semble utile de reformuler la loi de la baisse tendancielle du taux de profit : ce dernier ne baisse pas de manière continue mais les mécanismes qui le poussent à la baisse finissent toujours par l'emporter sur ce que Marx appelait les contretendances. L'exigence d'une refonte de l'ordre productif réapparaît donc périodiquement.

L'approche marxiste de la dynamique longue du capital pourrait en fin de compte être résumée de la manière suivante : la crise est certaine, mais la catastrophe ne l'est pas. La crise est certaine, en ce sens que tous les arrangements que le capitalisme s'invente, ou qu'on lui impose, ne peuvent supprimer durablement le caractère déséquilibré et contradictoire de son fonctionnement. Seul le passage à une autre logique pourrait déboucher sur une régulation stable. Mais ces remises en cause périodiques qui scandent son histoire n'impliquent nullement que le capitalisme se dirige inexorablement vers l'effondrement final. A chacune de ces « grandes crises », l'option est ouverte : soit le capitalisme est renversé, soit il rebondit sous des formes qui peuvent être plus ou moins violentes (guerre, fascisme), et plus ou moins régressives (tournant néo-libéral). C'est dans ce cadre que l'on doit examiner la trajectoire du capitalisme contemporain.

Pas de solutions technologiques aux contradictions du capitalisme

La productivité du travail mesure le volume de biens et de services produit par heure de travail et constitue une bonne approximation du degré de développement des forces productives ; elle joue donc un rôle décisif dans la dynamique du capitalisme. Certes, l'analyse marxiste classique décompose le taux de profit en deux éléments : le taux d'exploitation et la composition organique du capital ; mais ces deux grandeurs dépendent à leur tour de la productivité du travail. Le taux d'exploitation dépend de l'évolution du salaire, et l'efficacité du capital de celle du capital par tête, rapportées dans l'un et autre cas à la productivité du travail. De manière synthétique, on peut dire que le taux de profit va monter ou baisser selon que l'augmentation du salaire réel est ou n'est pas compensée par l'amélioration de la « productivité globale des facteurs », définie comme une moyenne pondérée de la productivité du travail et de la productivité du capital.

C'est paradoxalement chez les partisans de la « nouvelle économie » que l'on assiste à une résurgence d'un marxisme vulgaire, selon lequel la technique décide de tout. Puisqu'il y a des nouvelles technologies, il doit donc y avoir aussi plus de productivité, plus de croissance et plus d'emplois. C'est sur ce raisonnement simpliste qu'a été construite la théorie du « capitalisme patrimonial » avancée par Michel Aglietta (11). Son hypothèse fondamentale était que la « net économie » allait procurer au capitalisme une source renouvelée de productivité permettant de stabiliser le taux de profit à un niveau élevé tout en redistribuant une partie du produit, non plus sous forme de salaire mais de rémunérations financières.

C'est donc dans la plus belle tradition d'un marxisme kominternien que les nouvelles technologies étaient invoquées comme la source automatique de nouveaux profits et même d'un nouveau modèle social. Personne ne songerait

évidemment à nier l'ampleur intrinsèque des innovations dans le domaine de l'information et de la communication, mais ce sont les autres maillons du raisonnement qui font problème. Un prix Nobel, Robert Solow, a même donné son nom à un paradoxe qui consistait justement à remarquer que l'informatisation ne donnait pas lieu aux gains de productivité attendus.

Apparemment, le récent cycle de croissance aux Etats-Unis a mis fin à ce paradoxe, puisque l'on a enregistré un bond en avant des gains de productivité. Ce serait la base sur laquelle pourrait s'amorcer une nouvelle phase de croissance longue. Mais ce pronostic se heurte à trois incertitudes. La première porte sur la durabilité du phénomène aux Etats-Unis mêmes : s'agit-il d'un cycle high tech, limité dans le temps ? La diffusion des gains de productivité peut-elle gagner l'ensemble des secteurs ? Le second doute, encore plus fort, concerne l'extension possible de ce modèle au reste du monde, dans la mesure où il repose sur la capacité particulière des Etats-Unis à drainer les capitaux en provenance du monde, en contrepartie d'un déficit commercial qui se creuse chaque année. Enfin, et surtout on doit s'interroger sur la légitimité du modèle social, inégalitaire et régressif, associé à ces transformations du capitalisme.

Ces interrogations peuvent être éclairées par un autre constat : le retournement de la « nouvelle économie » provient, très classiquement, d'une baisse du taux de profit. C'est pourquoi un économiste qui a pourtant peu de choses à voir avec le marxisme a pu affirmer : « Marx is back »¹². Le surcroît de productivité a en effet été chèrement payé par un surinvestissement finalement coûteux, qui a conduit à une augmentation de la composition organique du capital, tandis que le taux d'exploitation finissait par baisser.

Gains de productivité et intensification du travail

Il est une autre manière de questionner le lien entre innovations technologiques et gains de productivité, en montrant que ces derniers résultent de méthodes très classiques d'intensification du travail. Les transformations induites par Internet, pour prendre cet exemple, n'ont qu'un rôle accessoire dans la genèse des gains de productivité. La commande en ligne fait gagner au mieux une journée par rapport au remplissage d'un formulaire ou à la consultation d'un catalogue, pour une réactivité qui est rarement supérieure. Ce qui se passe ensuite dépend essentiellement de la chaîne d'assemblage et de la capacité à mettre en oeuvre une fabrication modulaire, et la viabilité de l'ensemble repose au bout du compte sur la qualité des circuits d'approvisionnement physiques. A partir du moment où elles ne sont pas elles-mêmes transmissibles par Internet, les marchandises commandées doivent bien circuler en sens inverse. Les gains de productivité ne découlent pas tant du recours à Internet et s'obtiennent en coulisses ; ils

dépendent de la capacité à faire travailler les salariés avec des horaires ultra-flexibles (sur la journée, sur la semaine ou sur l'année, en fonction du type de produit) et à intensifier et fluidifier les réseaux d'approvisionnement, avec une prime aux livraisons individuelles et au transport routier. C'est ce qui conduit à présenter la flexibilisation du travail comme un impératif technique.

Bien des analyses du capitalisme contemporain adoptent ainsi une représentation idéologique de la technique, qui vient constamment faire obstacle à une étude raisonnée de ce qui est vraiment nouveau. Cette idéologie est d'autant plus puissante qu'elle prend appui sur la fascination exercée par des technologies effectivement prodigieuses. Mais, du coup, elle biaise toutes les interprétations dans le sens d'une sous-estimation systématique du rôle des processus de travail. Que ce soit délibéré ou non, le résultat est atteint lorsque les enjeux sociaux des nouvelles technologies sont repoussés dans les coulisses, au rang des vieilles questions sans intérêt. On fabrique ainsi une représentation du monde, où les travailleurs du virtuel deviennent l'archétype du salarié du XXI^{ème} siècle, alors que la mise en oeuvre par le capital de ces nouvelles technologies fabrique au moins autant d'emplois peu qualifiés que de postes d'informaticiens.

Malgré tous les discours grandiloquents sur les stock options et l'association de ces nouveaux héros du travail intellectuel à la propriété du capital, les rapports de classe fondamentaux sont toujours des rapports de domination. La dévalorisation permanente du statut des professions intellectuelles, la déqualification ininterrompue des métiers de la connaissance, tendent à reproduire le statut de prolétaire, et s'opposent ainsi totalement à des schémas naïfs de montée universelle des qualifications et d'émergence d'un nouveau type de travailleur.

Certes, on peut faire confiance aux nouveaux entrepreneurs pour réduire au minimum leurs dépenses et pour chercher à imposer leurs revendications extravagantes en matière d'organisation du travail. Pourtant il aurait dû sembler évident que bien des projets ne pouvaient accéder à la rentabilité. C'est ce que les multiples faillites de start-ups prometteuses sont venus démontrer. Ce sont des arguments très classiques de rentabilité qui ont rattrapé la « nouvelle économie » et décidé de la viabilité de ces entreprises. Le recours aux nouvelles technologies n'était donc pas en soi une garantie, ni un moyen magique d'échapper aux contraintes de la loi de la valeur.

La reproduction difficile

Pour fonctionner de manière relativement harmonieuse, le capitalisme a besoin d'un taux de profit suffisant, mais aussi de débouchés. Mais cela ne suffit pas, et une condition supplémentaire doit être satisfaite, qui porte sur la forme de ces débouchés : ils doivent correspondre aux secteurs susceptibles,

grâce aux gains de productivité induits, de rendre compatible une croissance soutenue avec un taux de profit maintenu.

Or, cette adéquation est constamment remise en cause par l'évolution des besoins sociaux. Dans la mesure où le blocage salarial s'est imposé comme le moyen privilégié de rétablissement du profit en Europe, la croissance possible était a priori contrainte. Mais ce n'est pas la seule raison, qu'il faut plutôt trouver dans les limites de taille et de dynamisme de ces nouveaux débouchés. La multiplication de biens innovants n'a pas suffi à constituer un nouveau marché d'une taille aussi considérable que la filière automobile, qui entraînait non seulement l'industrie automobile mais les services d'entretien et les infrastructures routières et urbaines. L'extension relativement limitée des marchés potentiels n'a pas non plus été compensée par la croissance de la demande.

Il manquait de ce point de vue un élément de bouclage important qui devait mener des gains de productivité à des progressions rapides de la demande en fonction des baisses de prix relatives induites par les gains de productivité.

On assiste ensuite à une dérive de la demande sociale, des biens manufacturés vers les services, qui correspond mal aux exigences de l'accumulation du capital. Le déplacement se fait vers des zones de production (de biens ou de services) à faible potentiel en productivité. Dans les coulisses de l'appareil productif aussi, les dépenses de services voient leur proportion augmenter.

Cette modification structurelle de la demande sociale est à nos yeux l'une des causes essentielles du ralentissement de la productivité qui vient ensuite raréfier les opportunités d'investissement rentables. Ce n'est pas avant tout parce que l'accumulation a ralenti que la productivité a elle-même déceléré. C'est au contraire parce que la productivité - en tant qu'indicateur de profits anticipés - a ralenti, que l'accumulation est à son tour découragée et que la croissance est bridée, avec des effets en retour supplémentaires sur la productivité. Un autre élément à prendre en considération est également la formation d'une économie réellement mondialisée qui, en confrontant les besoins sociaux élémentaires au Sud avec les normes de compétitivité du Nord, tend à évincer les producteurs (et donc les besoins) du Sud. Dans ces conditions, la distribution de revenus ne suffit pas, si ceux-ci se dépensent dans des secteurs dont la productivité - inférieure ou moins rapidement croissante - vient peser sur les conditions générales de la rentabilité.

Comme le transfert n'est pas freiné ou compensé en raison d'une relative saturation de la demande adéquate, le salaire cesse en partie d'être un débouché adéquat à la structure de l'offre et doit donc être bloqué. L'inégalité de la répartition au profit de couches sociales aisées (au niveau mondial également)

représente alors, jusqu'à un certain point, une issue à la question de la réalisation du profit.

L'enlèvement du capitalisme dans une phase dépressive résulte donc d'un écart croissant entre la transformation des besoins sociaux et le mode capitaliste de reconnaissance, et de satisfaction, de ces besoins. Mais cela veut dire sans doute aussi que le profil particulier de la phase actuelle mobilise, peut-être pour la première fois dans son histoire, les éléments d'une crise systémique du capitalisme. On peut même avancer l'hypothèse que le capitalisme a épuisé son caractère progressiste en ce sens que sa reproduction passe dorénavant par une involution sociale généralisée. En tout cas, on doit constater que ses capacités actuelles d'ajustement se restreignent, dans ses principales dimensions, technologique, sociale et géographique. Notre interprétation du « paradoxe de Solow » suggère qu'il existe un progrès technique autonome latent assorti d'importants gains de productivité virtuels. Mais la mobilisation de ces potentialités se heurte à une triple limite :

- l'insuffisance de l'accumulation représente un frein à la diffusion des nouveaux équipements et au rajeunissement rapide du stock de capital ;
- l'imbrication croissante entre l'industrie et les services au cœur même de l'appareil productif contribue à tirer vers le bas les performances globales de la productivité ;
- l'insuffisant dynamisme de la demande renforce l'effet précédent et y ajoute un facteur spécifique d'inadéquation entre débouchés et offre productive, à la fois par baisse de l'élasticité de la demande aux prix des nouveaux produits, et par déplacement de la demande sociale vers des services à moindre productivité.

Si la technologie ne permet donc plus de modérer la satisfaction des besoins sociaux sous l'espèce de marchandises à forte productivité, cela veut dire que l'adéquation aux besoins sociaux est de plus en plus menacée et que les inégalités croissantes dans la répartition des revenus deviennent la condition de réalisation du profit. C'est pourquoi, dans sa dimension sociale, le capitalisme est incapable de proposer un « compromis institutionnalisé » acceptable, autrement dit un partage équitable des fruits de la croissance. Il revendique, d'une manière complètement contradictoire avec le discours élaboré durant « l'Age d'or » des années d'expansion, la nécessité de la régression sociale pour soutenir le dynamisme de l'accumulation. Il semble incapable, sans modification profonde des rapports de force, de revenir de lui-même à un partage plus équilibré de la richesse.

Enfin, du point de vue géographique, le capitalisme a perdu sa vocation d'extension en profondeur. L'ouverture de vastes marchés potentiels après la chute du Mur de Berlin n'a pas constitué le nouvel Eldorado imaginé, et donc pas non plus le « choc exogène » salvateur. La structuration de l'économie

mondiale tend à renforcer les mécanismes d'éviction en contraignant les pays du Sud à un impossible alignement sur des normes d'hyper-compétitivité. De plus en plus, la figure harmonieuse de la Triade est remplacée par des rapports conflictuels entre les trois pôles dominants. Le dynamisme récent des Etats-Unis ne jette pas les bases d'un régime de croissance qui pourrait ensuite se renforcer en s'étendant au reste du monde. Ses contreparties apparaissent de plus en plus évidentes sous forme d'étouffement de la croissance en Europe et encore plus au Japon. C'est pourquoi, la période ouverte par le dernier retournement conjoncturel est placée sous le signe d'une montée des tensions entre les pôles dominants de l'économie mondiale et d'une instabilité accrue de cette dernière.

Bref, les possibilités de remodelage de ces trois dimensions (technologique, sociale, géographique) susceptibles de fournir le cadre institutionnel d'une nouvelle phase expansive semblent limitées et cette onde longue est vraisemblablement appelée à s'étirer dans la faible croissance. Pour paraphraser une formule célèbre, le fordisme a sans doute représenté « le stade suprême du capitalisme », ce qu'il avait de mieux à offrir. Le fait qu'il retire ostensiblement cette offre marque de sa part la revendication d'un véritable droit à la régression sociale.

Nouvelle économie, nouvelle onde longue ?

Sommes-nous entrés dans une nouvelle phase de croissance durable? On peut rassembler les éléments de réponse déjà proposés en énonçant de manière synthétique les ingrédients d'une phase expansive : un niveau suffisamment élevé du taux de profit et la reprise de l'accumulation comme conditions immédiates; un environnement relativement stable, notamment du point de vue de la structuration de l'économie mondiale, assurant les conditions de maintien du taux de profit à ce niveau élevé. Ce premier ensemble de conditions définit un schéma de reproduction établissant qui achète ce qui est produit. Il faut y ajouter des exigences de légitimité sociale qui définit un « ordre productif » et garantit la reproduction générale du modèle.

Depuis la contre-révolution néo-libérale, les débats oscillent entre deux conceptions. Certains insistent sur la cohérence de ce projet, d'autres sur ses imperfections et notamment l'instabilité financière. Périodiquement, on annonce la mise en place d'un nouveau modèle. Le taux de profit a retrouvé ses niveaux d'avant la crise. Les nouvelles technologies sont là. N'est-on pas entré dans un nouvel ordre productif ? La spécificité absolument inédite de la phase actuelle est précisément que le rétablissement du taux de profit n'a pas permis de redresser aucune des autres courbes du capitalisme. Le taux d'accumulation, le taux de croissance du PIB et celui de la productivité du travail sont tous à la baisse alors que le taux de profit grimpe. Certes, la phase plus récente de la « nouvelle

économie » a en partie comblé l'écart aux Etats- Unis, où on a pu constater un redressement des trois courbes : accumulation, croissance et productivité. Mais c'est, comme on l'a vu, un rétablissement très limité dans le temps et encore plus dans l'espace. Bref, malgré le rétablissement du taux de profit, le capitalisme mondial n'est pas entré dans une nouvelle phase expansive. Il lui manque essentiellement trois attributs : un ordre économique mondial, des terrains d'accumulation rentable suffisamment étendus et un mode de légitimation sociale. La phase actuelle est particulièrement étirée, faute de boucler sur un ordre productif cohérent et sur une structuration stable de l'économie mondiale. L'anticapitalisme peut alors renaître sur la base du manque de légitimité du modèle.

La grille théorique proposée ici peut être rapidement située par rapport à d'autres approches. Elle ne s'oppose pas en tant que telle à l'approche régulationniste initiale et présente bien des points communs quant aux questions posées et à son principe général : pour bien fonctionner, le capitalisme a besoin d'un ensemble d'éléments constitutifs de ce que l'on peut appeler un mode de régulation, un ordre productif ou une période historique. L'important est de combiner l'historicité et la possibilité de schémas de reproduction relativement stables. Mais il faut se séparer des travaux régulationnistes de la « deuxième génération » placés sous le signe de l'harmonie spontanée, et soucieux avant tout de dessiner les lignes d'un nouveau contrat social, comme si c'était la logique naturelle de fonctionnement du capitalisme, et comme si celui-ci disposait en permanence d'un stock de modes de régulation où il suffirait de l'encourager à choisir le bon (13).

On a déjà signalé que cette approche se distingue également d'une interprétation marxiste trop mono-causale faisant du taux de profit instantané l'alpha et l'oméga de la dynamique du capital. Mais il faut surtout faire un sort aux approches qui donnent une place disproportionnée à la technologie. Dans la théorie des ondes longues, il existe un lien organique entre la succession d'ondes longues et celle des révolutions scientifiques et techniques, sans que cette mise en relation puisse se ramener à une vision néo-schumpeterienne où l'innovation serait en soi la clé de l'ouverture d'une nouvelle onde-longue. De ce point de vue, les mutations liées à l'informatique constituent à n'en

pas douter un nouveau « paradigme technico-économique » - pour reprendre la terminologie de Freeman et Louçã dans leur remarquable ouvrage¹⁴ - mais cela ne suffit pas à fonder une nouvelle phase expansive. Il est d'autant plus urgent de prendre ses distances avec un certain scientisme marxiste que les avocats du capitalisme le reprennent à leur compte en feignant de croire que la révolution technologique en cours suffit à définir un modèle social cohérent.

La théorie des ondes longues débouche donc sur une critique radicale du capitalisme. Si celui-ci a autant de mal à jeter les bases d'un ordre productif relativement stable et socialement attractif, c'est qu'il est confronté à une véritable crise systémique. Sa prospérité repose dorénavant sur la négation d'une grande partie des besoins sociaux. Arrivé à ce stade, les pressions qu'on peut exercer sur lui pour le faire fonctionner autrement, le réguler, doivent être tellement fortes qu'elles se distinguent de moins en moins d'un projet global de transformation sociale.

Face à ce capitalisme qui ressemble de plus en plus à son concept, l'aspiration à de nouvelles régulations est légitime. Mais il faut ne pas tomber dans l'illusion de la régulation qui consiste à penser que ce système est rationnel et se laissera donc convaincre par un argumentaire bien construit. Une variante de cette illusion serait de se fixer la tâche impossible de séparer le bon grain de l'ivraie et de procurer une nouvelle raison d'être au capitalisme en le débarrassant de l'emprise de la finance. Ensuite, il faut admettre que la critique du capitalisme actuel ne peut se faire au nom d'un « fordisme » mythifié auquel il s'agirait de le ramener. Il n'est bien sûr pas interdit de s'appuyer sur les acquis sociaux et la légitimité dont ils jouissent, mais c'est parfaitement insuffisant.

Le dépassement de ces deux obstacles dessine une stratégie dont les intentions sont assez claires: la résistance à la marchandisation capitaliste conduit peu à peu à la construction d'une nouvelle légitimité, fondée sur des valeurs d'égalité, de solidarité et de gratuité, qui remettent en cause le coeur de la logique capitaliste. Parce qu'il refuse de répondre positivement à des demandes élémentaires et revient sur des droits acquis, le radicalisme du capital engendre ainsi une nouvelle radicalité des projets de transformation sociale.

1 pour un exposé synthétique, on peut se reporter au chapitre 1 de la brochure de Christian Barsoc, Les rouages du capitalisme <http://hussonet.free.fr/rouages.pdf>. / 2 Anwar M. Shaikh, « The Stock Market and the Corporate Sector : A Profit-Based Approach », Working Paper n°146, The Jerome Levy Economics Institute, September 1995 <http://hussonet.free.fr/shaikh.pdf>. / 3 voir Enzo Rullani, « Le capitalisme cognitif : du déjà-vu ? », Multitudes n°2, 2000, où figure également un entretien avec Rullani. / 4 Antonio Negri, Exil, Editions Mille et une nuits, 1998, p.19. / 5 Toutes les citations de Marx proviennent des Fondements de la critique de l'économie politique [Grundrisse], Editions Anthropos, 1968, tome 2, p.209-231. Voir aussi Oeuvres, Economie II, Gallimard, Pléiade, 1968, p.297-311. / 6 André Gorz, L'immatériel, Galilée, 2003. / 7 Grundrisse, tome 2, p.222. / 8 Voir Ernest Mandel, Long waves of capitalist development, deuxième édition révisée, Verso, 1995. / 9 Nicolas D. Kondratieff, Les grands cycles de la conjoncture, Economica, 1992. / 10 pour une présentation plus détaillée, voir Christian Barsoc, Les rouages du capitalisme, déjà cité. / 11 voir notamment Michel Aglietta, Le capitalisme de demain, Note de la Fondation Saint-Simon, 1998. / 12 Patrick Artus, Karl Marx is back, CDC Flash n°4, janvier 2002 <http://hussonet.free.fr/marx2fr.pdf>. / 13 pour une critique de l'école de la régulation, voir Michel Husson, « L'école de la régulation, de Marx à la Fondation Saint-Simon : un aller sans retour ? », in Jacques Bidet et Eustache Kouvelakis, Dictionnaire Marx contemporain, PUF, 2001 <http://hussonet.free.fr/regula99.pdf>. / 14 Christopher Freeman et Francisco Louçã, As time goes by, From the Industrial Revolutions to the Information Revolution, Oxford University Press, 2002.

Crise de la finance ou crise du capitalisme ?

Michel Husson

La crise actuelle est née dans la sphère financière mais s'est rapidement étendue à l'ensemble de l'économie dite réelle. Ce constat pose deux types de questions. Des questions d'ordre théorique : comment analyser les rapports entre finance et économie réelle et leur responsabilité dans la crise ? Et des questions plus pratiques : quels sont les canaux de transmission de l'une à l'autre et comment revenir sur la financiarisation ?

Quelle articulation entre finance et économie réelle ?

Très schématiquement, on peut dire que deux thèses s'opposent sur ce point parmi les économistes progressistes, selon qu'ils considèrent la finance comme parasitaire ou fonctionnelle. Pour mieux discuter ces deux positions, on peut partir d'un trait essentiel du capitalisme contemporain. Depuis le tournant néo-libéral du début des années 1980, le taux de profit s'est considérablement rétabli, mais cela n'a pas conduit à une augmentation du taux d'accumulation (graphique 1). Autrement dit, les profits supplémentaires ont été utilisés à autre chose qu'à l'investissement.

Manifestement, le « théorème de Schmidt » énoncé par le chancelier allemand Helmut Schmidt au début des années 1980 (« les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain ») n'a pas fonctionné. Ce comportement, inédit dans l'histoire du capitalisme, est établi et souligné par de nombreux analystes, et il constitue un élément-clé de la critique du capitalisme financiarisé.

Une partie croissante des richesses produites est donc captée par les profits bancaires et les dividendes. La première explication de ce phénomène consiste à dire que la finance pompe les profits réalisés par les entreprises du secteur productif. On parle alors d'une finance parasitaire ou prédatrice, dont les exigences de rentabilité iraient croissant et exerceraient une pression toujours plus forte sur la gestion des entreprises et notamment sur l'emploi. Cette interprétation contient une part de vérité mais elle risque d'exonérer le capitalisme productif. Il y aurait en somme un « bon » capitalisme qui serait empêché de fonctionner correctement par la ponction opérée par la « mauvaise » finance. Une telle grille de lecture implique logiquement que l'horizon d'un projet alternatif pourrait se limiter à la régulation du capitalisme : en le soulageant de cette pression financière dont viennent tous les maux, on pourrait lui redonner les moyens de fonctionner normalement.

Une variante consiste à distinguer deux mesures du taux de profit selon qu'il est calculé avant ou après paiement des intérêts et versement des dividendes. Le taux d'accumulation du capital évoluerait en phase avec la définition étroite du profit d'entreprise de telle sorte que l'on avance implicitement l'idée que les ponctions de la finance empêcheraient le capital d'investir. C'est une vision déformée de la théorie du capitalisme qui consiste à subordonner la dynamique de l'accumulation à la répartition du profit entre entreprises et rentiers. Elle s'oppose aussi bien à la théorie marxiste qu'aux théories conventionnelles qui postulent que la rémunération des actionnaires est justifiée par leur capacité ultérieure d'épargne et donc d'investissement.

Une autre objection à cette lecture s'appuie sur une réalité : dans plusieurs pays, et en tout cas en France, l'investissement domestique est relayé par l'investissement extérieur. En raisonnant à l'échelle du monde, on s'apercevrait que l'écart entre profit et accumulation serait sensiblement réduit. Outre les difficultés statistiques qui font obstacle à un tel bilan, l'observation des flux d'investissement international montre qu'ils concernent encore majoritairement les pays développés, même si la part des pays émergents augmente. Les données du FMI montrent qu'en 2006, les deux grandes puissances (Etats-Unis et Union européenne) sont exportatrices nettes de capitaux productifs, mais pour une faible proportion de leur investissement privé, respectivement 1 % et 3 %. Cette approche n'est pas satisfaisante car elle ne peut rendre compte des mutations du capitalisme depuis son entrée dans la phase néo-libérale. Les transformations du système financier doivent être analysées à partir de deux tendances essentielles à l'œuvre depuis le début des années 1980. La première est la baisse continue de la part des richesses produites qui revient aux salariés, à peu près partout dans le monde. Même le FMI ou la Commission européenne en font aujourd'hui le constat. C'est cette baisse de la part salariale qui a permis un rétablissement spectaculaire du taux de profit à partir du milieu des années 1980. Mais, encore une fois, ce surcroît de profit n'a pas été utilisé pour investir plus.

La masse croissante de profits non investis a été principalement distribuée sous forme de revenus financiers, et c'est là que se trouve la source du processus de financiarisation. La différence entre le taux de profit et le taux d'investissement est d'ailleurs un bon indicateur du degré de

financiarisation. On peut aussi vérifier que la montée du chômage et de la précarité va de pair avec la croissance de la sphère financière. Là encore, la raison est simple : la finance a réussi à capter la majeure partie des gains de productivités au détriment des salariés, en bloquant la progression des salaires et en ne réduisant pas suffisamment, voire en augmentant, la durée du travail.

Les rapports entre capital productif et capital financier se sont donc profondément modifiés. Mais c'est plutôt dans le sens d'une imbrication croissante : on est passé d'une économie d'endettement, où c'est le crédit bancaire qui assure le financement des entreprises à une économie financiarisée où les entreprises ont développé leurs propres activités financières. L'exigence de la finance d'une rentabilité très élevée vient, par un effet en retour, peser sur les conditions de l'exploitation des travailleurs. On ne peut pas pour autant dissocier artificiellement le rôle de la finance et celui du conflit entre capital et travail pour le partage de la valeur ajoutée. Ce n'est pas la montée de la finance qui fait baisser les salaires mais c'est, à l'inverse, la montée des profits non investis qui nourrit la finance.

Si l'on raisonne en termes de reproduction du capital, on se trouve alors face au problème suivant. La part des salaires baisse et celle de l'investissement stagne : dans ces conditions, qui va acheter une production qui continue à croître ? La solution à cette difficulté repose sur le recyclage des profits non investis, qui s'effectue à travers la redistribution opérée par la finance.

La financiarisation n'est donc pas un facteur autonome et elle apparaît comme la contrepartie logique de la baisse de la part salariale et de la raréfaction des occasions d'investissement suffisamment rentables. C'est pourquoi la montée des inégalités sociales (à l'intérieur de chaque pays et entre zones de l'économie mondiale) est un trait constitutif du fonctionnement du capitalisme contemporain. Cette approche de la finance se renforce avec la prise en compte de la mondialisation. Dans la constitution progressive d'un marché mondial, la finance joue son rôle qui consiste à abolir, autant que faire se peut, les délimitations des espaces de valorisation. La grande force du capital financier est en effet d'ignorer les frontières géographiques ou sectorielles, parce qu'il s'est donné les moyens de passer très rapidement d'une zone économique à l'autre, d'un secteur à l'autre : les mouvements de capitaux peuvent désormais se déployer à une échelle considérablement élargie. La fonction de la finance est ici de durcir les lois de la concurrence en fluidifiant les déplacements du capital.

La configuration actuelle de l'économie mondiale renforce ce mécanisme. Elle est en effet fondamentalement déséquilibrée puisque le déficit des Etats-Unis est financé par le reste du

monde. Or, ce déséquilibre contribue à créer une masse énorme de liquidités à la recherche de la rentabilité maximale qui alimentent la finance et ajoutent à son instabilité intrinsèque. La caractéristique principale du capitalisme contemporain ne réside donc pas dans l'opposition entre un capital financier et un capital productif, mais dans la dévalorisation du travail et dans l'hyper-concurrence entre capitaux à laquelle conduit la financiarisation.

Quels canaux de transmission ?

En 1987, un krach boursier de grande ampleur avait conduit la plupart des économistes à prévoir un ralentissement brutal de l'économie mondiale. C'est l'inverse qui s'était passé : à partir de 1988, les pays développés ont connu un cycle de croissance très dynamique. La crise boursière ne s'était donc pas transmise à l'économie réelle et, au contraire, elle avait servi de purge et permis de remettre les compteurs à zéro. C'est après tout une fonction classique des crises que d'apurer les comptes et d'éliminer les canards boiteux. Quelques années plus tard, une crise immobilière et hypothécaire de grande ampleur est venue frapper le Japon, présenté à l'époque comme la puissance montante à l'assaut des marchés mondiaux. S'ouvre alors une décennie de croissance à peu près nulle, dont l'économie japonaise a eu du mal à sortir.

La finance est donc plus ou moins autonome selon les lieux et les époques mais il est clair que, dans la crise actuelle, la transmission à l'économie réelle a été rapide, brutale et universelle. Ni l'Europe, ni les pays émergents n'ont été tenus à l'écart de l'effondrement du marché hypothécaire aux Etats-Unis. Cette transmission passe par plusieurs canaux :

- les restrictions sur le crédit concernent aussi bien la consommation des ménages que l'investissement des entreprises. Cet effet a été particulièrement net dans les pays comme les Etats-Unis ou le Royaume-Uni où la consommation des ménages est tirée par l'endettement ;
- la dévaluation du patrimoine financier et immobilier des ménages va les inciter à moins consommer : c'est l'effet de richesse ;
- l'incertitude générale pèse sur les comportements de consommation et d'investissement ;
- la crise immobilière contribue en tant que telle au ralentissement économique général ;
- les dépenses publiques de soutien au système bancaire représentent des sommes considérables qui vont nécessiter une réduction des dépenses ou une augmentation des impôts ;
- enfin et surtout, le ralentissement se transmet à l'ensemble de l'économie mondiale à travers le commerce et les investissements.

Tous ces mécanismes actuellement à l'œuvre se combinent avec les autres dimensions de la crise pour étendre ses effets bien au-delà de la sphère financière. Il n'y a donc pas de cloison étanche entre la finance et l'économie réelle, parce que la finance est une pièce maîtresse du capitalisme néolibéral. Cela veut dire aussi que les fondements mêmes de son fonctionnement actuel vont être remis en cause par la crise actuelle. Par exemple, le modèle de croissance des Etats-Unis repose sur un double déficit, déficit commercial à l'extérieur et déficit d'épargne à l'intérieur. Dans les deux cas, la finance joue un rôle essentiel dans la gestion de ces déséquilibres : à l'intérieur, c'est elle qui a rendu possible le surendettement ; à l'extérieur elle a pour fonction d'assurer l'équilibre de la balance des paiements par l'afflux de capitaux. Mais si la finance se dégonfle, ce sont les bases de ce mode de croissance qui vont être remises en cause : l'endettement des ménages est dorénavant bloqué, et les entrées de capitaux ne sont plus garanties. Par conséquent, la crise financière va se traduire par un ralentissement durable de la croissance aux Etats-Unis qui va se communiquer au reste du monde.

Dans ces conditions, la reproduction du système passe par un double mouvement, d'extension du domaine de la marchandise et de refus de répondre aux besoins non rentables. Le capitalisme contemporain a donc réuni les conditions qu'il revendique pour un fonctionnement optimal de son point de vue. Plutôt qu'une amélioration du bien-être social, la concurrence pure et parfaite, débarrassée des réglementations, rigidités et autres distorsions, fait apparaître une absence totale de légitimité, puisque la régression sociale est explicitement revendiquée comme la principale condition de réussite du système. Dans ce cadre, la finance n'est pas seulement la contrepartie d'une exploitation accrue des travailleurs, elle est aussi un déversoir pour les capitaux à la recherche de la rentabilité maximale. Les exigences démesurées de rentabilité qu'elle impose à l'économie réelle renforcent à leur tour le faible dynamisme de l'investissement et les inégalités sociales comme condition de reproduction du système.

Cette analyse conduit à deux conclusions générales. La première est que le capitalisme a été rattrapé par ses contradictions et se voit ramené à la situation qui était la sienne au lendemain de la récession généralisée de 1974-75. Depuis plus de 25 ans, il a vécu en somme à crédit et il est aujourd'hui confronté à des échéances auxquelles il ne peut faire face. La faillite bancaire est le symbole de sa propre faillite, et il ne dispose pas d'autre solution de rechange. Dans ces conditions, et c'est la seconde conclusion, la régulation de la finance serait un remède utile mais qui ne s'attaque pas aux racines du mal. La financiarisation se nourrit de la baisse de la part salariale et des déséquilibres de l'économie mondiale. Pour dégonfler la finance, il faudrait donc fermer ces deux robinets qui l'alimentent, ce qui implique une autre

répartition des richesses, et une autre organisation de l'économie mondiale, deux perspectives absolument étrangères au Capital.

La nature de la crise

L'interprétation de la crise percute certaines interprétations dogmatiques se réclamant de Marx et faisant jouer un rôle central à la fameuse loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Or, toutes les données empiriques montrent au contraire que le taux de profit s'est très nettement rétabli dans les principaux pays capitalistes. Sauf à tordre les mesures du taux de profit pour montrer qu'il baisse contrairement à l'évidence, il faut penser une crise qui résulte d'un trop-plein de profit. Sur cette toile de fond, se développe un débat de caractérisation de la crise : surproduction, suraccumulation, sous-consommation ? Les contributions à ce débat sont le plus souvent de longs commentaires du Capital de Marx plutôt qu'une analyse concrète de la crise actuelle. Il faudrait sans doute revenir plus en détail sur ce débat fastidieux, mais il est surtout important d'insister ici sur les deux dimensions de cette crise qu'il conduit à oublier.

Cette crise résulte d'abord de la surexploitation des travailleurs à l'échelle mondiale. Globalement, la caractéristique principale du capitalisme contemporain est une tendance généralisée à la hausse du taux d'exploitation. De ce point de vue, le capitalisme a réussi à rétablir son taux de profit. Mais il se trouve confronté à un problème de réalisation qui apparaît dès le milieu des années 1980. Cette contradiction a été gérée de deux manières : par une montée des inégalités dégageant des débouchés de substitution à la consommation salariale et par une fuite en avant dans le surendettement. Dans les deux cas, le rôle de la « finance » est décisif, en assurant le recyclage de la plus-value vers les revenus rentiers, et en soutenant la fuite en avant dans le surendettement.

Le capitalisme a été en somme rattrapé par cette contradiction, et c'est le sens de cette crise. Mais il faut aller plus loin et se poser la question de savoir pourquoi le capitalisme investit aujourd'hui une proportion moindre de ses profits. On peut encore une fois y voir la pression de la finance mais celle-ci ne s'exercerait pas avec la même force si le capitalisme disposait de suffisamment d'occasions d'investissements rentables. C'est ici qu'apparaît le caractère systémique de la crise qui se situe à un niveau plus profond, et met en cause les ressorts essentiels de ce mode de production. La source de cette crise est au fond l'écart croissant qui existe entre les besoins sociaux de l'humanité et les critères propres au capitalisme. La demande sociale se porte sur des marchandises qui ne sont pas susceptibles d'être produites avec le maximum de rentabilité. Les gains de productivité autorisés par les nouvelles technologies et l'innovation

conduisent à une offre (rentable) qui est de moins en moins en adéquation avec cette demande sociale qui, du coup, n'apparaît pas suffisamment rentable.

Cet écart se creuse selon deux dimensions principales. La première, dans les pays développés, est le déplacement de la demande des biens manufacturés vers des services auxquels sont associés de moindres gains de productivité et donc de moindres perspectives de profit. Aucun débouché n'a pris le relais à une échelle suffisante pour jouer le même rôle que l'industrie automobile durant la phase « fordiste » précédente. La seconde dimension est géoéconomique et résulte de la mondialisation : celle-ci tend à créer un marché mondial, autrement dit un espace élargi de valorisation. Les moindres niveaux de productivité des secteurs les moins avancés sont directement confrontés à des exigences de rentabilité alignées sur les performances des pays ou des entreprises les plus performantes. Il en résulte un effet d'éviction qui fait qu'un certain nombre de productions et donc de besoins sociaux qu'elles pourraient satisfaire, ne sont plus éligibles compte tenu des critères d'hyper-rentabilité auxquels elles se trouvent confrontées.

Cette analyse conduit à deux conclusions générales. La première est que le capitalisme a été rattrapé par ses contradictions et se voit ramené à la situation qui était la sienne au lendemain de la récession généralisée de 1974-75. Depuis plus de 25 ans, il a vécu en somme à crédit et il est aujourd'hui confronté à des échéances auxquelles il ne peut faire face. La faillite bancaire est le symbole de sa propre faillite, et il ne dispose pas d'autre solution de rechange. Dans ces conditions, et c'est la seconde conclusion, la régulation de la finance serait un remède utile mais qui ne s'attaque pas aux racines du mal. La financiarisation se nourrit de la baisse de la part salariale et des déséquilibres de l'économie mondiale. Pour dégonfler la finance, il faudrait donc fermer ces deux robinets qui l'alimentent, ce qui implique une autre répartition des richesses, et une autre organisation de l'économie mondiale, deux perspectives absolument étrangères au Capital.

Michel Husson
Publié dans Denknetz Jahrbuch, juin 2009

Aliénation, chosification et fétichisme (Marx et la Marchandise)

Hendrik Patroons

1. Un peu de théorie

De plus en plus de produits du travail humain et de la nature sont devenus des marchandises. Le vivant lui-même n'échappe pas à la voracité de la marchandisation. La mondialisation en cours s'applique à transformer tout ce qui ne l'est pas encore en marchandise et cela pour un marché mondial qui globalise tout. On est ainsi obligé de constater l'actualité de Karl Marx (1818-1883)[1], qui a défini le capitalisme comme la production généralisée de marchandises. L'œuvre maîtresse de Marx et le fondement même de la critique marxiste, commence ainsi :

« La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une 'immense accumulation de marchandises'. L'analyse de la marchandise, forme élémentaire de cette richesse, sera par conséquent, le point de départ de nos recherches. »

La forme marchandise des objets que nous consommons ou que nous convoitons exerce une profonde influence sur notre conscience et sur notre comportement. Je n'hésite pas à dire qu'elle détruit notre humanité, qu'elle nous transforme en individus envieux, en hommes et femmes qui se dressent contre leurs semblables, perdant leur sociabilité, la caractéristique éminente de l'homo sapiens.[2] Cette influence destructrice est liée à ce que Marx a nommé le caractère fétichiste de la marchandise.[3] Un fétiche est un objet auquel on attribue un pouvoir magique et bénéfique. La forme marchandise est également liée à un autre phénomène, celui de la chosification, c'est-à-dire la transformation dans notre conscience de toute relation humaine, sociale, en objet naturel, normal, intangible, éternel, indépendant de notre volonté. Aujourd'hui les deux concepts, 'fétichisme' et 'chosification', sont consubstantiels avec la marchandisation. Ils expliquent la perversité mercantile de notre modernité.

Il va de soi que certaines formes de fétichisation et de chosification ont toujours existé et existeront toujours. Il s'agit cependant d'examiner leurs formes concrètes actuelles qui, d'un point de vue marxiste, sont fondamentalement dominées par la marchandise.

Un fétiche par excellence est cette fameuse 'main invisible du marché', chère à l'idéologie néo-libérale et auquel le social

libéralisme s'est soumis. L'argent est une autre idole, et non la moindre. La technique, le travail salarié, le marché, les institutions, sont devenus dans nos consciences des choses de moins en moins perçues comme le résultat de relations sociales, humaines, et de plus en plus acceptés comme des choses naturelles, inévitables. On ne peut pas les remettre en question sans se heurter à un tir nourri idéologique et parfois même à un tir nourri métallique.

Il faut donc commencer par expliquer ce qu'est la marchandise[4].

1.1. La Marchandise

Marx distingue dans la marchandise une valeur d'usage et une valeur d'échange.

La valeur d'usage d'un objet répond à un besoin, comme celui de l'estomac ou de la fantaisie. Elle satisfait un besoin humain particulier. Sa nature, qu'il s'agisse d'un objet matériel ou d'un service, ne change rien à l'affaire : du pain, une voiture, les soins d'une manucure, un polar, les transports publics.

Cette valeur d'usage est le résultat d'un travail particulier, concret. Le travail d'un boucher qui coupe une entrecôte et celui d'un chirurgien qui opère une appendicite, produisent des valeurs d'usage, mais ils ne peuvent être comparés et ne peuvent donc pas être échangés. Les valeurs d'usages n'ont, a priori, aucune commune mesure ! Mais puisque les marchandises sont vendues et achetées, elles doivent posséder quelque chose en commun, faute de quoi il serait impossible de les comparer pour les échanger.

D'où vient donc cette substance commune ? Quelles sont les conditions qui rendent possibles la comparaison et donc l'échange des marchandises ? C'est qu'elles sont le produit d'un travail non pas concret, particulier, mais au contraire d'un travail abstrait. Ce que les marchandises ont en commun, c'est la valeur d'échange et cette valeur est le résultat d'un travail abstrait.

Si deux marchandises distinctes s'échangent sur le marché, c'est qu'il doit y avoir dans ces deux objets un élément commun quantifiable, pertinent pour le marché, un commun dénominateur. Comment cela se passe-t-il ? La société égalise

à travers le marché deux dépenses particulières de travail, donc met en rapport deux travaux concrets. Le marché établit dans quelle proportion des marchandises ayant la même valeur abstraite, doivent s'échanger.

Supposons que 3 h de travail représentent la moyenne nécessaire pour produire un pantalon et qu'il faut 9 h pour produire une paire de basket (à qualification et données techniques égales). L'égalisation par le marché consiste à établir une équivalence entre 3 pantalons pour 1 paire de baskets, de sorte que, indirectement, 1 h de travail dans la production de pantalons s'échangera bien contre 1 h de travail pour les baskets.

Il faut introduire ici le concept du temps de travail socialement nécessaire. Si l'on calcule le travail en heures, il ne s'agit pas simplement d'un temps naturel, mais d'un temps social. Le temps doit être socialement 'nécessaire'. C'est à dire que l'on néglige le temps individuel, concret, pour s'intéresser au temps dépensé en moyenne par les travailleurs. Celui qui produit 5 paires de chaussures par jour, peut les vendre à un prix moindre que celui qui en produit une, sans diminution de son revenu. La concurrence oblige le moins productif à suivre le plus productif. Le marché établit une moyenne. Le travail n'est donc pas une catégorie purement physique, une dépense concrète d'énergie par unité de temps – non, c'est une catégorie sociale.

Nous devons également constater que le commun dénominateur des marchandises est en réalité le travail indirectement social. Que se passe-t-il ? Les capitalistes ne décident pas consciemment et à priori les produits dont la société a besoin. Il n'y a pas de plan économique. Dans la société marchande, chaque entrepreneur produit pour le marché et c'est le marché qui décide si le produit est utile, donc social, c'est à dire s'il est vendu. Dans le capitalisme c'est le marché qui décide après-coup, indépendamment de la volonté humaine, si le travail dépensé à la production d'une marchandise a été utile, donc sociale[5] ! Si les produits ne sont pas vendus, ce travail a été du gaspillage, sans utilité sociale. Si les canons se vendent bien c'est qu'ils représentent un travail social, tandis qu'un médicament préventif qui ne trouve pas d'acheteur parce que l'État a dépensé son budget à l'achat de canons, représente un travail non social. Le marché sanctionne ! Une crise de surproduction est l'expression de cette sanction sociale par la 'main invisible' du marché.

L'échange a donc une fonction sociale : égaliser les travaux concrets pour qu'on les puisse échanger. C'est donc par le marché, après coup, que se réalise l'allocation du travail social dans une société fondée sur la propriété privée des moyens de production. De là les crises de surproduction, donc de gaspillage social.

Conclusion. Dans le capitalisme la 'socialisation' du travail se fait à travers le marché. Le marché ne reconnaît pas le travail concret, particulier, mais seulement le travail abstrait, commun dénominateur permettant l'échange des Marchandises. C'est à travers le travail abstrait que le travail concret du travailleur est relié au travail en général de la société.

1.2. Le travail salarié

Pour produire une marchandise, il faut travailler, et pour travailler, il faut disposer d'une force de travail. Cette force de travail est elle-même une marchandise que le travailleur est obligé de vendre au propriétaire des moyens de productions, le capitaliste. Il faut bien faire la distinction entre force de travail et travail tout court. La force de travail c'est la possibilité de fournir du travail. On ne vend pas son travail, on vend sa force de travail, sa possibilité de fournir du travail. La différence entre force de travail et travail est essentielle pour comprendre théoriquement l'exploitation du travailleur.

Comme toute marchandise, la force de travail a une valeur d'usage. C'est cette valeur d'usage qui crée une valeur réelle, une richesse nouvelle. Le travailleur vend sa force de travail à une valeur inférieure à la valeur de ce que cette force crée. Le salaire qu'il reçoit en échange lui permet de reproduire sa force de travail et de procréer pour reproduire une population laborieuse.

« En achetant ce travail à l'ouvrier et en la payant à sa valeur, le capitaliste, comme tout acheteur, a acquis le droit de consommer la marchandise qu'il a achetée ou d'en user ».[6] Si trois heures de travail suffisent au travailleur pour produire la valeur représentée par son salaire et qu'il est obligé de travailler 8h pour percevoir ce salaire, cela fait 5 h de surtravail encaissé par le patron.

Par le biais de la signature du contrat d'embauche, le patron s'approprie ce surproduit, cette valeur supplémentaire, obligatoirement produite par le travailleur au-delà de la valeur représentée par le salaire. Pour donner un exemple très simplifié, six dix ouvriers et ouvrières produisent ensemble cinq voitures par jour ils n'ont pas pour autant le droit de quitter tous les deux jours l'usine avec une voiture pour chacun d'eux. Ils sont exploités.

Cette exploitation capitaliste se fait de manière intégrée dans l'espace et dans le temps. Le travailleur ne peut pas la voir directement. Contrairement au travailleur des temps modernes, le paysan médiéval qui était obligé de travailler trois jours par semaine sur les terres de son seigneur, et qui labourait le reste du temps sa propre terre, comprenait immédiatement qu'il était exploité dans une proportion de trois jours sur sept.

La production d'un surproduit par le travailleur forme la base de son exploitation et prend différentes formes : celle de la fameuse 'plus-value' et celle du profit, formes dont l'explication nous mènerait trop loin[7].

Il est important de souligner qu'on ne peut réduire la valeur de la force de travail à une quantité physique mesurable, en une consommation énergétique pour la reproduire, par exemple en calories. Il y a un aspect culturo-psychologique à cette 'valeur', ce que Marx a nommé l'aspect 'moral'. Le pain ne suffit pas pour se sentir plus ou moins heureux, il faut aussi les roses. Ce supplément est déterminé par les exigences culturelles et par la combativité du travailleur, pour obtenir ce qu'il considère comme nécessaire à côté de la nourriture, du logement et des vêtements pour lui et sa famille[8]. Avoir une télé est devenu en Europe une nécessité sans laquelle on se sent pauvre. Ce n'est pas le cas du travailleur rural dans un pays moins développé, dont les besoins pour se sentir plus ou moins heureux sont plus 'modestes'. On constate donc que la lutte de classe syndicale et politique pour la satisfaction de besoins plus étendus que ceux nécessaires à la simple survie, empêche la marchandisation totale de la force de travail !

1.3. Marchandise et salaire comme relations sociales

En effet : la marchandise est produite par le salarié qui est obligé de vendre sa force de travail parce qu'il ne possède pas de moyens de production. Dans cette transaction le salarié crée une valeur dont un autre est le propriétaire. Pour en arriver là, le capitalisme a dû mener une bataille contre les institutions de l'Ancien Régime : exproprier les paysans et les artisans et les transformer en travailleurs formellement libres mais obligés de vendre leur force de travail. La marchandise n'a pas toujours existé et le travail salarié non plus. La généralisation de la production de marchandises et donc du travail salarié est un phénomène social relativement récent dans l'histoire humaine.

Le capital lui-même est une relation sociale, à savoir entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas les moyens de production. Une somme d'argent ne produit pas de plus-value si elle n'est pas investie dans la production ; une usine de Coca-cola sur une île déserte isolée, sans travailleurs disponibles n'est pas un capital. Le capital lui-même est une relation des plus sociale. Pour la même raison, le marché est une relation sociale, c'est le lieu virtuel ou réel où l'on se rencontre pour échanger des marchandises.

Il faut insister sur ce caractère social, car l'idéologie libérale, obligée de défendre le système capitaliste, prétend sans cesse que la marchandise, le salaire, le capital et le marché sont des choses naturelles, quasi éternelles, donc intangibles ! Ce qui nous conduit à un phénomène sociologique et psychologique

significatif de la vie quotidienne dans la société capitaliste : la chosification.

1.4. La chosification

Les relations que les producteurs privés nouent entre eux ne s'établissent que par l'intermédiaire du marché. C'est le marché qui crée un lien social, donc un rapport social. On dit que le rapport social est 'chosifié' : le rapport entre les humains se matérialise sous la forme d'un rapport entre choses, entre marchandises. Par la notion de 'chose' on conçoit en général un objet naturel, et non pas un produit d'une relation établie par eux-mêmes entre êtres humains, non pas une relation sociale qui peut être transformée ou abolie mais quelque chose de naturel, donnée une fois pour toute, inaltérable, intangible, à laquelle on ne peut échapper. La chosification de la société bourgeoise se révèle dans la société civile, une notion hégélienne[9], reprise par Marx. Cette notion est aujourd'hui employée dans un sens qui escamote la division en classes de la société. Dans sa conception originelle elle désigne (à l'opposé de la sphère de l'État, institution qui unifie les humains concurrentiels[10]), le monde 'libre', la sphère où les citoyens (la bourgeoisie) s'adonnent à leur fonction sociale par excellence : échanger des marchandises, acheter la force de travail pour produire les marchandises, etc. Cette fonction sociale sur laquelle repose le monde bourgeois est le fondement de l'idéologie dominante qui est, comme on le sait, l'idéologie de la classe dominante. La liberté, c'est la liberté de la libre entreprise. La liberté c'est la concurrence libre et non faussée. La liberté commence avec la liberté de faire de la publicité.

Selon cette même logique chosiste, la société capitaliste est, dans l'interprétation historique d'un esprit bourgeois étriqué, le summum de certaines choses qui ont toujours existé, propres à cette hypothétique nature humaine que les marchands et industriels nous attribuent : la marchandise, le travail salarié, le marché, la concurrence. Ainsi la Révolution française, est un acte brutal et nécessaire dans les yeux d'une bourgeoisie ascendante qui vient d'instaurer son pouvoir politique, tandis que la bourgeoisie française actuelle considère la face brutale de cette révolution non seulement comme une dérive 'totalitaire', mais comme un acte superflu, étant donné le développement naturel d'une société qui contenait depuis toujours le capitalisme dans ses 'gènes'. Les formes de sociétés qui se sont succédées ne sont que les étapes successives vers le progrès. Cette conception du progrès diffère fondamentalement de la notion socialiste du progrès.

Mais les interprétations chosifiées de l'histoire ne sont pas l'apanage de la pensée bourgeoise. Ainsi l'interprétation positiviste qu'une partie de la IIe Internationale (socialiste) faisait de la naissance du socialisme. Puisque, selon Marx, les forces productives ne pouvaient se développer dans le cadre

des relations de production capitalistes, elles étaient nécessairement poussées par la force des 'choses', par le mouvement 'naturel' de la nature tendant à se libérer du carcan bourgeois. Les salariés n'avaient qu'à élire leurs députés, qui voteraient les réformes permettant aux forces productives de se développer. La bourgeoisie ne pourra pas empêcher l'émergence du socialisme que la classe ouvrière n'aurait donc pas à imposer de force. Dans la conception chosiste de l'histoire, l'élément subjectif, les êtres humains ne sont plus que des figurants, des objets de l'action, des choses, et non des sujets, des êtres conscients et actifs. Naturaliser le social, voilà le fondement de la chosification.

Transformer les institutions humaines en choses naturelles et même divines[11], produit des abstractions, tel le marché qui, si l'on ne tient pas compte du marché de quartier hebdomadaire où nous allons acheter nos légumes, n'a pas de forme matérielle : il existe en tant que mouvement boursier, ou marché à terme où l'on vend les œufs pas encore pondus par des poules qui ne sont encore que des poussins, etc. Cette abstraction, la fameuse 'main invisible' est par contre une abstraction sociale, mais une abstraction sociale réelle, dans le sens qu'elle agit, qu'elle pèse de tout son poids sur notre vie.

Ces abstractions réelles sont des éléments constitutifs de nos relations interhumaines, interpersonnelles. Elles produisent une aliénation : le rapport social global en tant que tel est devenu une puissance étrangère qui nous colonise, qui nous domine. Elles sont des automatismes qui reproduisent le système de classes, l'exploitation et la dégradation humaine.

La chosification ou réification (du latin res, chose) transforme dans notre tête les relations interhumaines en relations entre choses. Une des caractéristiques principales d'une société basée sur la généralisation de la production de marchandises, c'est le fait qu'un grand nombre de relations humaines ont tendance à perdre leur caractère purement humain, pour se réduire dans la conscience en choses inertes, 'mortes', à des relations mécaniques, à des relations entre choses.

Je reviendrai plus loin sur la chosification dans notre vie quotidienne.

1.5. L'aliénation

Le concept aliénation recoupe beaucoup de significations, allant de la folie en passant par l'idée romantique de la perte de notre 'unité originelle en tant qu'être humain avec la nature', à la perte de notre 'authenticité' selon des penseurs réactionnaires comme Heidegger[12]. Pour rester dans le concret nous devons chaque fois situer le contexte dans lequel nous employons la notion d'aliénation.

Le jeune Marx a traité de l'aliénation et ses idées ont été publiées en 1932 sous le titre *Manuscrits de 1844*[13]. Marx étudie l'aliénation par le travail, résultat de la soumission du travailleur aux relations sociales. Relations sociales caractérisées dans le système capitaliste, par la division du travail et par la production de marchandises. En dernière instance il s'agit pour l'individu de l'impossibilité de mettre en œuvre ses propres capacités et qualités, bloquées qu'elles sont par des entraves sociales et économiques. Ces capacités et qualités renvoient à réalité potentielle, à des choses qui 'peuvent être', qui existent à l'état embryonnaire. Si nous définissons le travail aliéné comme toute forme d'activité humaine qui empêche l'épanouissement de nos potentialités', nous devons prendre en compte non seulement les potentialités dont nous sommes déjà conscients, mais également de ceux dont nous pourrions devenir conscients dans un cadre social transformé.

La suppression du travail aliéné suppose par conséquent la suppression de production de marchandises et de la division du travail. En effet, c'est à travers le travail salarié, lui-même divisé pour le besoin du profit en une multitude de tâches qui perdent tout lien signifiant entre elles, que le travailleur est soumis formellement et réellement au capital. Formellement par les conditions dans lesquelles il travaille (la manufacture par ex.) et réellement quand il perd toute autonomie au sein du processus de production industriel. Dans le premier cas l'exploitation produit une plus-value absolue (par le prolongement du temps de travail), dans le second cas dans une plus-value relative (en augmentant la productivité par le machinisme, la technologie, etc.). Le travailleur n'a aucun contrôle sur la forme de son travail, ni sur le produit de son travail, ni sur le but social de son travail. Le travailleur est formellement libre, mais en réalité il est l'esclave du capital, c'est-à-dire des relations de production entre ceux qui possèdent les moyens de production et ceux qui ne possèdent que leur force de travail.

1.6. Le fétichisme

Confrontés à la marchandise, nous oublions facilement qu'il s'agit d'un rapport social, rapport qui est le fruit de l'exploitation dans une société marchande. Nous prenons le support matériel, l'enveloppe matérielle de l'objet pour sa réalité profonde. Nous sommes les victimes du phénomène du fétichisme de la marchandise, de la transformation de la marchandise en idole. Nous la considérons comme une chose naturelle, hors et au-dessus des rapports humains.

Ce fétichisme est la matrice des idéologies dont le point de départ et l'ultime destination est le marché. Pensez aux discours juridiques sur l'égalité, aux discours d'économie politique sur l'échange comme un libre choix, sur la concurrence libre et non faussée, sur le libre arbitre etc. Marx

dit quelque part que le marché est le paradis des droits (bourgeois) de l'homme. Tout le monde y est égal. On vend et on achète entre des égaux et quelqu'un a dit récemment que le droit à la publicité est la base de la démocratie. Voilà du fétichisme bourgeois de 24 carats. Mais l'égalité face au marché n'est pas un concept tout à fait exact, à moins d'ignorer l'existence pertinente des différentes classes sociales. L'idéologie mercantile prétend que l'entrepreneur et le travailleur individuel sont égaux sur le marché du travail. Rien n'est moins vrai et la preuve est faite par la construction de syndicats et d'une législation sociale dont l'objet est précisément d'atténuer une inégalité sociale bien réelle. La 'Machine égalitaire' d'Alain Minc fonctionne en réalité comme une machine à produire des inégalités.

Cette marchandisation de plus en plus poussée détruit les services sociaux pour en faire des objets du marché des services. Elle transforme les fonds de retraite en marchandises livrées à la spéculation boursière. Elle attaque le code du travail pour abaisser le prix de la force de travail. Elle produit des individus de plus en plus soumis à la pensée fétichiste. Nous sommes confrontés au renforcement progressif de l'individualisme moderne du consommateur salarié, mais également au rêve de consommation des jeunes damnés des ghettos. 'Je suis ce que j'ai' est la devise de ce fétichisme.

Il y a là une différence avec les rapports entre humains et objets dans les périodes précapitalistes. Les objets pouvaient être également des symboles, c'est à dire en tant que prolongement du statut social d'une personne, mais ils n'étaient pas pour autant surdéterminés par des rapports marchands généralisés. Alors qu'aujourd'hui les objets pré-déterminent ce que nous sommes aux yeux des autres. Nous ne sommes plus ce que nous faisons concrètement, mais ce que nous avons. Au Moyen Âge par exemple, on s'habillait selon son statut social et on devait s'en tenir là. Aujourd'hui on croit être l'égal d'une certaine actrice renommée et riche en portant un sac à main Vuitton. L'objet fétiche nous ment sur nous-mêmes, produit une fausse conscience et aucun de nous n'y échappe complètement.

Les objets-marchandises touchent notre affectif, ont parfois une face libidineuse, nous donnent une reconnaissance sociale, satisfont nos pulsions, finissent par se substituer à nos relations humaines. Ils nous parlent, nous consolent (pensez à ce chien-robot japonais), nous donnent une personnalité. Dans les sociétés anciennes les objets n'étaient que le prolongement du statut de l'individu, qui lui cherchait la consolation affective plutôt dans la transcendance religieuse et non dans l'immanence de la marchandise. Je ne prétends pas qu'il faut revenir à la religion. Je dis plutôt que nous devons aller à la recherche d'une 'transcendance sociale', celle de la fraternité humaine et de la solidarité, et qui ne peut exister que hors du marché.

Puisque la force de travail est elle-même une marchandise, elle est sujette à une certaine fétichisation[14]. Mais puisque cette marchandise est un peu différente des autres, vu qu'elle fait partie d'un être pensant, agissant et se défendant, on ne peut pas la séparer complètement du travailleur, car sa vente se fait avec plus ou moins de succès dans la lutte de classes.

Lukács explique que la transformation de la force de travail en marchandise atomise les salarié(e)s et les empêche de comprendre la nature du système qui les exploite. Ni l'éducation populaire socialiste, ni les réformes imposées par le mouvement ouvrier ne suffisent en elles-mêmes pour éliminer la mainmise idéologique de la marchandise sur la conscience de classe. Le travailleur considère sa force de travail, ou plutôt son travail – parce qu'il n'a pas analysé le problème de fond en comble – comme une marchandise naturelle. Cette simple croyance produit une aliénation, car étant tout de même exploité et obligé d'obéir aux ordres du patron, il n'a aucun pouvoir sur la destination de ce qu'il a produit.

Les salarié(e)s ont le sentiment qu'ils ou elles ne sont que de simples atomes dont le sort dépend entièrement du marché, sur lequel ils n'ont aucun contrôle. Il faut, selon Lukács, mais c'est sujet à discussion, qu'une situation extraordinaire leur montre la vraie nature du système capitaliste avec son marché et ses marchandises, pour qu'ils commencent à le contester globalement, c.à.d. développer une conscience révolutionnaire qui conteste le salariat et la marchandise.

Mais les capitalistes sont eux-mêmes prisonniers du fétichisme de la marchandise et du marché. Ils ne sont pas pour autant malhonnêtes quand ils disent que les lois du marché les obligent à réduire le nombre de leurs travailleurs ou à délocaliser l'entreprise. Si on accepte le capitalisme, la concurrence, le profit, c'est-à-dire la production généralisée de marchandises, on accepte sa logique. Mais les capitalistes, eux aussi prisonniers d'une fausse conscience, oublient tout simplement d'y ajouter que ce sont eux qui profitent en fin de compte de ce système et non les salarié(e)s qui en sont les victimes.

Que faire alors, concrètement, contre cette fétichisation rampante et envahissante de la marchandise? La combattre, d'abord en sauvegardant les sphères de la vie que la marchandisation n'a pas encore totalement envahie, en premier lieu celle des services publics. Cela ne va pas sans combattre le néo-libéralisme, donc le capitalisme. Combattre la fausse conscience, la conscience fétichisée, ne se fait pas en première instance par la théorie, mais par une pratique anticapitaliste, par la lutte syndicale et la contestation politique. Ce n'est que dans les sphères où la logique marchande ne domine pas que nous pouvons faire

l'expérience d'une logique différente et saine, une logique de non-profit, solidaire dans l'économie de notre vie, préfiguration d'une société socialiste.

L'actuelle offensive néolibérale, qui est en fait une offensive pour élever le taux de profit sur le marché mondial, montre de jour en jour l'inadéquation croissante de la valeur de la marchandise comme mesure et expression des besoins humains. Cette crise de la loi de la valeur sous-tend et explique la crise des rapports sociaux bourgeois, des problèmes posés par l'actuelle mondialisation, de la crise de l'Etat-nation, de l'envahissante économie boursière, etc. Nous ne sommes pas les seuls dans la m..., eux aussi le sont. Profitons-en dans notre contestation.

1.7. Le communisme, la bureaucratie et le mal

Selon Marx le communisme c'est tout simplement l'abolition de la production de marchandises, du travail salarié, de la division du travail, de la séparation du travail manuel et intellectuel, de celle de la ville et de la campagne. Avec la disparition des classes sociales l'État aura disparu, puisque celui-ci sert à préserver la domination d'une classe sur une autre. Marx a refusé de décrire cette société en détail, contrairement au socialisme utopiste qui ne manquaient pas de paternalisme autoritaire à ce sujet. Le communisme sera le résultat du mouvement d'émancipation et de libération du genre humain lui-même et c'est ce mouvement réel[15], c'est-à-dire les gens eux-mêmes qui, à travers leurs expériences concrètes, donneront forme à la société communiste. Elle ne sera pas un paradis sur terre, elle ne sera pas exempte de conflits, de drames humains. Mais elle pourra résoudre ces problèmes et drames humains sans guerres, sans persécutions, sans mépris pour son prochain, avec un toit, de la nourriture et des soins médicaux pour chacun d'entre nous. C'est moins que ce que nous promettent les religions monothéistes, mais cela nous suffit largement.

Marx fait précéder le communisme par une phase socialiste, la phase dans laquelle les moyens de production sont propriété commune et dans laquelle les producteurs librement associés n'échangent plus des marchandises. Dans le socialisme les travaux de l'individu deviennent parties intégrantes du travail de la communauté, ce qui fait toute la différence avec le régime capitaliste. En cela Marx se différencie des conceptions anarchistes et sociales-démocrates.

« Ce à quoi nous avons affaire ici [le socialisme], c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste ; une société par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société

des flancs de laquelle elle est issue. Le producteur reçoit donc individuellement – les défalcons une fois faites – l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné, c'est son quantum individuel de travail. »[16]

Et Marx précisait plus loin que malgré la disparition de la production de marchandises et de la loi de la valeur, le 'droit bourgeois' continue à prédominer parce que l'on reste dans une situation d'égalité formelle et non réelle. Des quantités égales de travail individuel, immédiatement reconnues comme travail social, résultent dans des parts égales du fond de consommation. Mais puisque les individus différents ont des besoins différents et des capacités différentes pour produire des quantités de travail, certains peuvent satisfaire leurs besoins et d'autres pas, surtout si le pays vit sous un régime de sous-production comme c'était le cas en URSS.

Il ne s'agit pas ici d'une querelle byzantine sur les notions de communisme et de socialisme. Selon la définition de Marx, ce que l'on a abusivement appelé le 'socialisme réellement existant' n'était pas du tout du socialisme, loin de là. Lénine avait écrit en 1917 dans sa brochure L'Etat et la révolution que la première phase, celle du socialisme, impliquait l'égalité de tous les membres de la société par rapport à la propriété des moyens de productions, c'est-à-dire, égalité du travail et égalités des salaires'. Le programme du parti bolchevique stipulait en 1919 comme son but 'une rémunération égale pour tout travail'. À partir de 1925 Staline enrageait contre cet 'égalitarisme petit-bourgeois' : 'l'égalitarisme n'a rien en commun avec le marxisme socialiste'[17] Il a catégoriquement déclaré en 1952 que la 'loi de la valeur existe et fonctionne en URSS'[18] tandis que l'économiste allemand Behrens affirmait qu'en RDA existait une 'production socialiste (sic) de marchandise'[19]. Notons aussi qu'il n'existait en URSS même pas cette égalité formelle qui caractérise selon Marx la phase socialiste.[20]

On pourrait dire que l'URSS, les anciennes 'démocraties populaires' (et l'actuelle Cuba) étaient des 'sociétés de transition' entre le capitalisme et le socialisme. Mais il faut également constater que cette 'transition' était entravée non seulement par l'existence du marché mondial capitaliste, mais également par la dégénérescence bureaucratique de ces États, c'est-à-dire par le pouvoir dictatorial d'une couche sociale parasitaire qui n'aspirait nullement au socialisme et qui s'est transformée finalement en une classe capitaliste.

Mais une société de transition vers le socialisme ne peut être réellement démocratique que si les citoyens ont suffisamment de temps libre pour leurs discussions sociales et politiques. Cela suppose une diminution radicale du temps de travail, un temps pour les loisirs qui n'est plus occupé par la consommation de marchandises, mais par la jouissance

individuelle et collective de ce que la société aura à nous donner, matériellement et spirituellement.

Et le Mal, pourrions nous l'éviter dans la nouvelle société ? L'humain n'est ni bien, ni mauvais. L'idée du péché originel commun aux religions monothéistes est une idée foncièrement pessimiste et nous dévie des mesures sociales à prendre pour sauvegarder la solidarité et la coopération humaines. Notre cerveau n'est pas le résultat d'une évolution naturelle vers un but malsain ou bienfaisant. La nature ne nous a pas donné un cerveau pour résoudre des problèmes mathématiques comme ceux du calcul intégral et différentiel, ni pour succomber à la volonté de pouvoir, ni pour devenir philanthrope. Il s'avère tout simplement à travers l'histoire humaine que pour notre cerveau extrêmement flexible, ces différentes options sont possibles. A nous de choisir et d'instaurer les conditions sociales qui favorisent le bien et non le mal.

Le néolibéralisme a supplanté depuis une bonne vingtaine d'années nos idées concrètes et donc nuancées sur les 'droits de l'homme' (essentiellement bourgeoises) et la morale (non moins bourgeoise), par une abstraction et une fétichisation qui ne servent qu'à la manipulation de ces concepts. Dans une discussion autour des questions morales[21] Trotski (1879-1940) attaquait l'hypocrisie de ceux qui veulent le socialisme (la fin) mais qui refusent les moyens pour y parvenir (la révolution). Cela ne signifiait absolument pas que Trotski soutenait le jésuitisme qui dit que la fin justifie les moyens, comme osent l'affirmer certains critiques mal intentionnés qui ne lisent pas ce qu'ils critiquent. Mais Trotski rejette les vérités éternelles ou l'éternelle vérité de la morale, composante idéologique de l'ordre existant.

« Aucun acte ne peut être apprécié en dehors de la fin poursuivie par son auteur. Il [Trotski] rejette ainsi l'idée que l'esclavagiste qui par la ruse et la violence enchaîne un esclave est, devant la morale, l'égal de l'esclave qui, par la ruse et la violence, brise ses chaînes', mais il souligne l'interdépendance étroite des moyens et des fins qui se modifient mutuellement. »[22]

2. Fétichisme et chosification dans notre vie quotidienne

On pourrait appeler modernité l'envahissante présence de la marchandise dans la vie quotidienne, présence qui différencie fondamentalement la condition humaine de celle qui avait cours dans les sociétés dominées par les modes de production antérieurs, sociétés dans lesquelles le travail concret dominait. Il ne s'agit cependant pas de glorifier à la manière romantique un passé dans lequel la prépondérance de la valeur d'usage était accompagnée d'oppression et d'obscurantisme. Le

Manifeste Communiste de 1848, rédigé bien avant le règne global de la marchandise, commente ainsi l'arrivée de la bourgeoisie au pouvoir et son système :

« La bourgeoisie n'a laissé subsister d'autre lien entre l'homme et l'homme que l'intérêt tout nu, le dur 'paiement comptant' (...) Elle a dissout la dignité personnelle dans la valeur d'échange et substitué aux innombrables libertés reconnues par lettres patentes et chèrement acquises, la seule liberté sans scrupule du commerce. En un mot, elle a substitué à l'exploitation que voilaient les illusions religieuses et politiques l'exploitation ouverte, cynique, directe et toute crue (...) Elle a transformé le médecin, le juriste, le prêtre, le poète, l'homme de science, en salariés à ses gages. »

Mais il ajoute aussitôt : « L'extension du machinisme et la division du travail ont fait perdre au travail des prolétaires tout caractère indépendant et, par suite, tout attrait pour l'ouvrier. Celui-ci n'est plus qu'un accessoire de la machine et l'on n'exige de lui que le geste le plus simple, le plus monotone, le plus facile à apprendre. (...) Les ouvriers) sont chaque jour et chaque heure asservis par la machine, par le surveillant, et avant tout par le fabricant bourgeois individuel lui-même. Ce despotisme est d'autant plus mesquin, odieux, exaspérant qu'il proclame plus ouvertement le profit comme sa fin ultime. »

Dans cette situation de dépendance envers le capital (la 'condition du salariat' qui 'repose exclusivement sur la concurrence d'ouvriers entre eux' comme dit le Manifeste), dans cet univers de publicité débridée qu'est la société du capitalisme du troisième âge, nous sommes incités à nous réjouir que de valeurs qui ne sont sociales que du point de vue du profit, produits de l'exploitation de l'homme, et donc répréhensibles d'un point de vue humaniste. Examinons quelques aspects de cette perversion marchande.

2.1. Le salariat

Vous êtes salarié et vous pensez comme la plupart entre nous que le salaire est la chose la plus naturelle possible, de même que la marchandise. Vous acceptez donc inconsciemment que la force de travail soit une marchandise et que son exploitation, tout comme le profit, soit une chose naturelle. Vous subissez ainsi une forme d'aliénation qui a des conséquences néfastes pour vous en tant que salarié et en tant qu'être humain.

Si le patron vous dit : je dois diminuer le salaire ou alléger le code du travail, vous pouvez bien penser que c'est un salaud, que vous n'allez pas accepter cela sans résistance, mais qu'en fin de compte vous ne pouvez qu'admettre qu'on ne peut s'opposer à la 'nature', et que vous resterez ce que vous êtes, un esclave du salariat. Ainsi dans notre monde moderne la

main invisible de la nécessité du profit a remplacé la main implacable de Dieu. Cette idéologie pessimiste est celle du social libéralisme.

Mais cela va plus loin. Puisque la marchandise est naturelle on accepte de devoir vendre sa force de travail comme seule marchandise dont on dispose et d'acheter d'autres marchandises pour rester en vie. Vous vous sentez lié d'une manière tout à fait naturelle à la société marchande. Vous ne pourriez que conclure que la privatisation des services publics est la conséquence d'une loi de la nature. Si par exemple le patron vous dit qu'il doit fermer ou délocaliser son usine si les normes de pollutions ne sont pas abaissées vous allez vous opposer aux mesures anti-pollutions au nom de la sauvegarde de votre emploi, alors qu'il s'agit avant tout de la sauvegarde du profit patronal. Si vous perdez votre emploi, vous ne pouvez plus acheter de marchandises, seuls moyens de vivre une vie décente dans le monde capitaliste. Le chantage patronal, qui est celui de la marchandise, a atteint son but.

Il ne s'agit pas de faire une critique morale des attitudes ouvrières concrètement et idéologiquement prisonnières du système salarié. Pour échapper à ce chantage patronal il faut une conscience anticapitaliste. Et une telle conscience suppose une alternative politique concrète qui ne peut être élaborée qu'à travers des combats anticapitalistes des organisations syndicales et associatives.

C'est la raison pour laquelle les acquis sociaux (services publics, code du travail, sécurité social et l'assurance maladie) et les acquis politiques (suffrage universel, droits syndicaux) doivent être défendus avec obstination. Ils sont aujourd'hui les lieux par excellence où l'on fait l'expérience des formes alternatives au monde du profit. C'est une des raisons pour lesquelles ils sont la cible des attaques néolibérales. Mais leur défense malheureusement ne suffit pas. La sécurité sociale par ex., est financée par les salaires indirects et par les contributions patronales : elle est donc l'objet de la lutte de classe, menacée tant que le capitalisme existe.

2.2. Écologie et fétichisme

Rien n'échappe à la marchandisation, même pas les labels 'bio' et 'écologique'. Ils sont devenus des marchandises que le producteur bio doit acheter. Mr. Martinetti, paysan et président tarnais de Nature et Progrès, a été inspecté, alors même qu'il ne prétendait aucunement que ses produits étaient bio. Mais l'inspection exigeait qu'il se soumette au label bio, puisque 'les gens disaient' que ses produits étaient 'biologiques'. Belle logique, entièrement dirigée par le fétichisme marchand!

Mais il y a plus sérieux. Il existe au sein de l'écologisme une certaine conception qui découle d'une tradition

philosophique conservatrice ou franchement réactionnaire du XXe siècle, la fameuse 'philosophie de la vie', celle qui oppose 'culture' à 'civilisation', la culture étant de nature spirituelle et la civilisation de nature matérielle, technique. Pour ces pessimistes romantiques et anti-humanistes comme Oswald Spengler (1880-1936) ou Martin Heidegger (1889-1976), le matérialisme, c'est-à-dire la technologie, est devenu un 'système' qui nous domine entièrement, un dieu qui vit sa propre vie et nous dirige. Le théologien protestant Jacques Ellul (1912-1994) suit certaines idées de cette conception fétichiste de la technique. Il remarque à juste titre que certaines technologies sont par définition inacceptables, parce qu'intrinsèquement incontrôlables et constitutives d'une menace pour la vie humaine sur la terre, comme c'est le cas du nucléaire. Il décrit comment la technologie influence nos activités, pensées et attitudes. Mais il rejette la structure sociale, les relations de productions entre prolétaires et capitalistes comme le fondement déterminant de cette dérive. Je cite :

« L'homme ne peut plus être sujet, car le système implique que, au moins par rapport à lui, l'homme y est toujours traité en tant qu'objet. Ce phénomène est, aujourd'hui, beaucoup plus important que la fameuse interprétation marxiste de la 'marchandise'. Elle était définie par le système capitaliste. Maintenant celui-ci est englobé dans le système technicien, et la catégorie de marchandise (toujours partiellement exacte, et utilisable avec précaution) n'explique plus grand chose. La catégorie d'objet technicisé est beaucoup plus décisive et aujourd'hui rigoureuse. »[23]

C'est ici qu'Ellul adopte une attitude fétichiste envers la technologie. Elle est la suite logique de son rejet de la théorie marxiste de la valeur. Selon lui 'Le facteur produisant la valeur n'est plus le travail humain mais l'invention scientifique et l'innovation technique'[24], autres fétichisations.

Car la technologie est un fait social, tout comme l'invention scientifique et l'innovation technique. Elle est produite par des humains, et plus précisément par leur travail, mais les propriétaires des moyens de productions et acheteurs de la force de travail scientifique et technique, s'en servent pour produire des marchandises, pour diminuer la valeur de la force de travail (le salaire) et pour produire artificiellement de nouveaux besoins. La technologie sert le profit, rien d'autre. Marx écrit dans les Grundrisse (l'ébauche du Capital, 1857-1858):

« Le capital n'emploie (...) la machinerie que dans la mesure où elle permet à l'ouvrier de travailler durant une plus grande partie de son temps pour le capital, de se rapporter à une plus grande partie de son temps comme à du temps ne lui appartenant pas ; de travailler plus longtemps pour un autre ».

Il est donc possible de changer la fonction technologique en abolissant la production généralisée de marchandises et en soumettant l'économie et les choix technologiques aux décisions démocratiques de la population, délivrée du profit et du marché. Je me demande si Jacques Ellul aurait soutenu aujourd'hui que 'la catégorie de la marchandise n'explique plus grand chose' quand l'OMC fait tout son possible pour transformer tous les services sans exceptions en marchandises, que le néolibéralisme défend la concurrence libre et non faussée pour pouvoir écouler les marchandises sur le marché mondial, tandis que le patronat attaque de fond le prix de la force de travail, la seule marchandise que le salarié ait à vendre, pour augmenter le taux de profit, le vrai moteur de la production et le vrai fétiche capitaliste.

Rejeter la possibilité d'un changement fondamental de la société c'est non seulement faire preuve d'un pessimisme contreproductif, mais c'est également accepter d'être désarmé devant les dangers écologiques. Le comble de cette attitude est le cynisme d'un Yves Cochet, ancien ministre "Vert" qui trouve que les sociaux-libéraux sont encore trop keynésiens, et qui se réjouit de la pénurie de pétrole annoncée, au motif que cette pénurie est un facteur d'activation de la 'décroissance' (celle des salariés bien entendu, auquel on va donner des bons de consommations), sans se soucier des guerres et des conflits sociaux que cela va engendrer, en y ajoutant que nous (l'Occident ?) devons faire face à la révolte des pauvres qui a déjà commencée et qu'il est trop tard pour investir dans des solutions écologiques alternatives et dans l'énergie durable comme propose Greenpeace. 'C'est comme ça !' est le mot clef fétichiste qu'aime répéter ce penseur 'Vert' dans les conférences où il fait la promotion de son livre.[25]

Notons que la protection de l'environnement est devenue elle-même un marché lucratif. La marchandise est un cercle infernal. Le terme 'productivisme', employé à tort et à travers, est, pour cette raison, totalement abstrait, fétichiste. Le capital fait produire pour le profit. On ne produit pas pour produire. Et quand on ne peut plus faire assez de profit on ferme l'usine, ou on la délocalise, ou on fait la grève des investissements.

La production capitaliste se soumet au profit et non à un 'système technique englobant'. Quand on attribue un 'productivisme' à Marx il faut savoir que celui-ci avait conscience du 'métabolisme' entre la société humaine et son environnement naturel, qu'il ne considérait pas la nature comme inépuisable. Quand Marx critique le fait que les relations de production capitalistes freinent le développement des forces productives, il faut réaliser qu'aujourd'hui le capitalisme freine en effet le développement des forces productives non pas tant du point de vue industriel mais d'un point de vue humain, c'est-à-dire qu'il freine l'émergence

d'un tas de capacités intellectuelles et sociales. Prenons l'exemple des personnes âgées. Une fois que vous êtes retraité, le capital vous considère comme un non-productif, un parasite, alors même que vous pouvez toujours jouer un rôle éminemment social, donc utile.

2.3. Publicité et consumérisme [26]

La publicité stimule l'acquisition par les consommateurs de marchandises et fait l'illustration d'un certain 'style de vie'. Elle facilite la réalisation du profit dans un contexte de surproduction et de concurrence exacerbée. Elle a également une fonction 'idéologique', car elle contribue à l'intériorisation d'une représentation fautive de la réalité sociale. Le couple publicité-consommation complète le rôle aliénant du travail dans cette autre partie de l'existence humaine appelée « temps libre ». Elle détruit ce qui reste dans l'être humain d'existence autonome. Après avoir vendu sa force de travail et produit des biens qui lui sont étrangers, l'homme ne peut plus qu'acheter et consommer ce que d'autres ont produit en vendant leur force de travail.

L'objet de ses désirs, ce n'est pas l'épanouissement de ses facultés personnelles, ce n'est pas la richesse de ses relations humaines, ce n'est pas le bonheur de l'être social, coopérateur et convivial que l'homme a vocation d'être; ce n'est même pas la satisfaction primitive des besoins que rechercherait l'animal en lui. C'est bien plutôt l'appropriation et la consommation publique, exhibitionniste, de marchandises. Publique, cette consommation devient symbole rassurant de réussite individuelle dans la jungle de la concurrence et des rivalités. Marchandise lui-même, l'être humain dépend entièrement d'autres marchandises pour satisfaire ce qu'il croit être ses désirs.

Bien plus, la 'société de consommation' tend à ne susciter dans les esprits aucune alternative qu'elle-même, mais en plus grand ! Voilà sans doute une des grandes difficultés à laquelle les militants anticapitalistes se heurtent dans leur travail de conscientisation élémentaire. Même quand l'être humain ne peut s'approprier et consommer ce que la publicité lui présente comme désirable, c'est encore le capitalisme qui gagne. Car la frustration ainsi ressentie ne conduit pas souvent l'être humain à s'interroger sur ses aspirations authentiques. Elle stimule au contraire son envie compulsive d'obtenir quand même l'objet désiré, d'atteindre quand même le « style de vie » tant vanté, que ce soit par un acharnement au travail, par le parasitisme social ou par la délinquance.

L'effet de la publicité est d'autant plus efficace que son média principal, la télévision et l'internet, réalise une intrusion performante dans la vie privée de l'être humain, en exploitant les frustrations nées de son isolement, tout en perpétuant

celui-ci. Parmi ces frustrations, la principale est la frustration affective. La publicité l'a bien mesurée, elle n'apporte à la frustration affective d'autre exutoire que la marchandisation de l'affectif et du sexuel qui doit nous inquiéter : elle nous touche dans ce que nous avons de plus humain. Car l'affectif n'est pas sans liens avec les caractéristiques de la personnalité humaine que sont l'empathie, la sympathie, la solidarité et la coopération.

La publicité-consommation est devenue un instrument idéologique du conditionnement social. Bien plus efficace que, par exemple, la religion. Alors que la religion a été, presque jusqu'à nos jours, le vecteur principal du conservatisme social, elle n'a plus d'impact aujourd'hui (du moins dans les sociétés « riches ») que lorsqu'elle se présente sous la forme consommable et lucrative des nouvelles sectes et des prédicateurs télévisuels, c'est la religiosité individualiste à la carte. Nous choisissons dans les hypermarchés des religions et 'pratiques alternatives', celles qui nous plaisent. C'est l'attitude typique du consommateur moderne.

2.4. Les besoins humains

Dans les discussions sur la décroissance et dans la critique du consumérisme nous sommes confrontés à la fameuse question des besoins. Quels besoins sont naturels, lesquels sont superflus, nocifs, dispendieux ? Disons d'abord qu'il est dangereux d'employer le mot 'naturel', car les besoins sont pour une grande part le résultat de relations sociales, aliénées ou non. Dans toute discussion sociale, il importe de revenir chaque fois à cette différence entre le social, qui est une relation humaine, et le naturel, les choses, le sacro-saint fétiche.

C'est la course aux profits qui instaure la dictature du marché qui nous impose les besoins. Si nous voulons promouvoir les besoins humains non fétichisés, notre décision collective devra être prise après de larges discussions politiques et sociales dans le cadre de la plus grande démocratie, celle où le profit n'a pas voix au chapitre. Cela n'est possible que dans une économie planifiée, qui décide non pas après coup mais immédiatement de ce qui sera social ou non. Ceci ne signifie pas cependant qu'il faut abolir du jour au lendemain toute production marchande. Mais cette abolition doit être le but final de la lutte finale.

Un autre danger dans la discussion sur les besoins c'est une pensée qui repose sur une conception anthropologique pessimiste, réactionnaire : l'homme est mauvais, il veut tout pour lui-même et rien pour l'autre et il veut toujours plus. Dans cette pensée les besoins humains sont supposés insatiables. Il se peut qu'il y a parmi nous des "Madame Marcos" qui se sentent frustrées de ne pas posséder 6000 paires de chaussures, ou des messieurs qui ont besoin de trois

Ferrari et de deux voiliers, mais ne sont-ils pas les 'victimes' du sentiment de pouvoir fétichiste que leur a donné leur richesse marchande ? Quand nous regardons dans notre for intérieur nous savons que nous sommes pas si insatiables qu'on le prétend. Et puis c'est toujours celui qui possède beaucoup qui critique le matérialisme bien modeste des pauvres.

Mais ce n'est pas seulement dans le capitalisme qu'on est confronté à une dictature des besoins. Dans les pays du soi-disant 'socialisme réel' les besoins de la population étaient décidés par un petit groupe politique, sans aucune consultation démocratique. Cela a conduit à une dépolitisation des salariés. L'encerclement par le marché mondial capitaliste et ses marchandises a eu raison de cette situation. Aujourd'hui les femmes en Allemagne orientale comprennent qu'elles ont gagné quelques marchandises simples mais perdu également quelques avantages sociaux (crèches, etc.).

2.5. Sexualité et érotisme

La misère sexuelle, résultat d'une société qui incite systématiquement au commerce sexuel sans pour autant fournir les possibilités sociales d'une activité érotique libérée dans l'espace et dans le temps, engendre, conjuguée à la double morale masculine, une prostitution de grande envergure, elle-même largement marchandisée. En Allemagne (comme aux Pays-Bas) où la prostitution a été 'légalisée' dans le cadre de la pensée néolibérale, 'Les maisons closes ont pignon sur rue, les souteneurs sont assimilés à des gérants et les prostituées, appelées ici « travailleuses du sexe », cotisent comme tout un chacun'[27]. Les bordels y prennent des formes gigantesques et sont gérés sur le modèle de McDonald.

L'acceptation de ce genre d'exploitation du corps de la femme et de son oppression va tellement loin, que la maire adjointe (Verts) de Berlin redoute que ces grands bordels ne fassent concurrence aux 'petites maisons closes du quartier', car 'Les prostituées de Berlin ne croulent pas sous le travail. Nous sommes dans une ville pauvre. Les gens ont peu d'argent à consacrer à cela.'[28] Conclusion : augmentons les salaires pour que plus d'hommes puissent aller aux bordels de proximité et ainsi donner du travail aux femmes, victimes du grand capital ! On est en pleine chosification de l'humain. Et tout cela en marge de la coupe mondiale de foot, autre marchandisation du corps humain. La pornographie est une autre forme de chosification, permettant l'utilisation virtuelle d'un corps humain, pur objet, sans aucune relation humaine avec le jouisseur. Par cela la pornographie transforme la femme réelle en objet soumis à la merci du mâle.

Mais il y a des formes plus subtiles de la marchandisation de l'érotisme[29]. Je me réfère à un article sur le cinéaste et écrivain dans le Monde Diplomatique[30]. Pier Paolo Pasolini était un ennemi la modernité imposée par la tyrannie du marché. Il a chanté, dans sa Trilogie de la vie la liberté sexuelle du monde populaire qui n'était pas encore asservie au puritanisme bourgeois. Mais il a abjuré peu après cette Trilogie. Je cite :

« ...il se rend compte que le pouvoir des années 1970 peut parfaitement accepter la 'libération sexuelle', et promouvoir en ce domaine la permissivité, dès lors que chacun est assigné à un rôle de consommateur, et que le sexe devient une marchandise comme les autres. C'est ainsi que le sexe cesse d'être une valeur de scandale (puisque le puritanisme disparaît) : il est à son tour absorbé, intégré, il n'est plus tabou, il relève désormais du nouveau conformisme de la consommation. »

La marchandisation de toutes les activités humaines est donc selon Pasolini un 'sacrilège une 'profanation', je dirai 100.000 fois plus méchante qu'une caricature du Prophète, béni soit son nom. Pasolini soulignait la sexualité (hétéro ou homo) comme un phénomène 'singulier, irréductible à toute commune mesure[31]'. Il disait : 'C'est un phénomène excessivement individuel[32].' et 'Il y a des gouffres entre ceux qui appartiennent à la même famille érotique'. Ce qui, selon Scarpetta l'aurait opposé aujourd'hui à toute fierté d'appartenance comme la 'gay-pride', elle-même de plus en plus commercialisée.

Que voyons-nous: qu'à travers les médias, et particulièrement la télévision, eux-mêmes soumises à la marchandisation, à travers leur représentation des choses comme marchandises, des normes de comportement sont établies qui imposent, comme l'écrit Scarpetta dans le même article, 'le règne d'un troupeau généralisé', non seulement sur le plan érotique mais sur tous les plans de l'activité humaine.

2.6. L'individualisme moderne

Je renvoie le lecteur qui veut approfondir le problème de l'individualisme aux idées avancées par Philippe Corcuff[33]. Il y a un individualisme solipsiste, un individualisme égoïste extrême, un phénomène déjà vilipendé par non moins qu'Adam Smith (1723-1790), celui que les néolibéraux osent présenter comme un de leurs précurseurs: 'tout pour nous même et rien pour les autres', cette 'vile maxime des maîtres de l'humanité'[34], résultat de la guerre hobbesienne[35] de tous contre tous. Cette individualisation ou individuation se fait à travers la possession de la marchandise. On devient le militant individualiste de la marchandise.

Mais il a une autre face à l'individualisme moderne. Je suis une personne, je veux décider moi-même, je ne suis l'esclave de personne. Je veux choisir moi-même ce que je veux manger en accord par ex. avec une coopérative agricole, en non pas obéir aux dictats de la grande surface. Cet individualisme là, il faut le promouvoir. Il est un aspect important de la démocratie, et la bataille féministe a précisément été liée au développement de l'individualité, de l'humanisation de la femme, de la lutte contre le fait d'être une chose, un objet. Cet individualisme là ce développe à travers la contestation d'une société qui refuse l'autonomie à la personne humaine, et elle renforce à son tour cette contestation.. Le philosophe Kant (1724-1804) écrivit dans son article sur les Lumières: 'Humain, aies le courage de te servir de ton propre entendement !'. Marx n'a jamais combattu cet individualisme là, bien au contraire.

2.7. Le patriarcat, le postmodernisme et le correct

En France les femmes sont surreprésentées parmi les pauvres[36] (53% contre 51% de la population totale) notamment parce qu'elles sont plus souvent que les hommes, chef de famille monoparentale, mais aussi en raison de l'écart salarial qui persiste entre les deux sexes. Malgré l'égalité formelle sur le marché du travail, les travailleurs à bas salaires sont à 80% des femmes ![37]

Une certaine conception chosifiée et minoritaire dans le mouvement féministe impute la double (ou triple) exploitation de la femme au 'patriarcat', et non au capitalisme en tant que tel. Le capitalisme est un mode de production, celui de la production généralisée de marchandises. Le patriarcat n'est pas un mode de production. Le capitalisme est de notre temps, le patriarcat a été de tous les temps. Il n'est pas très productif de parler du Patriarcat avec un grand P, concept abstrait qui mène à beaucoup de choses et à peu de concret. Il faut aborder le patriarcat dans son contexte sociétal concret. Le patriarcat est une relation institutionnelle entre les sexes, liée au fonctionnement du mode de production dans lequel il survit et agit, c'est à dire dans le 'rôle' séparé (le 'genre') qu'il attribue à chacun des deux sexes, et ceci adapté aux exigences structurelles du mode de production spécifique. Ces rôles ou genres diffèrent d'un mode de production à l'autre, ou d'une formation sociale à une autre. Ceux d'une société clanique ne sont pas ceux d'une société capitaliste. Les modes de production successifs ont repris chaque fois le patriarcat de l'ancien mode pour l'adapter à leurs besoins.

Le capitalisme moderne utilise le patriarcat, ou plutôt certains aspects des relations patriarcales, par exemple pour pousser vers le bas les salaires des vendeurs mâles de la force de travail. Le travail non rémunéré de la femme au foyer n'a pas de valeur d'échange et n'existe donc pas dans le système de

l'allocation sociale capitaliste du travail, mais il a une fonction importante dans le système capitaliste. Il est la base d'une oppression spécifique, celle des femmes.

Si l'on veut abolir le patriarcat, il faut en première instance abolir le travail salarié, source de l'exploitation et fondement de la position spécifique actuelle de la femme au sein de la famille et sur le marché du travail. Il faut donc instaurer le communisme ! Si l'on considère le socialisme comme la première étape dans l'abolition de la production généralisée de marchandises et donc du travail salarié, on ne peut pas supposer le patriarcat comme aboli dans cette étape qui précède l'abolition complète de la production de marchandises.

Mais cela ne signifie absolument pas, comme le mouvement ouvrier l'a trop longtemps pratiqué, le mouvement révolutionnaire compris, que nous instaurons dans notre lutte anticapitaliste une hiérarchie entre les luttes contre les différentes formes d'oppression (oppression en tant que travailleur, en tant que femme, en tant que jeune, en tant qu'homosexuel, etc.). La lutte contre les relations patriarcales commence dès aujourd'hui; elle fait inséparablement, consubstantiellement partie de la lutte contre le capitalisme. Elle est une condition nécessaire et non 'secondaire' pour avancer vers une société socialiste, donc vers l'abolition du 'patriarcat'.

Mettre le capitalisme et le patriarcat théoriquement sur un même niveau est une déviation post-moderniste, typique de l'attitude du 'politiquement correct'. C'est l'expression d'une conception Foucauldienne (dans sa version 'Coca-Cola Light') du pouvoir. Dans cette optique, ce n'est pas le capitalisme qui est responsable de l'exploitation, mais l'oppression qui est le produit de la 'volonté de pouvoir'. Ainsi on prétend que c'est le racisme qui exploite les noirs américains et non le capitalisme. "Abolissez le racisme, et l'exploitation disparaît, car noirs et blancs deviennent ainsi égaux sur le marché du travail !" Mais cette abolition n'empêche nullement que perdurent l'exploitation par la vente obligatoire de la force de travail et l'oppression capitaliste globale. Le 'politiquement correct' a une approche toute différente. Il remplace l'exploitation par le 'harcèlement' psychologique sur le lieu du travail et remplace la lutte contre l'exploitation par la lutte pour des 'bonnes manières patronales' au sein de l'atelier. Dans cette approche les syndicats ne représentent plus les travailleurs. Ils ont été remplacés par le lobbying et l'avocat qui deviennent les représentants (les 'délégués') des travailleurs en tant qu'individus atomisés. La critique psychologisante et philologique remplace la critique concrète de tout un système.

Dans cette vision post-moderniste la 'lutte contre le patriarcat' sonne comme un appel radical et révolutionnaire,

mais en réalité elle évite la question de la double exploitation de la femme. Les groupes féministes-socialistes des années 1970-1990 avaient déjà combattu cette vision du 'patriarcat'.

2.8. Madame Bovary, créature aliénée

Le roman de Flaubert s'intitule Madame et non Emma Bovary. L'usage du prénom aurait conféré à ce personnage féminin, une histoire individuelle. Mais Flaubert visait plus loin. Le mot 'Madame' renvoie au nom de la femme mariée, portant le patronyme du mari. Il s'agit là d'une dépossession, d'une Entausserung, d'une extériorisation ou extirpation, pour employer le langage Hégélien. L'héroïne est ainsi enfermée dans la prison des mœurs. Je m'explique[38]. Au XIXe siècle la femme bourgeoise s'éduque essentiellement dans et par la vie privée. Or, la Révolution a eu pour conséquence de cantonner les femmes dans cette sphère privée, de leur interdire toute participation à la société civile, ce lieu où les citoyens bourgeois en tant qu'individus s'adonnent au commerce, deviennent en quelque sorte des individualités. La seule façon pour devenir plus ou moins une personne individuelle consistait pour ces femmes, comme on le voit chez Balzac, à devenir les initiatrices sexuelles et/ou sociales de jeunes hommes ambitieux cherchant le succès dans une société corrompue par l'argent, cet autre fétiche. Pensez à Mme de Beauséant et à Rastignac dans Le père Goriot. L'idée que le mâle et la société et à la fin la femme elle-même se font de la femme, est chosifiée et diabolisée. Les femmes sont des initiatrices lubriques, des manipulatrices, des séductrices, des vampires, des femmes fatales, elles dévorent les hommes dira Zola, cet écrivain naturaliste qui naturalise le social. Pour revenir à Madame Bovary, dès le titre, Flaubert stigmatise le triomphe de cette société inégalitaire, qui aliène l'individu par le processus de réification généralisé. Madame Bovary, créature aliénée, développe un amour du luxe, de la vie brillante, des illusions romanesques et commet l'adultère. (Notons également que le roman lui-même reste impersonnel en employant le style indirect libre, l'ironie et les points de vue des différents personnages.)

Ces facultés nocives que la misogynie impute à la femme (elle est capricieuse, velléitaire, infantile, etc.), sont le résultat d'une vieille oppression patriarcale, reprise et transformée par la société capitaliste pour servir à ses besoins d'exploitation spécifiques. La femme aliénée n'est pas un être humain à part entière, elle appartient plutôt au règne animal. Marx dit que dans ce monde aliéné, l'homme et plus précisément l'ouvrier du XIXe siècle, est devenu homme dans sa bestialité (manger, déféquer...) et une bête dans son humanité (penser, créer, travailler). Remarquons également la réponse du Manifeste Communiste de 1848 au reproche selon lequel le socialisme veut introduire la communauté des femmes.

«Le bourgeois ne voit dans sa femme qu'un instrument de production. Il entend dire que les instruments de production seront exploités en commun et ne peut naturellement imaginer pour les femmes d'autre sort que d'être également mises en commun. Il ne soupçonne pas qu'il s'agit précisément de supprimer la condition de simples instruments de production qui est celle des femmes »

2.9 Il ne faut pas désespérer

Herbert Marcuse, le philosophe et gourou d'une certaine contestation culturelle en 1968, éprouva un sentiment de

révolte quand une maison d'édition française avait décidé de publier *Le Capital* de Marx en livre de poche. Voilà que le capitalisme intègre même la théorie anticapitaliste dans son système marchand se plaignait-il. A cela un marxiste a répondu : 'C'est vrai, mais ce livre a non seulement une valeur d'échange, il a également une valeur d'usage. Quelle est cette valeur d'usage : de comprendre théoriquement le capitalisme pour mieux le combattre.' Il ne faut donc pas être trop pessimiste. On peut changer les choses fondamentalement. Un autre monde est possible.

[1] Marx est surtout actuel dans le sens que sa critique ne concerne pas tant la misère du XIXe siècle, que la logique même du système capitaliste, de ses lois de développement, critique qui explique l'actuelle 'mondialisation'.

[2] Je renvoie au biologiste évolutionniste Stephan Jay Gould, qui a écrit plusieurs recueils d'articles qui sont une arme efficace contre ces idéologies social-darwinistes et sociobiologiques chères à la pensée néolibérale.

[3] K. Marx : *Le Capital*, I, 1, 4

[4] Explication simplifiée. Pour une connaissance plus approfondie de la question, consultez la bibliographie à la fin de la brochure.

[5] Le terme 'social' (gesellschaftlich) employé par Marx a une connotation neutre ; il ne signifie non pas 'sociable' ou 'favorable à la vie commune', mais 'sociétal', 'relatif à la société'.

[6] Pour approfondir cette question, lire la brochure de Marx *Salaires, prix et profit de 1865*, destinée au public ouvrier de la Ie Internationale.

[7] Et l'argent ? Disons simplement que l'argent, équivalent général qui simplifie l'échange, est l'expression de la valeur. Il est également une marchandise avec cette caractéristique remarquable que sa valeur d'usage est précisément sa valeur d'échange. Voilà son mystère. Il est donc une relation sociale.

[8] La travailleuse peut évidemment remplacer le travailleur, ou ils peuvent avoir chacun un travail salarié. Je reviendrai plus loin sur la double exploitation de la femme dans le système capitaliste.

[9] Dans sa *La philosophie du droit* (1821) Hegel distingue la famille, la société civile (§§ 182-256) et l'État. Marx publiera en 1844 sa *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*. Introduction (Éd. Sociales, 1975).

[10] Pour les marxistes l'État est l'institution de la classe dominante qui sert à maintenir et à reproduire les relations sociales sur lesquelles repose son pouvoir. L'État n'est donc pas neutre et ne peut servir comme appareil à la classe dominée quand celle-ci prend le pouvoir ; les salarié(e)s devons construire leur propre État, adapté à leurs besoins.

[11] Edmond Burke (1729-1797), le grand critique conservateur de la Révolution française, prétendait que les lois du commerce sont des lois de la nature et donc des lois de Dieu ; il en conclut qu'aucune réforme radicale ne pourrait changer les choses et que les pauvres n'ont qu'à mourir.

[12] Le philosophe T.W. Adorno a consacré en 1964 un opuscule à cette pensée réactionnaire : *Le jargon de l'authenticité*.

[13] Il existe plusieurs éditions de ces 'manuscrits de 1844' : je cite celle de É. Bottigelli aux Éditions Sociales et celle de K. Papaioannou en 10/18. Elles diffèrent dans leur composition rédactionnelle. La confrontation de ce manuscrit aux œuvres ultérieures de Marx a suscité une passionnante discussion parmi les marxistes et marxologues. Voir E. Mandel : *La formation de la pensée économique de Karl Marx, 1967*, plus spécialement le chapitre 10.

[14] G. Lukács dans *La réification et la conscience du prolétariat* (un chapitre de son livre "Histoire et conscience de classe" - 1923).

[15] Dans *L'idéologie allemande* Marx écrit : « Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. » Ceci pour souligner que Marx, loin d'être un prophète autoritaire, s'attache profondément à l'idée que l'émancipation de classe ouvrière sera l'œuvre de la classe ouvrière elle-même, et non pas d'un parti qui s'autoproclame l'incarnation de la classe ouvrière ou d'une bureaucratie qui poursuit ses propres intérêts de caste sur le dos de cette classe.

[16] K. Marx : *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Paris 1966, pp.29-30.

[17] J.V. Stalin : *Collected Works*, vol. 13, p.121.

[18] J.V. Stalin : *Economic Problems of Socialism in the USSR*, Pékin 1972, p.18.

[19] F. Behrens : *Ware, Wertt, Wettgesetz*, Berlin 1961.

[20] Pour en savoir plus sur toute cette problématique nous renvoyons le lecteur au livre malheureusement pas traduit de E. Mandel : *Power and Money. A Marxist Theory of Bureaucracy*, Londres/ New-York 1992.

[21] L. Trotski : *Leur morale et la notre* (1938).

[22] Jean-Jacques Marie : *Trotsky. Révolutionnaire sans frontières*, 2005, p.511.

[23] J. Ellul : *Le système technicien*, 1977, p. 23.

[24] *Idem*, p. 15.

[25] Y. Cochet : *Pétrole apocalypse*, Paris 2005.

[26] J'ai largement puisé dans l'article que Jean Louis Fauchet a écrit pour le magazine belge *La Gauche* #21, mars 2006.

[27] *Le Monde*, 26/2/2006.

[28] Idem.

[29] Je renvoie, le lecteur à une interprétation freudo-marxiste (sans la partager complètement) de l'érotisme, Éros et civilisation (1955) de Herbert Marcuse.

[30] Guy Scarpetta : Pasolini, un refractaire exemplaire, Le Monde Diplomatique, février 2006.

[31] Pensez au 'travail abstrait', égalisé par le marché.

[32] Faites l'analogie avec le 'travail concret', acte individuel.

[33] P. Corcuff : La question individualiste. Stirner, Marx, Durkheim, Proudhon (2003), et ses articles disponibles sur la toile : Individualité et critique du capitalisme, entre sociologie et philosophie (2005) et Figures de l'individualité, de Marx aux sociologues contemporains (2005) .
Voire aussi : A. Artous et P. Corcuff : Nouveaux défis pour la gauche radicale. Émancipation & individualité (2004).

[34] A. Smith : La richesse des nations (1776), III, chap. 4.

[35] Thomas Hobbes (1588-1679) défendit dans son Léviathan (1651) le pouvoir absolutiste du souverain et de l'État, nécessaire pour contenir la guerre que les humains avides et jaloux mènent sans interruption entre eux : l'homme est un loup pour les autres.

[36] Est considéré comme pauvre celui ou celle dont le revenu est fixé à 50% du revenu moyen.

[37] Je cite l'Humanité hebdo (25/2/2006) qui s'est basé sur le rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion.

[38] Cf. G. Gengembre : Le réalisme et le naturalisme en France et en Europe, 2004.

Qui sommes nous ?

La Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) est la section belge de la IVe Internationale. Nous luttons pour une alternative socialiste au système capitaliste car nous pensons que les injustices, les inégalités sociales et les oppressions sont profondément enracinées dans les structures de ce système productiviste, barbare et inhumain. Réformer ce qui est fondamentalement irréformable n'apporte aucune solution, la révolution reste donc une idée actuelle. Nous voulons un monde où la satisfaction démocratiquement déterminée des besoins sociaux humains et le respect prudent des équilibres écologiques remplacent la soif du profit et les lois du marché capitaliste. Nous sommes actifs au quotidien pour soutenir et impulser les résistances sociales, à partir desquels il faut créer une nouvelle force politique anticapitaliste au service de ces luttes. Renforcer la LCR, c'est renforcer ce combat.



Ligue Communiste Révolutionnaire
Section belge de la IVe Internationale

Lisez *La Gauche* ! Abonnez-vous !

Talon à remplir et à renvoyer à la LCR, 20 rue Plantin 1070 Bxl, info@lcr-lagauche.be

Nom :
n° & rue:
Code postal: Commune:
Tél: E-mail:

Je veux...

- un abonnement d'un an à La Gauche, je verse 8 euros sur le compte FLL 001-0728451-57 mention 'Abonnement La Gauche'.
- devenir membre de la LCR.
- devenir membre de soutien de la LCR.
- plus d'infos sur la LCR